Séminaire Actualité de la recherche historique

Séance du 9 février 2023

Autour de l'ouvrage d'Anaïs Albert,

La vie à crédit.
La consommation des classes populaires à Paris (années 1880-1920)

(Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021)

Dossier préparatoire

1. Publications d'Anaïs Albert (p. 1)
2. Introduction du livre (p. 3)
3. Chapitre2, « La culture matérielle des classes populaires » (p. 15)
4. Conclusion (p. 35)
5. Compte rendu par Pierre Karila-Cohen (*Le Monde*, 30 septembre 2021) (p. 41)

Publications d'Anaïs Albert
(liste partielle)

Ouvrage

La *vie à crédit. La consommation des classes populaires à Paris (années 1880-1920),* Paris, Editions de la Sorbonne, 2021.

Direction de numéros/de dossiers de revue

Manuela Martini et Anaïs Albert (dir.), « Les mondes du textile en Europe de la fin du XVIIIe siècle aux années 1930. Production, genre et conflits au travail », *Le Mouvement social*, n° 276, juillet-septembre 2021

Anaïs Albert, Patrick Farge et Florence Lotterie (dir.), « Les mots de genre », *Écrire l'histoire*, n° 20-21.

Coordination avec Mathilde Rossigneux-Méheust, Eve Meuret-Campfort, Anne Jusseaume, Fanny Gallot, et Clyde Plumauzille du dossier de la revue *Genèse* (n°111/2) : « Production quotidienne du genre en milieu populaire »

Coordination avec Clyde Plumauzille et Sylvain Ville du numéro 32 de la revue *Tracés* sur le thème « Déplacer les frontières du travail », mai 2017.

Coordination avec Mathilde Rossigneux-Méheust, Eve Meuret-Campfort, Anne Jusseaume, Fanny Gallot, Clyde Plumauzille et Katie Jarvis d'un dossier intitulé « Genre et classes populaires *in situ* » pour la revue *Genre et Histoire*, n° 17, printemps 2016.

Coordination avec Fanny Gallot d'un dossier sur l'œuvre de Saba Mahmood (anthropologue) pour le Hors-Série 2015 de la revue *Tracés*, intitulé *Traduire et Introduire*.

Coordination d'un dossier intitulé « Morales et consommation » dans la revue *Histoire, Economie et Société,* 2013/3.

Articles de recherche dans des revues à comité de lecture

« Les conflits du travail dans l'industrie textile à Paris sous le Second Empire », *Le Mouvement social,* n° 276, juillet-septembre 2021, p. 107-128.

« Kleptomanes ou nécessiteuses ? Les voleuses de grands magasins au début de la Première Guerre mondiale », *20&21. Revue d'histoire*, n° 150, 2021, p. 49-63.

« *Tracés* à l'épreuve de la parité », *Tracés, Hors-Série 2018, p. 181-188 et [en ligne].* [URL : http://journals.openedition.org/traces/9274]

« Une incompréhension de la pauvreté ? La crise du Mont-de-Piété de Paris à la Belle Époque », *Les Études sociales*, n° 164, 2ème semestre 2016, p. 63-86.

« Le genre du prêt sur gage : rapports de pouvoir au Mont-de-Piété de Paris (années 1850- années 1920) », *Genre et Histoire*, n°17, printemps 2016, [en ligne] [URL : https://genrehistoire.revues.org/2462]

« La "démocratisation du luxe" : la consommation d'imitations par les classes populaires

parisiennes à la Belle Epoque », *Entreprises et Histoire*, 2015, n° 78, p. 74- 88.

« Les midinettes parisiennes à la Belle Époque : bon goût ou mauvais genre ? », *Histoire, économie & société*, 2013/3, p.61-74.

« Émile Martin, employé parisien, acheteur à crédit chez Dufayel, de 1902 à 1912. Face-à-face ou mise à distance ? », *Hypothèses 2012,* 2013, p. 125-136

« Le crédit à la consommation des classes populaires à la Belle Epoque. Invention, innovation ou reconfiguration ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 4/2012, p. 1049-1082. Traduit en anglais sous le titre « Working-Class Consumer Credit During the Belle Époque: Invention, Innovation, or Reconfiguration? », n° 67-4 *Annales. Histoire, Sciences Sociales* en anglais, p. 731-763.

Page personnelle sur le site *L'histoire à l'université Paris-Cité*, https://histparis.hypotheses.org/anais-albert, (consulté le 7 janvier 2023).

relative pour de « vieux Parisiens ». À l'inverse, ce peut être une banlieue encore rurale ou semi-résidentielle aussi, rêvée comme l'espoir de sortie du triste faubourg et de son entassement pour ceux et celles qui, au lieu d'acheter des objets accumulés pour paraître, restent fidèles à l'ascétisme de l'épargne et recourent au crédit pour acquérir un lopin de terre de jardin ouvrier ou la bicoque du lotissement bon marché, même mal relié à la ville, phénomènes qui se développent dans les mêmes années comme l'ont montré Annie Fourcaut et Catherine Omnès[5].

Pour finir et illustrer ce thème, j'évoquerai ici un souvenir familial et je pense ainsi rester fidèle à l'inspiration de ce livre, au plus près du quotidien ordinaire des oubliés de l'histoire. Une vieille tante de mon père, née en 1878, fille d'un ouvrier gainier du XIe arrondissement s'était mariée en 1907 avec un gainier également. Toute leur vie, ils fabriquèrent en chambre des écrins pour bijoux dans un étroit logement au sixième étage de la rue Lafayette. Au terme de ces décennies d'enfermement dans le sombre Paris du nord-est à manier des objets destinés à la consommation de luxe, ils investirent toutes leurs économies dans un petit terrain en lointaine banlieue du côté de Boissy-Saint-Léger et se retirèrent « à la campagne », dans une modeste maison où nous leur rendions visite de temps à autre le dimanche pour atténuer leur solitude. Ces rescapés par ma mémoire de ce Paris populaire disparu, au centre de la « vie à crédit », n'avaient pas cédé, eux, à cette fièvre de consommation de la Belle Époque ou des après-guerres. Ils conservaient des rêves de petit rentier du XIXe siècle à la Maupassant. Ce micro-exemple dans une population aussi vaste, diverse et mobile que la population parisienne a eu sans doute aussi bien d'autres homologues dont il fallait insérer la vignette pour compléter l'ample fresque d'Anaïs Albert. En tout cas, après elle, on ne pourra plus écrire l'histoire des classes populaires ou de Paris sans se référer à ce livre[6].

5 Catherine Omnès, *Ouvrières parisiennes, marchés du travail et trajectoires professionnelles au XXe siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997 ; Annie Fourcaut, *La banlieue en morceaux, la crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres*, Grâne, Créaphis, 2000.

6 C'est ce qu'a d'ailleurs déjà fait l'un de nos maîtres de l'histoire sociale, Antoine Prost, dans *Les Français de la Belle Époque*, Paris, Gallimard, 2019, notamment p. 97 et 210.

Introduction

Quand la morale fait écran

En 1899, les docteurs Dumesnil et Mangenot écrivent, à propos de ceux qu'ils considèrent comme des « ménages aisés » parmi les classes populaires du quartier de la pointe d'Ivry dans le XIIIe arrondissement de Paris :

> Beaucoup manquent de prévoyance. Au lieu de placer leurs économies à la Caisse d'épargne, ils les emploient trop souvent à augmenter le luxe de leur logement, ce qui n'est pas un mal, mais aussi celui de leur toilette. Les hommes achètent des montres en or et les femmes des chapeaux à plumes, des bijoux souvent ornés de diamants et autres pierres précieuses d'une certaine valeur qui ne rapportent pas d'intérêt mais flattent leur vanité et leur désir de paraître. C'est un travers malheureusement fréquent[1].

Cette citation est parfaitement représentative, sans être caricaturale, de l'opinion des élites conservatrices comme progressistes sur la consommation populaire à la Belle Époque : il s'agit d'une question avant tout morale, lue à travers le prisme du bien, du mal – et du moindre mal. Les possessions des classes populaires sont dans cette perspective toujours l'indice d'un problème. Trop peu nombreuses ? Elles illustrent la misère de ce groupe social et déclenchent la commisération des auteurs. Trop abondantes ? Les pauvres font montre d'un goût du luxe inconsidéré et sont donc coupables de leur déchéance future. En regard de cette situation forcément désastreuse, les observateurs élaborent des solutions – la coopération, la charité, la moralisation – devant aboutir à une société idéale, où les ouvriers et les employés se comporteraient raisonnablement, selon les vœux des réformateurs pour que la « question sociale » soit – enfin – résolue.

Cette lecture morale de la consommation populaire est d'une étonnante pérennité, à la fois dans les sources et dans les analyses des sciences sociales, et finit par constituer un écran qui occulte la complexité de ce phénomène. Avant de commencer l'analyse, l'historienne – et le lecteur ou la lectrice avec elle – doit se déprendre des « préjugés communs[2] », comme disait Marc Bloch et qui, dans ce cas, sont doubles. Tout d'abord, dans les sciences sociales du XXe siècle, la consommation a longtemps été prise entre deux feux : « La vision idéalisée et atomiciste du consommateur rationnel proposée par l'économie d'une part, la conception

1 Octave Dumesnil, Charles Mangenot, *Enquête sur les logements, professions, salaires et budgets (loyers inférieurs à 400 francs)*, Paris, Chaix, 1899, p. 152-153.

2 Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 2005 [1949], p. 78.

nihiliste et critique exprimée par la dénonciation philosophique, d'autre part[3]. » La consommation comprise comme une entité transcendante et aliénante est la lecture la plus prégnante en France, où elle a été diffusée par des auteurs critiques, appartenant à diverses mouvances de la gauche : Henri Lefebvre, Guy Debord, Michel de Certeau et surtout Jean Baudrillard, dont l'ouvrage *La société de consommation* a fortement contribué à populariser ce thème[4]. Le discours de célébration est, lui, plus fréquent chez les auteurs américains, pays qui a historiquement construit un rapport plus positif à la sphère du marché et qui voit la consommation comme une action que les individus peuvent mettre au service d'autres fins, sociales ou politiques[5]. Cette ambiguïté entre célébration et dénonciation est d'ailleurs présente dans l'étymologie même du verbe français « consommer », qui est le résultat d'une longue confusion entre deux racines latines distinctes : *consummare*, qui signifie « faire le total de, accomplir, mener à son terme », et *consumere*, qui veut dire « utiliser entièrement, détruire[6] ». L'étude des classes populaires est, d'autre part, également prise en tenaille entre deux postures morales : le misérabilisme consiste à décrire la culture populaire comme totalement dominée, sans existence propre, une position qui peut aller jusqu'au mépris intellectuel, tandis que le populisme naïf idéalise l'univers culturel du peuple auquel le chercheur attribue des propriétés intrinsèques (par exemple la modestie ou la capacité d'indignation et de révolte)[7].

Les discours sur la consommation des classes populaires échappent très difficilement à ces deux grilles de lecture morale. Si la consommation est vue comme une aliénation, le peuple apparaît alors soit comme faible, manipulé par la publicité et les grands magasins, soit, dans une vision populiste, comme un groupe qui résiste à l'entrée dans la consommation, et incarne un modèle alternatif. Si la consommation est prise comme un phénomène positif, alors elle est perçue comme un vecteur d'intégration des classes populaires à la société, quand les exclus seraient caractérisés par la privation, l'envie et la misère.

Ces positions se reconfigurent à chaque époque d'élargissement de l'accès aux biens, en fonction du contexte économique, social et politique. La querelle du luxe au XVIIIe siècle en est un premier exemple[8]. Le développement de la

3 Caroline Dufy, Florence Weber, *L'ethnographie économique*, Paris, La Découverte, 2007, p. 56.
4 Henri Lefebvre, *Critique de la vie quotidienne*, Paris, L'Arche, 1947 ; Guy Debord, *La société du spectacle*, Paris, Buchet-Castel, 1967 ; Jean Baudrillard, *La société de consommation. Ses mythes, ses structures*, Paris, Gallimard, 1986 [1970] ; Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, Paris, Union générale d'éditions, 1980.
5 Lawrence Glickman, « Born to Shop? Consumer History and American History », dans Id. (dir.), *Consumer Society in American History. A Reader*, Ithaca, Cornell University Press, 1999, p. 1-14.
6 *S. v.* « Consommer », dans Alain Rey (dir.), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaire Le Robert, 2010, t. 1, p. 543.
7 Claude Grignon, Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire*, Paris, Gallimard/Seuil, 1989.
8 Dominique Margairaz, « La querelle du luxe », dans Jacques Marseille (dir.), *Le luxe en France du siècle des Lumières à nos jours*, Paris, Association pour le développement de l'histoire économique, 1999, p. 25-37.

consommation populaire dans la deuxième moitié du XIXe siècle et au début du XXe siècle provoque également un renouvellement des interrogations morales, qui se structurent peu à peu en trois courants majoritaires[9]. Cette réflexion mobilise d'abord deux groupes, les catholiques et le mouvement ouvrier, pour qui les questions posées par la consommation peuvent s'adosser à un système de valeurs cohérent et clairement formulé. Les catholiques s'expriment tout au long du XIXe siècle sur la question de la consommation morale dans un nombre important d'écrits, qui évoquent l'ouverture des magasins le dimanche, les conditions de vie des couturières ou la constitution de budgets de famille. Les militants catholiques de la Ligue sociale d'acheteurs sont par exemple le fer de lance des conceptions du *fair trade* en France, avec un engagement qui porte non pas sur les droits, mais sur les devoirs du consommateur, et particulièrement de la consommatrice[10]. Dans la perspective catholique, la consommation est la plupart du temps envisagée comme une tentation pour les classes populaires, elle menace l'équilibre de leur budget et risque de les plonger dans le vice, la prostitution ou l'alcoolisme. Les exclus de la consommation sont souvent célébrés, à demi-mot, car ils viennent incarner l'idéal de pauvreté et de renoncement ascétique chrétien.

Une autre morale, séculière celle-là, d'inspiration socialiste ou anarchiste, critique également vivement la consommation. Le premier argument, d'ordre économique, vient du marxisme. Le système capitaliste, en recherchant la production de davantage de biens à moindre coût, repose sur l'exploitation des travailleurs et pressure leurs salaires. La consommation de masse est ici condamnée, au motif qu'elle dégrade les conditions de travail des ouvriers, rejoignant sur ce point les conclusions du *fair trade*. Le second argument, plus politique, se trouve déjà à la fin du XVIIIe siècle sous la plume de Jean-Paul Marat : « En amollissant et en corrompant les peuples, le luxe les soumet sans résistance aux volontés d'un maître impérieux, et les force à payer du sacrifice de leur liberté le repos et les plaisirs dont il les laisse jouir[11]. » Cette idée, reprise avec force par le mouvement socialiste, dénonce la consommation comme un opium du peuple qui, en faisant miroiter aux ouvriers un pseudo-confort bourgeois, endormirait leurs aspirations révolutionnaires. Ces deux morales ont des points communs, et partagent par exemple une représentation du consommateur en jouisseur sans scrupule se trouvant condamné au titre de son plaisir. Face à cette stigmatisation émerge peu à peu, dans la seconde moitié du XIXe siècle, un discours de célébration, venu de la sphère économique et notamment porté par les grands magasins de crédit, qui présentent la consommation comme un moyen d'accéder au confort et à la

9 Anaïs Albert, Mathilde Rossigneux-Méheust, « Une question économique dominée par des enjeux moraux », *Histoire, économie & société*, 32/3, 2013, p. 3-12.
10 Marie-Emmanuelle Chessel, *Consommateurs engagés à la Belle Époque : la Ligue sociale d'acheteurs*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.
11 Jean-Paul Marat, *Les chaînes de l'esclavage*, Paris, Complexe, 1988 [1774], p. 79.

propriété, et donc comme une solution à la question sociale, c'est-à-dire à l'intégration des classes populaires à la nation.

La consommation populaire est bien un phénomène dont l'approche est saturée de présupposés moraux, dans les sources comme dans les travaux contemporains : les ouvriers sont célébrés pour leur résistance, condamnés pour leur goût du luxe ou protégés en vertu de leur naïveté ; leur attitude est perçue comme rassurante ou profondément inquiétante. Ces discours omniprésents forment un véritable imaginaire social de la consommation populaire[12], qui ne laisse quasiment aucune place à la parole des consommateurs et des consommatrices modestes, signe de leur domination symbolique. Comme toujours, les classes populaires « sont parlées » plus qu'elles ne parlent[13].

Pour défaire l'unicité de ce grand récit, il est nécessaire d'approcher les consommations populaires par en bas, en essayant de retrouver les objets possédés par ce groupe social, les manières de se les procurer et, tant que faire se peut, le rôle qu'avaient ces biens pour leurs propriétaires. Le recours à l'enquête empirique est finalement la seule manière de court-circuiter les interprétations morales et de reconstituer le sens que les acteurs eux-mêmes donnaient à leurs pratiques. L'analyse de la consommation des classes populaires, dans une période de croissance économique – les années 1880-1920 – et dans une ville – Paris – qui s'impose comme une capitale du luxe, permet d'aborder des questions encore ouvertes sur la construction d'une classe sociale et sur son existence au quotidien, appréhendées par le biais de la vie privée, des échanges économiques ordinaires et des relations de sociabilité. La consommation dévoile à la fois des distinctions internes aux classes populaires et la position des individus dans la société englobante : elle est un champ complexe, traversé de rapports de pouvoir et de liens de solidarité, qui vient reposer la question classique de la domination et de la résistance. Cet ouvrage a donc pour projet de revoir la périodisation de l'entrée de la France dans la « consommation de masse » et de mettre à jour ce que recouvre – et dissimule – cette notion, c'est-à-dire la complexité de l'achat, de la circulation et de l'utilisation des biens dans un groupe social beaucoup plus divers que celui que suggère l'expression classique « classe ouvrière ».

12 Alain Corbin, « Imaginaires sociaux », dans Christian Delporte, Jean-Yves Mollier, Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, PUF, 2010, p. 426-430.

13 « Les dominés sont moins aptes à pouvoir contrôler leur représentation d'eux-mêmes [et] sont parlés plus qu'ils ne parlent », Patrick Champagne, « La vision médiatique », dans Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 104-106.

Histoire de la consommation et histoire des classes populaires : des champs étanches ?

L'histoire de la consommation est arrivée à l'heure des premiers bilans, qui pointent la rareté des études portant sur les consommations populaires[14]. Il ne s'agit pas d'une coïncidence, et, au contraire, comme Frank Trentmann, « on pourrait défendre que "société de consommation" ou "consumérisme" ont été adoptés juste au moment où il devenait problématique d'employer "société de classe"[15] ». En d'autres termes, le développement des études sur la consommation est venu d'une certaine manière occulter ou remplacer les analyses historiques en termes de classes sociales, précisément quand les ouvriers disparaissaient du champ de la recherche historique, comme de celui de la représentation politique avec le déclin du syndicalisme et l'effondrement du Parti communiste français[16]. Ce glissement de perspective explique la – relative – étanchéité de l'histoire de la consommation et de celle des classes populaires.

De l'histoire des ouvriers à celle des classes populaires

Les premières études portant sur le « mouvement ouvrier », dans les années 1950 et 1960, centrées sur l'univers des luttes syndicales et politiques, s'intéressaient très peu aux conditions de vie des travailleurs[17]. Ce sont les grandes thèses d'histoire sociale des années 1970 – celles d'Yves Lequin, de Michelle Perrot ou encore de Jean-Louis Robert[18] – qui lancent les recherches sur la « vie matérielle » des ouvriers, et donc sur leur consommation. Leur but est de réinsérer la classe ouvrière dans « l'ensemble de l'évolution économique et démographique aussi bien que dans celles des niveaux et des modes de vie, des

14 Frank Trentmann (dir.), *The Oxford Handbook of the History of Consumption*, Oxford, Oxford University Press, 2012 ; Marie-Emmanuelle Chessel, *Histoire de la consommation*, Paris, La Découverte, 2012, et Id., « Où va l'histoire de la consommation ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 59/3, 2012, p. 150-157.

15 « It might be argued that "consumer society" or "consumerism" have been adopted just as "class society" became problematic », Frank Trentmann, « Beyond Consumerism: New Historical Perspectives on Consumption », *Journal of Contemporary History*, 39/3, 2004, p. 374.

16 Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil, 2002 [1986], nouvelle préface datant de 2002 à l'ouvrage, p. IX.

17 Parmi les travaux les plus importants : Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Paris, Maspero, 1983 [1951] ; Jean Bron, *Histoire du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions ouvrières, 1968, t. 1 ; Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1971.

18 Yves Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1977 ; Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève. France 1871-1890*, Paris/La Haye, Mouton, 1974 ; Jean-Louis Robert, *Ouvriers et mouvement ouvrier parisiens pendant la Grande Guerre et l'immédiat après-guerre : histoire et anthropologie*, thèse dirigée par Antoine Prost, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1989.

comportements, des mentalités et des sensibilités collectives[19] ». Mais la consommation n'est généralement envisagée que comme une digression, souvent cantonnée à un chapitre annexe[20]. Les ouvriers restent essentiellement étudiés en tant que producteurs, et le travail – déterminant dans l'engagement politique – est bien le cœur de l'analyse. Cette histoire ouvrière est par ailleurs longtemps restée aveugle aux autres dimensions de la stratification sociale que sont le genre, l'origine géographique ou nationale, ou encore l'âge. Bien sûr, certains travaux pionniers ont souligné ces failles : ceux de Gérard Noiriel sur l'immigration[21] ou ceux des historiennes du monde ouvrier – Michelle Perrot, Joan Scott, Anne-Marie Sohn – qui ont développé une histoire des femmes sensible à l'imbrication des dominations[22]. Ces décentrements ont finalement mis en lumière la manière dont la figure de l'« ouvrier » masque des hiérarchies internes au groupe, empêchant de comprendre pleinement la construction de la classe.

Après une relative éclipse dans les années 1980 et 1990, l'histoire sociale et politique des ouvriers connaît un renouveau récent[23], qui s'accompagne d'une ouverture vers les classes populaires dans leur ensemble, au-delà du seul groupe des travailleurs manuels[24]. La notion de classes populaires est un « concept à géométrie variable[25] », qui est toutefois définie par la combinaison de quatre critères : une étroitesse des ressources économiques qui entraîne une vulnérabilité ; une position subalterne dans la division du travail rassemblant les exécutants (les travailleurs) et les petits indépendants (petite boutique, petit artisanat) ; un groupe peu ou moins intégré à la société avec des espaces d'entre-soi forts,

19 Yves Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, *op. cit.*, p. v.

20 Rolande Trempé, *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Paris, Éditions ouvrières, 1971, t. 1, chap. 3, « Le genre de vie », et Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève*, *op. cit.*, t. 2, chap. 1, « L'ouvrier consommateur ».

21 Gérard Noiriel, *Immigrés et prolétaires. Longwy, 1880-1980*, Paris, PUF, 2019 [1984].

22 Michelle Perrot, « La femme populaire rebelle », dans Christiane Dufrancatel *et al.*, *L'histoire sans qualités*, Paris, Galilée, 1979, p. 125-156, Joan Scott, « "L'ouvrière, mot impie, sordide". Le discours de l'économie politique française sur les ouvrières (1840-1860) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 83, juin 1990, p. 2-15 ; Anne-Marie Sohn, *Chrysalides. Femmes dans la vie privée (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

23 François Jarrige, *Au temps des tueuses de bras. Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle, 1780-1860*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009 ; Marion Fontaine, *Le Racing club de Lens et les « Gueules noires » : essai d'histoire sociale*, Paris, Les Indes savantes, 2010 ; Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, Paris, Perrin, 2012 ; Maurizio Gribaudi, *Paris, ville ouvrière. Une histoire occultée (1789-1848)*, Paris, La Découverte, 2014 ; Fanny Gallot, *En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, Paris, La Découverte, 2015.

24 Claire Zalc, *Melting Shops : une histoire des commerçants étrangers en France*, Paris, Perrin, 2010 ; Quentin Deluermoz, *Policiers dans la ville. La construction d'un ordre public à Paris (1854-1914)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012 ; Clyde Plumauzille, *Prostitution et Révolution. Les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)*, Ceyzérieux, Champ Vallon, 2016 ; Mathilde Rossigneux-Méheust, *Vies d'hospice. Vieillir et mourir en institution*, Ceyzérieux, Champ Vallon, 2018.

25 Pierre Bourdieu, « Vous avez dit populaire ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 46, mars 1983, p. 98.

comme le quartier, enfin un éloignement de la culture savante[26]. Il s'agit d'une catégorie classificatoire (et non, à l'inverse de « la classe ouvrière », d'une identité revendiquée), ce qui permet d'y faire cohabiter des groupes qui peuvent chercher à se distinguer les uns des autres (comme les employés vis-à-vis des ouvriers).

Les classes populaires, dans la définition extensive retenue dans cet ouvrage, englobent en effet les ouvriers, les employés, les petits fonctionnaires (notamment les employés municipaux), mais aussi les petits commerçants et les artisans. Si le groupe ouvrier est le pivot de cette catégorie, ses marges sont plus floues et sa limite haute, qui voisine avec la petite bourgeoisie, pose d'éternels problèmes[27]. Les couturières, plombiers, menuisiers et domestiques sont, par exemple, à l'évidence au cœur de ce groupe social. Les grands exclus, les « désaffiliés[28] », en constituent la marge basse. Pour la limite haute, l'intégration des employés, des petits commerçants et des petits fonctionnaires prend d'abord acte de l'importance du quartier à Paris comme creuset d'une identité populaire à la fin du XIXe siècle : l'appartenance au même territoire fait que les habitants se côtoient et se connaissent, ce qui explique d'ailleurs en partie la volonté de distinction des employés. Ces derniers sont encore partie prenante du même espace urbain que la fraction inférieure des classes populaires et cherchent donc à toute force à s'en distinguer. Les processus de consommation qui permettent d'établir ces hiérarchies internes sont l'un des objectifs de l'étude, dans le sillage des travaux de Maurice Halbwachs[29]. De même, les petits commerçants, marchands de vin, de bois, de journaux ou de poisson, vivent en symbiose avec leur clientèle populaire, dans l'intérêt bien compris de leurs affaires et parce qu'ils sont largement issus de ce même groupe. Le petit capital qui leur a permis de s'établir instaure une fragile frontière économique, souvent menacée par l'endettement, la crise ou la faillite. Leur proximité sociale et culturelle avec leur clientèle assure la pérennité de leur commerce, car elle leur permet de répondre aux attentes et aux goûts des acheteurs. Enfin, les petits fonctionnaires municipaux se situent en haut de cette pyramide populaire, notamment grâce à la stabilité offerte par un emploi public et l'honorabilité qui en résulte. Ils font partie des classes populaires, par l'échelon municipal auquel ils se situent, la modestie de leur fonction administrative (secrétaire, infirmier, gardien de la paix), l'étroitesse de leurs revenus et l'appartenance de leur entourage à ce groupe.

26 Michelle Perrot, « Les classes populaires urbaines », dans Fernand Braudel, Ernest Labrousse (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, t. 4, vol. 1, Paris, PUF, 1979, p. 454-534 ; Olivier Schwartz, *La notion de « classes populaires »*, habilitation à diriger des recherches en sociologie, université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 1998. Pour une synthèse sur le sujet, voir Philippe Alonzo, Cédric Hugrée, *Sociologie des classes populaires. Domaines et approches*, Paris, Armand Colin, 2010.

27 Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil, 1986, p. 63-64 et 109-112 ; Christophe Charle, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2001 [1991], p. 180-227.

28 Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

29 Maurice Halbwachs, *Le destin de la classe ouvrière*, Paris, PUF, 2011 [1913 et 1933].

Les différentes composantes des classes populaires ont fait l'objet d'un intérêt dissymétrique en histoire : les ouvriers sont désormais bien connus, mais les autres composantes le sont moins. Certaines professions des services ont été étudiées[30] ; en revanche, le monde du petit commerce et surtout celui des petits emplois publics sont encore amplement inexplorés[31]. Les pratiques de consommation de ce monde populaire restent largement dans l'ombre. L'approche par les conditions de travail, longtemps au centre de l'analyse, a contribué à opposer fortement travail manuel et travail intellectuel et donc à séparer l'étude des ouvriers de celles des autres catégories du monde populaire. En interrogeant la construction de ce groupe *via* la consommation, le regard porte sur des sphères de la vie quotidienne où l'opposition est moins forte pour interroger plus finement les distinctions internes aux classes populaires.

Pour une histoire sociale de la consommation

L'histoire de la consommation est traversée par une opposition souterraine, entre une approche culturelle et un point de vue économique, qui rend difficile la construction d'un récit historique linéaire[32]. Issu des *cultural studies*, le premier courant définit la consommation de manière très large, jusqu'à englober la « consommation culturelle », c'est-à-dire à la réception des modèles culturels. Dans les années 1980 et 1990, des historiens américains comme Lawrence Glickman et Lizabeth Cohen[33] ajoutent à ce questionnement initial celui de la relation entre citoyenneté et consommation, notamment de l'intégration de la classe ouvrière à la nation. Enfin, à partir des années 2000, les recherches ont porté plus spécifiquement sur la politisation de la consommation, avec l'étude de mouvements politiques de consommateurs organisés[34]. En France, en revanche,

30 Nicolas Papayanis, *The Coachmen of Nineteenth-Century Paris. Service Workers and Class Consciousness*, Baton Rouge/Londres, Louisiana State University Press, 1993 ; Claudie Lesselier, « Employées de grands magasins à Paris (avant 1914) », *Le Mouvement social*, 105, octobre-décembre 1978, p. 109-126 ; Jean-Paul Barrière, « Entre salariat et indépendance : le statut hybride du représentant de commerce en France de la fin du XIXe siècle au milieu du XXe siècle », *Entreprises et histoire*, 66, 2012, p. 164-176 ; Jean-Louis Deaucourt, *Premières loges. Paris et ses concierges au XIXe siècle*, Paris, Aubier, 1992 ; Delphine Gardey, *La dactylographe et l'expéditionnaire. Histoire des employés de bureau (1890-1930)*, Paris, Belin, 2001.

31 À l'exception du travail de Claire Zalc, *Melting Shops*, *op. cit.*, et de celui de Quentin Deluermoz, *Policiers dans la ville*, *op. cit.*

32 Frank Trentmann, « Beyond Consumerism: New Historical Perspectives on Consumption », art. cité.

33 Lawrence Glickman, « Born to Shop? Consumer History and American History », art. cité ; Id., *A Living Wage: American Workers and the Making of Consumer Society*, Ithaca, Cornell University Press, 1997 ; Lizabeth Cohen, *Making a New Deal. Industrial Workers in Chicago 1919-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

34 Matthew Hilton, *Consumerism in Twentieth Century Britain: The Search for a Historical Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003 ; Frank Trentmann, *Free Trade Nation. Commerce, Consumption and Civil Society in Modern Britain*, Oxford, Oxford University Press, 2008 ; Matthew Hilton, « Consumer Activitism: Rights or Duties? », dans Kerstin Brückweh (dir.), *The Voice of the*

l'histoire de la consommation s'est développée plus tardivement, avec les travaux de Marie-Emmanuelle Chessel et Alain Chatriot notamment[35], et reste un champ peu travaillé.

Cette histoire culturelle de la consommation est d'abord une histoire des représentations, fondées sur des sources discursives qui éclairent la dimension morale, religieuse ou nationale de l'acte d'achat. Ce courant a également été précocement attentif au « genre de la consommation [...], c'est-à-dire à la manière dont elle est construite comme un phénomène social sexué[36] », et il met en avant l'importance du discours sur les femmes et le féminin dans la construction de ces représentations[37]. Enfin, la plupart de ces historiens s'attachent à penser conjointement la figure du citoyen et celle du consommateur, soit en étudiant la consommation comme acte politique, soit à partir des interventions politiques sur les consommateurs. Dans cette optique, les études ont porté sur des sujets aussi divers que les coopératives de consommation[38], le lien entre consommation et société civile[39] ou encore les phénomènes du boycott ou des listes blanches[40]. Cette dimension politique est particulièrement sensible dans des expressions comme « citoyen consommateur », « république des consommateurs » ou « politiques de la consommation[41] ».

Malgré leurs apports indéniables, ces travaux, dans leur version la plus culturaliste, rencontrent deux limites. La consommation y est souvent définie de manière extrêmement large, allant parfois jusqu'à désigner un véritable rapport au monde[42]. Cette ampleur contribue à diluer l'objet de l'étude et à appréhender

Citizen Consumer. A History of Market Research, Consumer Movements, and the Political Public Sphere, Oxford, Oxford University Press, 2011.

35 Marie-Emmanuelle Chessel, *La publicité. Naissance d'une profession, 1900-1940*, Paris, CNRS Éditions, 1998 ; Id., *Consommateurs engagés à la Belle Époque*, *op. cit.* ; Id., *Histoire de la consommation*, *op. cit.* ; Alain Chatriot, Marie-Emmanuelle Chessel, Matthew Hilton (dir.), *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XXe siècle*, Paris, La Découverte, 2005.

36 Marie-Emmanuelle Chessel, *Histoire de la consommation*, *op. cit.*, p. 69.

37 Victoria De Grazia, Ellen Furlough (dir.) *The Sex of Things: Gender and Consumption in Historical Perspective*, Berkeley, University of California Press, 1996 ; Christopher Breward, *The Hidden Consumer: Masculinities, Fashion and City Life, 1860-1914*, Manchester/New York, Manchester University Press, 1999 ; Jennifer Scanlon (dir.), *The Gender and Consumer Culture Reader*, New York, New York University Press, 2000 ; Matthew Hilton, « The Female Consumer and the Politics of Consumption in Twentieth-Century Britain », *The Historical Journal*, 45, mars 2002, p. 103-128.

38 Ellen Furlough, *Consumer Cooperation in Modern France: The Politics of Consumption*, Ithaca, Cornell University Press, 1991.

39 Frank Trentmann, *Free Trade Nation*, *op. cit.*

40 Julien Vincent, « L'économie morale du consommateur britannique en 1900 », dans Alain Chatriot, Marie-Emmanuelle Chessel, Matthew Hilton (dir.), *Au nom du consommateur*, *op. cit.*, p. 231-246.

41 Kerstin Brückweh (dir.), *The Voice of the Citizen Consumer*, *op. cit.* ; Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic. The Politics of Mass-Consumption in Postwar America*, New York, Alfred A. Knopf, 2003.

42 *Shopping is more than merely purchasing goods in a store [...] it is not so much the objects consumed that counts in the act of consumption, but rather the unique sense of place*, Erika Rappaport, *Shopping for Pleasure, Women in the Making of London's West End*, Princeton, Princeton University Press, 2000, p. 5.

ensemble des phénomènes éloignés. La seconde limite est le recours fréquent à la notion d'« identité de consommateur », pourtant difficile à utiliser, car elle unifie des rapports sociaux dissemblables et peut produire des raccourcis. Cette expression suppose en effet que tous les actes marchands effectués par un individu prennent sens ensemble pour celui qui les réalise. Or, la notion d'identité amalgame en réalité des dimensions différentes de l'expérience individuelle (l'identification, l'image sociale et l'appartenance) qu'il est plus éclairant de séparer pour l'analyse[43]. En outre, cette « identité de consommateur » a également été pensée en opposition à celle de « producteur », et il n'est pas anodin que ces questions aient surgi, par exemple sous la plume d'Henri Mendras[44], au moment où le discours de la lutte des classes perdait de son influence : l'identité de consommateur a pu être utilisée historiquement pour neutraliser ou rendre invisible la question des luttes sociales[45]. Malgré les efforts déployés pour questionner cette « identité de consommateur » du point de vue du genre, de la classe ou de la race[46], cette notion est à abandonner, car elle dissimule plus qu'elle n'explique.

La définition de la consommation adoptée dans cet ouvrage est plus étroite thématiquement – mettant davantage l'accent sur les objets matériels que sur les consommations culturelles – et plus profonde temporellement, parce que l'étude de la consommation ne s'y réduit pas à l'analyse de l'acte d'achat, mais envisage le processus de destruction de la valeur par l'usage en étudiant le cycle de vie des objets dans son entier. Cette focalisation sur les objets et sur les transactions s'appuie sur l'approche économique de la consommation. L'histoire du commerce et de l'industrie permet de mesurer l'ampleur de la demande et l'échelle de diffusion des produits. Les infrastructures commerciales ont fait l'objet de nombreux travaux, qu'il s'agisse du petit commerce[47], des grands magasins (comme Au Bon Marché ou À la Belle Jardinière[48]) ou des hypermarchés et des salons de promotion pour la période contemporaine[49]. Le processus de production de certains

43 Martina Avanza, Gilles Laferté, « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, 61, 2005, p. 134-152.

44 Henri Mendras, *La seconde Révolution française, 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988.

45 Louis Pinto, « La construction sociale d'une fiction juridique : le consommateur, 1973-1993 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 199, septembre 2013, p. 4-27 ; Martin Bruegel, « Un distant miroir. La campagne pour l'alimentation rationnelle et la fabrication du "consommateur" en France au tournant du XXe siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 199, 2013, p. 28-45.

46 Tyler Stovall, *Paris and the Spirit of 1919. Consumer Struggles, Transnationalism, and Revolution*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

47 Alain Faure, « L'épicerie parisienne au XIXe siècle ou la corporation éclatée », *Le Mouvement social*, 108, juillet-septembre 1979, p. 113-130 ; Philip Nord, *Paris Shopkeepers and the Politics of Resentment*, Princeton, Princeton University Press, 1986.

48 Michael B. Miller, *Au Bon Marché : 1869-1920, le consommateur apprivoisé*, Paris, Armand Colin, 1987 [1981] ; François Faraut, *Histoire de "La Belle Jardinière"*, Paris, Belin, 1987.

49 Jacques Marseille (dir.), *La révolution commerciale, du Bon Marché aux hypermarchés*, Paris, Le Monde éditions, 1997 ; Catherine Grandclément, Franck Cochoy, « Histoires du chariot de supermarché », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, juillet-septembre 2006, p. 77-93 ; Claire Leymonerie, « Le Salon

objets est désormais bien connu, comme la confection de vêtements, la machine à coudre, la bicyclette, les médicaments ou encore la télévision[50]. Les procédés de vente, comme le crédit à la consommation ou la publicité, qui assurent la médiation entre la production et la consommation ont également été largement explorés[51]. La récente synthèse de Jean-Claude Daumas sur le sujet résume très clairement les grandes dynamiques économiques et sociales qui traversent la consommation en France à l'époque contemporaine[52]. Enfin, l'approche choisie dans cet ouvrage met ses pas dans ceux de Daniel Roche[53] pour pratiquer une histoire de la culture matérielle, à la fois « archéologie du quotidien » et « ethnographie du minuscule », qui propose une étude du « contexte de l'objet – non seulement celui de sa circulation, mais celui de sa jouissance et de son éventuelle redéfinition[54] ».

Tant l'approche économique et matérielle que la vision culturelle de la consommation éludent finalement la question sociale, c'est-à-dire la manière dont la consommation contribue à la formation ou à la division d'un groupe social. Il reste alors à proposer une réelle histoire sociale de la consommation[55]. Nombre d'études qui portent sur la consommation en France au XIXe siècle prennent pour objet la bourgeoisie, sans interroger réellement la construction de ce groupe social[56]. La consommation populaire est encore moins abordée, à

des arts ménagers dans les années 1950 : théâtre d'une conversion à la consommation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, juillet-septembre 2006, p. 43-56.

50 Nancy L. Green, *Du Sentier à la 7e avenue. La confection et les immigrés, Paris-New York 1880-1980*, Paris, Seuil, 1998 ; Judith Coffin, « Credit Consumption, and Images of Women's Desires: Selling the Sewing Machine in Nineteenth Century France », *French Historical Studies*, 18, 1994, p. 749-783 ; Frédéric Héran, *Le retour de la bicyclette. Une histoire des déplacements urbains*, Paris, La Découverte, 2014 ; Sophie Chauveau, *L'invention pharmaceutique. La pharmacie française entre l'État et la société au XXe siècle*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond, 1999 ; Isabelle Gaillard, *La télévision. Histoire d'un objet de consommation, 1945-1985*, Paris, Éditions du CTHS, 2012.

51 Sabine Effosse, *Le crédit à la consommation en France, 1947-1965, de la stigmatisation à la réglementation*, Paris, Institut de la gestion publique et du développement économique/Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2014 ; Marc Martin, *Histoire de la publicité en France*, Nanterre, Presses universitaires Paris-Ouest, 2012.

52 Jean-Claude Daumas, *La révolution matérielle. Une histoire de la consommation (France, XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Flammarion, 2018.

53 Daniel Roche, *Le peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIIIe siècle*, Paris, Fayard, 1998 [1981] ; Id., *La culture des apparences, une histoire du vêtement, XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, Fayard, 1989 ; Id., *Histoire des choses banales. Naissance de la consommation dans les sociétés traditionnelles, XVIIe-XIXe siècles*, Paris, Fayard, 1997 ; Manuel Charpy, *Le théâtre des objets. Espaces privés, culture matérielle et identité bourgeoise. Paris, 1830-1914*, thèse dirigée par Jean-Luc Pinol, université François-Rabelais de Tours, 2010.

54 Dominique Poulot, « Une nouvelle histoire de la culture matérielle ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 44/2, avril-juin 1997, p. 346.

55 François Jarrige, « Discontinue et fragmentée ? Un état des lieux de l'histoire sociale de la France contemporaine », *Histoire, économie & société*, 31/2, 2012, p. 45-59.

56 Whitney Walton, *France at the Crystal Palace: Bourgeois Taste and Artisan Manufacture in the Nineteenth Century*, Berkeley, University of California Press, 1992 ; Leora Auslander, *Taste and Power: Furnishing Modern France*, Berkeley, University of California Press, 1996 ; Lisa Tiersten, *Marianne in*

l'exception de l'ouvrage d'Anne Lhuissier sur les consommations alimentaires des ouvriers[57]. L'historiographie oppose en définitive une histoire du XIXe siècle centrée sur les consommations bourgeoises – parce que les classes populaires n'y auraient pas encore accès – et une histoire du XXe siècle où la consommation devenue « de masse » effacerait la question des classes sociales[58]. L'analyse de la consommation populaire à la fin du XIXe siècle revient sur ce grand partage et interroge à la fois la chronologie de la consommation de masse et l'articulation, à première vue contre-intuitive, de ce phénomène avec la constitution d'une classe sociale.

Consommation de masse ou consommation de classe ?

La Belle Époque, un chaînon manquant

L'histoire de la consommation a privilégié l'étude de deux moments historiques : le XVIIIe siècle et le second XXe siècle. Les historien·nes de l'époque moderne s'accorde sur une rupture majeure en Europe dans les années 1750, baptisée la « révolution de la consommation[59] » (*consumer revolution*) et caractérisée par une « augmentation globale du pouvoir d'achat des ménages populaires, la plus grande diffusion des produits de luxe et de demi-luxe, le développement des enseignes dans les villes et des annonces dans la presse, la circulation mondiale de certaines marchandises[60] ». Ce processus a d'abord été étudié pour l'Angleterre, puis pour la France[61]. Les historiens se sont, d'autre part, focalisés sur le XXe siècle et particulièrement sur l'après-Seconde Guerre mondiale qui verrait l'apparition de la « consommation de masse » par l'accès de catégories nouvelles – classes moyennes et classes populaires – à des biens largement diffusés comme les objets électroménagers, la voiture ou la télévision, avec un recours massif au crédit à la consommation et le développement du secteur publicitaire[62]. La différence

the Market. Envisioning Consumer Society in Fin-de-Siècle France, Berkeley, University of California Press, 2001.

57 Anne Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale. Les consommations ouvrières dans le second XIXe siècle*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2007.

58 Sophie Chauveau écrit par exemple que la consommation de masse redéfinit « des modalités d'intégration sociale au moment où s'efface la notion de classe sociale, où le sentiment d'appartenance ne passe plus par le métier », Sophie Chauveau, « Regards sur la consommation de masse », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, juillet-septembre 2006, p. 4.

59 Neil McKendrick, John Brewer, John Harold Plumb, *The Birth of a Consumer Society: The Commercialization of Eighteenth-Century England*, Bloomington, Indiana University Press, 1982 ; John Brewer, Roy Porter (dir.), *Consumption and the World of Goods*, Londres, Routledge, 1993.

60 Marie-Emmanuelle Chessel, *Histoire de la consommation*, *op. cit.*, p. 4.

61 Daniel Roche, *La culture des apparences*, *op. cit.* ; Id., *Histoire des choses banales*, *op. cit.*

62 Pour la France, Jean-Claude Daumas, *La révolution matérielle*, *op. cit.* ; « Consommer en masse », dossier thématique, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, juillet-septembre 2006. Pour les États-Unis, voir Lizabeth Cohen, *A Consumers' Republic*, *op. cit.*

entre les deux notions est finalement mince, dans la mesure où toutes deux désignent un élargissement de la base sociale de la consommation, accompagné d'une modification des structures commerciales. Le récit historique se brouille davantage lorsque certains historiens, comme François Caron, montrent à quel point la situation de la capitale à la Belle Époque peut apparaître en avance sur le reste du pays avec l'accession de larges fractions de la population à de nouveaux biens dès les années 1880-1890[63]. L'historienne américaine Rosalind Williams, plus catégorique, affirme que la consommation de masse apparaît dès la fin du XIXe siècle en France[64]. Alors, de quand date l'apparition de la « consommation de masse » ? Cette expression produit finalement une sensation de fausse évidence : elle semble désigner un élargissement de la base sociale de la consommation qui finirait par englober la « masse », mais elle laisse dans l'ombre le degré de pénétration de la consommation, l'échelle et le rythme de ce processus. Peut-on parler de consommation de masse pour une ville ou faut-il attendre qu'elle atteigne le pays tout entier ? Cette notion concerne-t-elle une masse d'objets diffusés – et, dans ce cas, lesquels ? – ou une masse d'individus touchés ? S'agit-il d'une « consommation de masse » ou d'une consommation « des masses » ? Comme pour tout processus social et économique d'ampleur, le développement de la consommation apparaît finalement davantage comme un *continuum* que comme un bouleversement radical. Peut-être faut-il alors abandonner les tentatives de récit des origines pour se concentrer sur la manière dont chaque période a interprété et encadré d'une manière originale cette consommation populaire.

Pourtant, il se passe bien quelque chose lorsque la capitale française entre, au tournant du siècle, dans la nouvelle phase du capitalisme qu'est la seconde révolution industrielle[65]. À partir des années 1880, le développement d'industries nouvelles (mécanique, électricité, chimie) est rendu possible par l'émergence d'un marché de masse, c'est-à-dire par l'accès d'une frange plus large des classes populaires urbaines à de nouveaux biens de consommation[66]. Dans le même temps, on observe dans le monde du travail l'aboutissement de la massification du salariat et le début de l'intervention de l'État pour protéger cette nouvelle catégorie professionnelle vulnérabilisée par la libéralisation du marché du travail depuis la fin du XVIIIe siècle[67]. Ces évolutions sont particulièrement nettes à Paris, ville à la pointe du développement de la consommation et territoire où les

63 François Caron, « L'embellie parisienne à la Belle Époque : l'invention d'un modèle de consommation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 47, juillet-septembre 1995, p. 42-57.

64 Rosalind Williams, *Dream Worlds: Mass Consumption in Late Nineteenth Century France*, Berkeley, University of California Press, 1982.

65 François Caron, *Les deux révolutions industrielles du XXe siècle*, Paris, Albin Michel, 1997 [1995] ; Patrick Verley, *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine*, vol. 2, *L'industrialisation, 1830-1914*, Paris, La Découverte, 2003 [1989].

66 Lisa Tiersten, *Marianne in the Market*, *op. cit.* ; Leora Auslander, *Taste and Power*, *op. cit.* ; Marie-Emmanuelle Chessel, *Histoire de la consommation*, *op. cit.*

67 Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, *op. cit.*

classes populaires restent prépondérantes dans la structure sociale. De la fin du XIXe siècle à l'entre-deux-guerres, Paris est une ville riche[68], la « ville-lumière » et la « capitale de la modernité », qu'elle soit économique, culturelle ou encore artistique[69]. La seconde révolution industrielle s'y développe plus tôt que dans le reste du territoire national, notamment dans le nord de la ville, aux abords de la Villette et du canal Saint-Denis, dans le sud-est, dans les quartiers de Charonne et de Picpus, et dans le sud-ouest, autour des ports de Grenelle et de Javel[70]. Elle s'accompagne d'une augmentation générale du salaire des travailleurs qui permet un élargissement de la consommation. Pour les ouvriers, « le pouvoir d'achat du salaire s'est accru en moyenne de 53 %, soit un rythme annuel de 1,1 %, de 1890 à 1910[71] ». Grâce à cet enrichissement, la capitale est le laboratoire de la mise en place d'une demande élargie, qui va des achats de luxe de la grande bourgeoisie à la consommation de biens produits en série par les classes populaires, achetés à crédit.

Bien sûr, l'habitat reste caractérisé par une ségrégation socio-spatiale[72], mais Paris continue d'être un territoire ouvert, accueillant des masses de migrants, provinciaux comme étrangers, et une ville populaire durant toute la Belle Époque[73]. Le nombre de travailleurs manuels y est très élevé (849 006 en 1886 et 977 971 en 1911) et les emplois de service sont en plein essor (263 468 en 1886 et 352 744 en 1911)[74]. Ouvriers et employés occupent environ 80 % des emplois de la capitale. L'importance des petits loyers est un autre indice de cette présence majoritaire des classes populaires : en 1900, 697 708 logements coûtent moins de 600 francs par an et en 1915, 77 % des locataires vivent dans cette catégorie d'appartement. La capitale reste donc bien une ville largement populaire[75].

Il existe pourtant à Paris des lieux de rencontre interclassistes qui permettent la diffusion verticale des goûts, car la ville « est un espace relativement restreint [où s'agglomère] une population qui ne peut pas éviter de se côtoyer, se rencontrer, se confronter[76] ». Les Grands Boulevards et leur foule de flâneurs du

68 Le département de la Seine concentre 24 % de la richesse française dans les années 1890. Bernard Marchand, *Paris, histoire d'une ville, XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1993, p. 207.

69 David Harvey, *Paris, Capital of Modernity*, Londres, Routledge, 2003.

70 On compte vingt et une nouvelles entreprises aux abords de la Villette et dix-neuf à Charonne et Picpus. Bernard Marchand, *Paris, histoire d'une ville*, *op. cit.*, p. 127.

71 François Caron, « L'embellie parisienne à la Belle Époque », art. cité, p. 50.

72 Christophe Charle, « Situation spatiale et position sociale. Essai de géographie sociale du champ littéraire à la fin du XIXe siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 13, 1977, p. 45-59.

73 Lenard R. Berlanstein, *The Working People of Paris (1871-1914)*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1984, p. 7-8.

74 *Ibid.*, p. 9. Paris compte 2 344 550 habitants en 1886 et 2 888 110 en 1911.

75 Susanna Magri, « Les propriétaires, les locataires, la loi. Jalons pour une analyse sociologique des rapports de location, Paris 1850-1920 », *Revue française de sociologie*, 37/3, juillet-septembre 1996, p. 397-418.

76 Jean-Louis Robert, Danielle Tartakowsky (dir.), *Paris le peuple, XVIIIe-XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999, p. 8.

dimanche sont par exemple un espace propice au mélange, à l'observation des nouveautés et à la mise en circulation des modes[77]. Dans le monde professionnel, également, les modèles se transmettent car, comme l'écrivent des observatrices bourgeoises, l'ouvrière de l'industrie du luxe « est entraînée à désirer pour elle-même ces choses de goût qu'elle confectionne pour les classes riches[78] ». Les membres des classes populaires ont bien conscience de ce phénomène de transmission, à l'instar de cet ouvrier typographe qui évoque en 1884 « ce goût particulier que les ouvriers parisiens acquéraient en vivant dans le centre de la capitale[79] ».

Les années 1880 à Paris ouvrent donc un cycle nouveau, qui se clôt dans les années 1920. L'inflation très forte depuis la fin de la Grande Guerre provoque une agitation politique et sociale, mais a également des effets économiques invisibles : elle efface les dettes des ménages modestes qui ont eu massivement recours au crédit à la consommation pendant la Belle Époque. Cette remise à plat permet le démarrage d'un autre cycle avec la diffusion de produits nouveaux comme la radio ou les objets électriques que la crise économique des années 1930 vient brutalement interrompre. Étudier la consommation des classes populaires des années 1880 aux années 1920 permet d'enjamber les découpages chronologiques habituels, en incluant l'étude du premier conflit mondial dans un cycle plus large. En ce qui concerne la consommation populaire, la guerre n'est pas la fin d'un monde, mais au contraire un retour du passé. Ces cinq années voient la réapparition de la pénurie et du contrôle de l'État sur la consommation et viennent interroger la prospérité par son envers. Elles mettent en lumière la fragilité intrinsèque des modes de vie populaires : l'accès à la consommation reste précaire, même pour les catégories les mieux intégrées, et le bouleversement du système économique et commercial met en lumière des pratiques traditionnelles qui ont en fait perduré parallèlement aux évolutions les plus modernes. La guerre révèle donc la pluralité des rapports aux objets et aux transactions économiques, qui se manifestent pendant toute la période et signent l'originalité de cette phase d'élargissement de la consommation populaire.

Les classes populaires parisiennes sont doublement au cœur de ce moment charnière de réorganisation économique et sociale, à la fois comme productrices

77 Laurent Turcot, « Promenades et flâneries à Paris du XVIIe au XXIe siècle. La marche comme construction d'une identité urbaine », dans Rachel Thomas (dir.), *Marcher en ville. Faire corps, prendre corps, donner corps aux ambiances urbaines*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2010, p. 65-84 ; Pierre Casselle, *Nouvelle histoire de Paris. Paris républicain, 1871-1914*, Paris, Association pour la publication d'une histoire de Paris/Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 2003.

78 « Enquête des dames patronnesses de l'œuvre des Cercles catholiques d'ouvriers sur le travail des ouvrières », dans Charles Benoist, *Les ouvrières de l'aiguille à Paris. Notes pour l'étude de la question sociale*, Paris, Léon Chailley, 1895, p. 204.

79 « Procès-verbaux de la commission chargée de faire une enquête sur la situation des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture en France et de présenter un premier rapport sur la crise industrielle à Paris », *Annales de la chambre des députés, nouvelle série, documents parlementaires, annexes*, t. 12, mars-avril 1884, p. 394.

dans les usines et comme consommatrices dans les foyers, grâce au développement à grande échelle du crédit à la consommation dans la capitale, appuyé par la mise en place de nouvelles infrastructures commerciales et publicitaires. Cependant, plutôt que de penser ces phénomènes comme un « chaînon manquant », c'est-à-dire comme une réplique tardive de la « révolution de la consommation » ou comme une apparition précoce de la « consommation de masse », on peut les voir comme un jalon d'un processus progressif d'élargissement de l'accès aux biens. Comment comprendre alors la spécificité historique de ce moment, où la diffusion massive de certains biens rencontre une société de classes ?

La consommation : appartenance sociale, intégration et domination

La question centrale à laquelle tente de répondre cet ouvrage peut être résumée par une formule très brève : qu'est-ce que la consommation fait à la classe ? L'ouvrage classique de Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, a ouvert, il y a plus de cinquante ans, cet horizon problématique à propos de l'influence de la télévision et de la presse à grande diffusion[80]. Il montre que l'on a tendance à surestimer l'influence des produits de l'industrie culturelle sur les classes populaires. « Les gens du peuple ne mènent pas une vie aussi pauvre qu'une lecture, même approfondie, de leur littérature le donnerait à penser[81] », car ils n'accordent à la culture de masse qu'une « attention oblique », pratiquant une « consommation nonchalante ». Les questions que le sociologue formule à propos de la culture médiatique sont ici posées à la culture matérielle. Les classes populaires restent-elles en dehors de ce nouveau paysage économique et commercial de la capitale ou y entrent-elles de plain-pied ? Quelles sont les conséquences de la diffusion, de la possession et de l'usage d'objets nouveaux sur l'appartenance au groupe ? Existe-t-il une consommation de masse qui annule en son sein les différences sociales ? Quels effets cette évolution a-t-elle sur la classe sociale, sur le sentiment d'appartenance et sur la mobilisation politique ? On retrouve ici la réflexion de l'historien britannique Edward P. Thompson sur la question du *making*, c'est-à-dire du rôle de l'expérience et de la place des individus dans le processus de formation d'une classe sociale[82]. Or la consommation joue un rôle majeur dans la reconnaissance par les individus d'une appartenance commune. Si la conscience de classe passe autant par la consommation que par la place dans le processus de production, que devient la classe en face d'une consommation de masse ?

80 Richard Hoggart, *La culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970 [1957].
81 *Ibid.*, p. 379.
82 Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Londres, Penguin Books, 1963 ; Id., « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past and Present*, 50, 1971, p. 76-136.

La consommation est également un révélateur de l'intégration ou de l'exclusion des individus. En effet, l'élargissement de la consommation se fait toujours par l'intégration économique d'individus qui se situent en bas de la hiérarchie sociale ; ce mouvement d'absorption interroge en retour la société sur la place qu'elle fait à des groupes auparavant marginalisés. À chaque nouvel élargissement surgit donc un discours moral, inquiet de cette diffusion et de ses conséquences, portant à la fois sur les biens et sur les individus, ces « nouveaux consommateurs » à intégrer. Mais faire l'histoire de la profondeur sociale de ce phénomène, est-ce seulement proposer une analyse de la résorption de la misère ? Il s'agit plutôt de mettre au jour la manière dont ces évolutions économiques et discursives déplacent une frontière sociale, celle qui sépare les inclus et les exclus, les affiliés et les désaffiliés. Dans le Paris de la fin du XIXe siècle, ceux qui arrivent, *via* la salarisation, à accéder au crédit à la consommation peuvent ensuite sortir du système du garni, bénéficier d'un logement en propre et construire peu à peu une stabilisation sociale et économique. Ceux qui, en revanche, sont trop pauvres pour être intégrés à ce système, se retrouvent peu à peu rejetés de ce processus, ce qui se traduit concrètement par un exil vers la banlieue. Le développement de la consommation dans la capitale produit donc une reconfiguration économique et spatiale qui tend à tracer une frontière au sein des classes populaires et à créer des distinctions internes. Cependant, la fragilité caractéristique de ce groupe social explique également la plasticité des positions et le passage rapide de l'inclusion à l'exclusion au gré des difficultés économiques personnelles ou du contexte général, comme le prouve l'exemple de la Première Guerre mondiale. L'analyse de la consommation prolonge ainsi les interrogations formulées par Robert Castel à propos du travail sur les métamorphoses de la question sociale[83] et celles de Maurice Halbwachs sur la consommation comprise comme un indice de l'intégration des ouvriers et des employés à la société englobante[84]. La sociologie d'Halbwachs s'inscrit en cela dans le sillage de celle de Durkheim – en cherchant à définir les mécanismes qui unifient une société – et contre l'héritage marxiste qui place le conflit et la domination au cœur du fonctionnement social.

L'étude de la consommation populaire est pourtant aussi une façon de s'interroger sur la domination ou la résistance de ce groupe social. Précisons d'abord qu'il ne s'agit nullement, dans cet ouvrage, de considérer la consommation comme une entité transcendante et agissante, qui aurait un pouvoir intrinsèque d'aliénation ou d'émancipation. Il est ici question – dans la lignée de Pierre Bourdieu – d'une domination qui se joue entre des groupes et des individus[85]. La domination dont sont victimes les classes populaires est tout à la fois écono-

83 Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale*, *op. cit.*
84 Christian Baudelot, Roger Establet, *Maurice Halbwachs. Consommation et société*, Paris, PUF, 1994, p. 43.
85 Pierre Bourdieu, *La distinction, critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979 ; Id., *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.

mique, sociale et symbolique, et l'étude de la consommation, prise comme un ensemble de transactions marchandes autour des objets, est un révélateur de ces processus, bien plus qu'elle n'en est l'origine. Mais la domination n'est jamais absolue, elle comporte des failles que les individus peuvent parfois exploiter[86]. La consommation se révèle alors un observatoire adéquat pour souligner à la fois l'ampleur des privations et les marges de manœuvre que les individus dominés retissent inlassablement à l'intérieur des contraintes qui leur sont imposées. S'il est important de toujours rappeler que cette capacité d'agir des classes populaires reste prise à l'intérieur d'un système contraignant, il ne faut pas pour autant nier son existence sous peine de tomber dans une vision misérabiliste ou désespérée de ce groupe social. Il vaut mieux envisager le rapport entre domination et résistance sous une forme dialectique, et non comme un combat dans lequel il faudrait *in fine* toujours désigner un vainqueur.

En résumé, la consommation est un champ traversé de tensions, déterminé par le marché et parfois encadré par l'État, dont la définition oscille entre processus économique, stratification sociale et discours moral. Elle constitue un point d'entrée pour étudier la vie quotidienne des classes populaires, car cette pratique transversale permet à l'historienne de retrouver un monde différent de celui de la production, de pénétrer dans le domicile plutôt que dans l'usine ou l'atelier, d'appréhender les femmes autant que les hommes et de venir interroger ce qui définit une classe sociale, hors du monde du travail.

La traque des objets et des individus dans les archives

La recherche archivistique pour cette étude a pris la forme d'une traque des objets et des manières dont ils circulent à l'intérieur des classes populaires. L'enquête s'est donc concentrée autour du trio acheteur, vendeur et marchandises, mais les sources qui abordent simultanément ces trois piliers sont rares, ce qui explique la constitution d'un corpus éclaté qui multiplie les angles d'approche pour saisir la consommation populaire.

Les archives départementales de Paris ont été largement mises à contribution pour cerner l'organisation de la consommation à l'échelle locale du quartier, unité spatiale la plus pertinente pour l'étude des classes populaires. Les archives de la justice de paix ont fourni les corpus les plus importants de la recherche : scellés après décès, audiences en conciliation pour dettes, archives de la saisie-arrêt. Les dossiers intitulés « Pièces de procédure » abritent quelques précieux témoignages écrits, surtout des lettres de créditeurs, de débiteurs ou de témoins qui ne peuvent se rendre à l'audience au tribunal et qui permettent d'accéder,

86 Judith Butler, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte, 2005 [1990].

de manière parcellaire, à des voix populaires[87]. Outre les sources judiciaires, les archives départementales conservent également de nombreux fonds donnant accès au monde du commerce et à certains objets de consommation : les rôles fiscaux de l'impôt sur les bicyclettes, le *Bottin du commerce* numérisé, le registre du commerce, les dossiers de faillites ou encore les actes de société. En croisant les informations obtenues avec le calepin des propriétés bâties et avec le fonds des permis de construire, il est possible de reconstituer précisément l'environnement commercial d'un quartier, avec ses succès – comme les bâtiments grandioses que font construire certains entrepreneurs du crédit – et ses échecs – que dévoilent les dossiers de faillite. Les archives départementales abritent enfin deux séries qui fournissent des informations cruciales : les archives du Mont-de-piété de Paris et celle d'environ soixante études de commissaires-priseurs parisiens. Les données tirées de ce corpus ont été croisées avec les sources nominatives fournies par les listes électorales, les actes d'état civil et les sites internet de généalogistes[88] pour relier les individus et les objets, et écrire une histoire sociale de la consommation populaire.

De nombreux fonds complémentaires ont été utilisés : la bibliothèque Forney, la Bibliothèque historique de la ville de Paris (BHVP) et le Musée de la publicité sont tous trois dépositaires d'archives qui concernent plus spécifiquement l'histoire du commerce (affiches publicitaires et de catalogues commerciaux). Le fonds intitulé « Documents éphémères » de la BHVP, très fourni pour la seconde moitié du XIXe siècle, rassemble des documents disparates ayant trait à la vie quotidienne dans la capitale : articles de presse, brochures, tracts, menus de restaurant, supports iconographiques, documents commerciaux (lettres de relance, papier à en-tête, factures...)[89]. Ces documents de la pratique commerciale se retrouvent également en grand nombre dans les collections particulières[90], dans les archives privées (le fonds Lazard des Archives de Paris) et sur des sites spécialisés[91].

Les recherches historiques sur les classes populaires croisent toujours, à un moment ou à un autre, l'institution policière tant il est vrai, comme l'a écrit Louis Chevalier, que le mode de vie de ce groupe social et les représentations

87 Pour donner accès à ces voix populaires, la retranscription respecte toujours l'orthographe d'origine, les fautes étant un indice tangible du niveau socio-culturel des auteurs.

88 Les sites de généalogistes constituent en effet de gigantesques bases de données en ligne qui permettent d'identifier assez rapidement beaucoup d'individus à partir d'informations lacunaires. Nous avons particulièrement utilisé Ancestry.org et Geneanet.org. L'état civil parisien est directement accessible en ligne *via* le site http://canadp-archivesenligne.paris.fr pour la période 1860-1902.

89 Bibliothèque historique de la ville de Paris (BHVP), Documents éphémères. Il s'agit respectivement des séries 40, 104, 116, 119, 123 et 120.

90 Des collectionneurs privés nous ont aimablement laissé consulter leurs papiers : Guy Albert, Pascal Ferlicot, Pierre Tzenkoff, Pascal Gougeon et Roxanne Debuisson.

91 Delcampe.fr, un site internet d'achat et de vente en ligne de cartes postales et de vieux papiers fournit également un très grand nombre de documents scannés et fonctionne un peu à la manière d'une gigantesque base iconographique dans laquelle on peut chercher par mots-clés.

que s'en font les classes supérieures le placent sous surveillance[92]. Les fonds de la préfecture de Police complètent l'approche de la consommation populaire en mettant l'accent sur les processus d'accès aux biens, légaux ou illégaux, avec des documents sur la réglementation de la vie quotidienne (sous-séries DA et DB), les rapports et les renseignements adressés au cabinet du préfet notamment pendant la Première Guerre mondiale (sous-série BA) et enfin les registres des commissariats (sous-série CB) utilisés pour comprendre les circulations et les échanges qui se tissent autour du vol dans les quartiers populaires.

Enfin, les sources imprimées classiques de l'histoire sociale et de l'histoire ouvrière complètent ce corpus d'archives manuscrites : les enquêtes sociales (monographies de l'école leplaysienne ou publications de l'Office du travail), les enquêtes parlementaires et les rapports préalables au vote des textes de lois, la presse, qu'elle soit ouvrière, spécialisée ou à grand tirage. La littérature ouvrière, notamment dans son versant autobiographique, s'est révélée en revanche assez pauvre en ce qui concerne la consommation[93]. Elle se construit en effet le plus souvent sur la narration d'une prise de conscience militante, centrée sur le travail, et divulgue peu de détails à propos de la vie quotidienne, ou alors sur un mode misérabiliste[94]. Enfin, deux sources imprimées se sont révélées cruciales dans la reconstitution de la consommation populaire. Les diverses publications statistiques, comme les résultats des recensements parisiens ou l'*Annuaire statistique de la Ville de Paris*, livrent des données de cadrage très utiles. Une grande quantité d'informations dort également dans les thèses de droit qui comportent parfois des analyses extrêmement détaillées de procédés de stratifications sociales ou d'ethnographie des échanges[95].

Dans ce vaste corpus, le parti a été pris d'allier l'approche par les structures – avec le recours aux statistiques – et l'analyse micro-sociale des lieux, des interactions et des transactions. Ainsi apparaît le développement de la consommation, dont on mesure les rythmes et l'ampleur, tout en mettant au jour les accommodements et les pratiques du quotidien dans les classes populaires. Au-delà de sa valeur heuristique, cette méthode permet de poser *via* les archives la problématique de la domination et de la résistance. L'approche globale met en lumière les grandes inégalités structurelles ; en adoptant une échelle d'analyse plus restreinte, il est aussi possible de décrire les petits arrangements et

92 Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIXe siècle*, Paris, Perrin, 2002 [1958].

93 Sophie Béroud, Tania Régin (dir.), *Le roman social. Littérature, histoire et mouvement ouvrier*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002.

94 Par exemple, le récit de vie d'Amédée Domat, recueilli par Jacques Caroux-Destray, *Un couple ouvrier traditionnel : la vieille garde autogestionnaire*, Paris, Anthropos, 1974.

95 Charles Couture, *Des différentes combinaisons de ventes à crédit, dans leur rapport avec la petite épargne*, thèse de doctorat de droit, Paris, Larose, 1904 ; André Saint-Martin, *Les grands magasins*, Paris, A. Rousseau, 1900 ; Antonin Coudert, *Le livre du brocanteur et du négociant en chiffons*, Paris, A. Rousseau, 1903.

les micro-résistances, c'est-à-dire de souligner la capacité d'agir et les marges de manœuvre des individus. Ces comportements ne prennent sens qu'à l'intérieur d'un système de contraintes : maintenir l'exposition du cadre général permet de repérer l'exceptionnalité ou la faible fréquence de tels comportements, pour ne pas tomber dans un discours enchanté qui oblitère la domination ou la reproduction. Tenir l'autre bout de la chaîne de l'analyse est une manière de comprendre aussi les mobilités sociales et les résistances réussies.

La consommation populaire dans la capitale à la croisée des chemins

Des années 1880 aux années 1920, la capitale française est le théâtre d'un élargissement significatif de l'accès aux biens, rendu possible par l'augmentation globale des revenus des classes populaires et par la mise en place de médiations nouvelles, le crédit et la publicité. On peut en ce sens parler d'une première phase de la consommation de masse. Cependant ces objets, les manières de se les procurer et d'en user restent intégrés au sein des modes de vie et des quartiers populaires. Il s'agit donc toujours d'une consommation de classe qui se manifeste à la fois dans l'usage de choses et dans la conception de la valeur des biens. Les objets dans les classes populaires sont souvent des consommations transitoires, pris entre le crédit à l'achat et le prêt sur gage. Leur possession est fragile et les transactions qui les concernent sont au point de jonction de multiples rapports de domination.

Que possèdent donc les classes populaires parisiennes à la Belle Époque ? L'inventaire des possessions met en lumière, empiriquement, l'élargissement des bases sociales de la consommation. Les scellés après décès dévoilent l'importance du loyer dans les budgets et la marchandisation de pans entiers de la vie quotidienne (les soins, les assurances, le marché funéraire) qui relevaient précédemment des solidarités traditionnelles (chapitre 1). De nouveaux objets peuplent de plus en plus ces logements populaires – notamment l'armoire à glace, rêve de l'ouvrière – dévoilant des processus de distinction et d'imitation entre la bourgeoisie et les classes populaires, mais aussi et surtout à l'intérieur de ce groupe (chapitre 2). Cet accès aux biens, encore fragile, est déstabilisé pendant la Grande Guerre par le retour de la pénurie et de l'inflation ; la consommation joue un rôle souterrain dans les mobilisations populaires dans la capitale en guerre (chapitre 3).

Comment expliquer ce développement de la consommation populaire alors qu'il concerne des populations qui restent fragiles économiquement ? Les institutions de la consommation de masse que sont le crédit (chapitre 4) et la publicité (chapitre 5) ont rendu possible cet élargissement de l'accès aux biens. Les grands magasins populaires qui pratiquent le crédit à la consommation sont en

effet également des pionniers de l'utilisation de la réclame. Par ces médiations économiques et discursives, ils viennent à la fois susciter et rendre solvable la consommation populaire.

Cette modernité commerciale en expansion, reposant sur l'achat d'objets neufs et sur le prix fixe, n'épuise pourtant pas la sphère de l'échange pour les classes populaires parisiennes, dans lesquelles les objets ont une longue vie sociale. Le Mont-de-piété de Paris, institution traditionnelle en difficulté, est un formidable moteur de la remise en circulation des objets dans la capitale (chapitre 6). Les objets dans les classes populaires sont également au cœur de transactions économiques qui contreviennent au marché moderne, caractérisées par des acquisitions alternatives – comme le vol et le marché de l'occasion – et par des pratiques spécifiques d'usage et d'usure des objets (chapitre 7). Ces pratiques concernent les plus précaires, ceux qui évoluent à la lisière de la désaffiliation et cherchent néanmoins à s'intégrer aux offres de consommation déployées autour d'eux dans la capitale.

La consommation de classe s'exprime finalement dans la coexistence temporelle, spatiale et sociale de ces deux modèles : d'une part se met en place progressivement un système de consommation nouveau fondé sur le développement des grands magasins de crédit et l'achat d'objets neufs à prix fixe. D'autre part, cette modernité commerciale coexiste pendant toute la période avec des pratiques de circulation, d'usage, d'acquisition alternative, celles des objets d'occasion, usés, réparés, récupérés ou marchandés. La ligne de partage n'est pas simplement sociale, entre les fractions supérieure et inférieure des classes populaires : ces deux rapports à la culture matérielle et marchande subsistent plutôt côte à côte, si bien que les membres des classes populaires peuvent passer rapidement de l'un à l'autre en cas de difficultés, car les savoirs pratiques associés à la nécessité et à la privation sont toujours mobilisables par l'ensemble du groupe social. C'est ce que prouve la résurgence d'un rapport traditionnel aux choses dans la période de grande difficulté qu'est la Première Guerre mondiale. L'articulation étroite de ces deux modèles définit la configuration spécifique de la consommation populaire parisienne des années 1880 aux années 1920.

CHAPITRE 1

Dans l'intimité du logement

L'étude de la consommation des classes populaires a longtemps été adossée à un seul type de source, le budget de famille[1]. Les monographies de Frédéric Le Play et de ses disciples, rassemblées dans deux grands recueils – *Les ouvriers européens* et *Les ouvriers des deux mondes* – en sont bien sûr l'archétype[2]. Maurice Halbwachs en fait également la source principale de son ouvrage *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, en 1913[3]. Le budget de famille est avant tout une méthode d'enquête : un observateur se rend auprès d'une famille choisie parce qu'elle est vue comme représentative d'un type social et relève (ou fait relever par les intéressés) la totalité des recettes et des dépenses pendant une année[4]. La spécificité du budget familial est de chercher à quantifier le poids relatif des différentes dépenses pour en tirer des observations sociologiques générales sur la moralisation de la classe ouvrière (pour les leplaysiens) ou sur l'intégration de ce groupe social (pour Maurice Halbwachs). Pour ce faire, les dépenses sont toujours classées en quatre rubriques principales : la nourriture, le loyer, les vêtements – trois catégories qui constituent selon Frédéric Le Play « les besoins physiques les plus impérieux » – et enfin les « dépenses diverses », catégorie très vaste qui comprend tout le reste[5].

Les budgets de famille leplaysiens sont une source très riche, mais ils sont sous-tendus par une vision moraliste de la consommation, opposant le nécessaire (logement, nourriture) qu'il faut garantir et assurer, au superflu, condamné au nom d'une éthique ascétique d'origine chrétienne. Pour ne pas rester prisonnier de cette représentation, il est nécessaire de déconstruire les différentes catégories de dépenses et d'essayer de passer outre la forme du budget pour retracer les pratiques et les rapports sociaux que met en jeu la consommation populaire.

1 Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève, 1871-1890*, Paris/La Haye, Mouton, 1974, t. 2, chap. 1, « L'ouvrier consommateur » ; Yves Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1977, t. 2, chap. 1, « Le travail et la vie matérielle ».

2 Frédéric Le Play, *Les ouvriers européens, étude sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, précédées d'un exposé de la méthode d'observation*, Paris, Imprimerie Impériale, 1855 ; Id. (dir.), *Les ouvriers des deux mondes*, Paris, Société d'économie sociale/Firmin-Didot, trois séries, 1858-1930.

3 Maurice Halbwachs, « Budgets de familles », *Revue de Paris*, 15/4, août 1908, p. 534-562 ; Id., *Le destin de la classe ouvrière*, Paris, PUF, 2011 [1913 et 1933].

4 Fabien Cardoni, Antoine Savoye, *Frédéric Le Play. Parcours, audience, héritage*, Paris, Presses de l'école centrale des Mines, 2007.

5 Frédéric Le Play, *Les ouvriers européens*, *op. cit.*, p. 290.

par la constitution de deux marchés : celui de la mort et celui du médicament. Dans cette première phase de croissance de la consommation de soins au sens large, la prise en charge des dépenses par l'État est très minoritaire, si bien que les classes populaires y consacrent une part croissante de leurs revenus, avec un recours fréquent au crédit.

*

Les budgets familiaux ont imposé pour longtemps une définition de la consommation uniquement comme un ensemble de dépenses à organiser en catégories pour discerner un motif général qui révélerait la moralité des individus ou bien leur intégration à la société englobante. L'exploration des scellés après décès permet de redonner de la chair à ces lignes budgétaires : en partant des objets possédés et de l'organisation de l'espace habité, on peut partiellement reconstituer des pratiques de consommation, qui s'articulent autour de trois points essentiels. Le premier est l'importance du logement pour les classes populaires, qui est à la fois un espace de repli et un critère de classement : vivre en garni ou payer moins de 600 francs de loyer par an sont les indices d'une position sociale. Les scellés après décès mettent également au jour les liens de crédit qui appellent un règlement : les propriétaires, les voisins, les médecins ou les petits commerçants du quartier viennent réclamer leur dû, dévoilant l'ensemble des rapports sociaux qui enserrent la consommation populaire. Ces dettes montrent également comment dans les classes populaires urbaines un ensemble de domaines qui relevaient des solidarités traditionnelles, de la gratuité ou du rite de passage basculent peu à peu dans la sphère du marché. Les loisirs, les assurances contre l'incendie, les frais qui entourent la mort, l'industrie pharmaceutique ou encore les soins au sens large sont des dépenses qui augmentent au fur et à mesure de la hausse des salaires des classes populaires parisiennes les plus stables.

En partant de l'habitat, se dévoile finalement l'articulation du dedans et du dehors, du privé du logement avec l'espace public de l'immeuble, de la rue et plus largement de la ville. La richesse de la description des scellés va bien au-delà, puisqu'elle donne accès à la totalité des possessions d'un individu ou d'un ménage à un moment donné. Cette source permet donc de passer d'une interrogation sur les dépenses, qui sont des flux monétaires, à une analyse du stock d'objets patiemment constitué au cours d'une existence. Les objets ne sont plus ici pris comme les indices d'une activité et *in fine* d'une dépense et d'un niveau de vie, mais comme participant à un système de signes qui sert à établir une position sociale et des stratégies de distinction.

CHAPITRE 2

La culture matérielle des classes populaires

L'analyse des grandes catégories de dépense des classes populaires invite à revisiter le temps quotidien des individus, celui des activités routinières et néanmoins fondamentales. Les scellés après décès permettent également d'interroger une temporalité différente, celle de la biographie, car ils dévoilent tous les objets accumulés par un individu au cours d'une vie et incitent à les considérer comme un stock, un patrimoine, et donc comme un ensemble signifiant. Regroupant au moins 16 000 objets, les 106 dossiers de scellés du corpus opèrent un plan de coupe, à la fois chronologique et sociale, et permettent de savoir quels objets possèdent les classes populaires parisiennes à la Belle Époque par rapport à d'autres milieux sociaux[1].

L'analyse de ces données s'inscrit simultanément dans deux courants historiographiques. D'une part, l'étude des objets fait appel à la tradition des recherches sur la culture matérielle, en histoire mais aussi en anthropologie, interrogeant les possessions effectives ainsi que les usages des objets[2]. Pour éviter l'écueil de la simple énumération, cette approche est couplée avec une question issue de grands travaux sociologiques sur la consommation. Thorstein Veblen, Maurice Halbwachs et Pierre Bourdieu ont tous trois posé, sous différentes formes, la question des processus d'imitation et de distinction mis en œuvre à travers la consommation[3]. Il s'agit de passer de l'étude des « niveaux de vie » – celle des budgets de famille qui prennent la consommation comme l'indice d'un niveau de richesse – à l'analyse des « styles de vie », où la consommation est un signe d'appartenance à une classe sociale. En effet, les frontières sociales sont à la fois établies et rendues visibles par la consommation qui permet d'observer les lignes de démarcation, mouvantes, entre les groupes sociaux.

1 ADP, D5U1/140, 141 et 142, et D14U1/33. Ces archives manuscrites sont croisées avec les catalogues de vente des grands magasins populaires, conservés dans les fonds de la bibliothèque Forney et de la BHVP, qui donnent une idée du prix des objets.

2 Dominique Poulot, « Une nouvelle histoire de la culture matérielle ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 44/2, avril-juin 1997, p. 344-357 ; Daniel Roche, *Le peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIIIe siècle*, Paris, Fayard, 1998 ; Arlette Schweitz, *La maison tourangelle au quotidien. Façon de bâtir, manière de vivre, 1850-1930*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997 ; Manuel Charpy, *Le théâtre des objets. Espaces privés, culture matérielle et identité bourgeoise. Paris, 1830-1914*, thèse dirigée par Jean-Luc Pinol, université François-Rabelais de Tours, 2010.

3 Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 1970 [1899] ; Maurice Halbwachs, *Le destin de la classe ouvrière*, Paris, PUF, 2011 [1913 et 1933] ; Pierre Bourdieu, *La distinction : critique sociale du jugement*, Paris, Éditions de Minuit, 1979.

Comment, dans cet inventaire à la Prévert, ordonner la masse des choses ? Une double logique, chronologique et sociologique, prévaut : partant de ce qui est le plus communément possédé vers les fronts pionniers de l'imitation, ce découpage respecte aussi un ordre temporel. Les vêtements sont les objets les plus communément et les plus précocement répandus, dès la fin de l'Ancien Régime[4]. À partir du Second Empire, ce sont les meubles qui se diffusent dans les milieux populaires, à des rythmes variés, avec des différences importantes liées à l'usage et à la matière. À la fin du XIXe siècle, l'imitation des classes supérieures passe par les éléments décoratifs, horloges, bronzes et autres bibelots de faïence. Enfin, au début du XXe siècle, le vélocipède et la machine à coudre, deux objets très chers et convoités, commencent à descendre l'échelle sociale.

S'habiller en bourgeois ? Vêtements et accessoires

Le costume est un signe social polysémique, oscillant entre l'appartenance de classe et la distinction ; il proclame également des appartenances de genre, de génération ou de statut (comme l'uniforme ou la tenue de service de la domesticité). Les garde-robes sont un des plus anciens lieux de diffusion de la mode, de descente des consommations du sommet de la pyramide sociale vers les classes populaires, et la consommation de vêtements est massive dès le XVIIIe siècle : le peuple n'est plus en guenilles et « les haillonneux sont rares[5] ». Dans le domaine vestimentaire, la fin du XIXe siècle témoigne donc d'une inflexion qui s'inscrit dans une histoire de longue durée plutôt que d'une révolution.

Le processus d'imitation et de circulation des modes dans le domaine vestimentaire s'accélère tout de même à la Belle Époque, du fait d'un changement d'échelle dans le système productif. Au cours du second XIXe siècle, Paris devient la capitale de la mode. La confection de vêtements standardisés est une « industrie de production de masse, sans les méthodes classiques de la production de masse[6] », car elle est beaucoup plus flexible et peut s'adapter rapidement au marché. En 1906, le textile est le premier secteur d'emploi industriel de la capitale (38,5 % des emplois), faisant travailler 290 340 personnes. La croissance de la production s'appuie sur un élargissement de la demande et la confection a pu progresser à ce point parce que les classes populaires achètent de plus en plus de vêtements. C'est particulièrement vrai à Paris du fait de l'augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers et de la circulation plus rapide des modes due à la mixité sociale de la capitale. Cependant, si certaines se diffusent vers le bas de la

4 Daniel Roche, *La culture des apparences, une histoire du vêtement, XVIIe-XVIIIe siècles*, Paris, Fayard, 1989.
5 Id., *Le peuple de Paris, op. cit.*, p. 262.
6 Nancy Green, *Du Sentier à la 7e avenue. La confection et les immigrés, Paris-New York 1880-1980*, Paris, Seuil, 1998, p. 17.

société, les processus de distinction avec les classes supérieures sont également très rapidement réinstaurés et l'antienne de la confusion sociale, abondamment dénoncée, ne résiste pas à un examen détaillé des tenues des classes populaires[7].

Importance et variété des garde-robes

Selon Michelle Perrot, la dépense pour les vêtements représente 16 % du budget annuel d'une famille ouvrière à la fin du XIXe siècle[8]. Les scellés après décès ne permettent pas de connaître la valeur des vêtements décrits, ni même la valeur globale de la garde-robe. Ils établissent en revanche le volume des garde-robes (le nombre de vêtements) et la variété des pièces présentes (le nombre de vêtements ou d'accessoires différents dans un logement).

Dans une approche des consommations ouvrières en termes de budget, Michelle Perrot note qu'à la fin du XIXe siècle en France les dépenses vestimentaires sont plus importantes pour les enfants et les hommes que pour les femmes, concluant que « la coquetterie féminine, ruine des ménages, est une idée préconçue, d'homme et de moraliste[9] ». Maurice Halbwachs, dans son étude sur les ouvriers allemands en 1933 fait le même constat[10]. Les scellés après décès, par leur focalisation sur les isolés (célibataires, divorcés, veufs et veuves) livrent des données complémentaires. Les couples mariés ou concubins ont des garde-robes moins importantes que les célibataires ou les veufs, car ils sont dans une phase de la vie où le budget se resserre du fait du plus grand nombre de bouches à nourrir. Parmi les isolés, le dimorphisme sexuel est en revanche très important : les femmes possèdent beaucoup plus de vêtements et d'accessoires (49 en moyenne) que les hommes (26 en moyenne). Ce constat n'est pas contradictoire avec les analyses sur les budgets de famille, car les hommes peuvent avoir moins de vêtements mais de meilleure qualité et coûtant plus cher. Il interroge tout de même le rôle des femmes dans la consommation masculine : pour les couples mariés, les dépenses sont peut-être plus importantes pour les maris, mais il est très probable que les achats sont faits par les femmes. En 1893, le magasin de vente à crédit Gessard, spécialiste en « nouveautés confectionnés pour hommes », porte plainte contre treize débiteurs indélicats[11] : onze de ces plaintes sont adressées explicitement aussi bien aux épouses qu'à leurs maris, prouvant que les hommes mariés des classes populaires ne vont pas seuls acheter des vêtements. Albert Simonin explique également comment sa mère achetait des vêtements pour toute la famille[12].

7 L'étude se fonde sur les cinquante-sept dossiers de scellés mentionnant des vêtements (environ 2 200 pièces), tous pour des membres des classes populaires, les garde-robes bourgeoises n'étant jamais décrites dans les scellés.
8 Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève. France, 1871-1890*, t. 2, Paris/La Haye, Mouton, 1973, p. 225.
9 *Ibid.*
10 Maurice Halbwachs, *Le destin de la classe ouvrière, op. cit.*, p. 456.
11 ADP, D15U1/16, conciliation pour dettes.
12 Albert Simonin, *Confessions d'un enfant de la Chapelle*, Paris, Gallimard, 1977.

En ce qui concerne la variété des habits, la différence entre hommes seuls et femmes seules est moins marquée : les garde-robes féminines rassemblent 67 pièces aux noms différents, quand les armoires et les placards masculins en comptent tout de même 54. La « grande renonciation masculine[13] » dans le domaine vestimentaire, qui aurait vu les hommes uniformiser leur costume et abandonner aux femmes la variété, n'est donc pas si évidente. Si une uniformité apparente se dessine, dans l'aspiration à l'habit bourgeois, noir de préférence, les hommes continuent d'investir dans de petits éléments de coquetterie tels les gants ou les foulards. Les couples mariés ont, en revanche, des garde-robes nettement plus étroites, avec seulement 32 items différents, nouveau témoignage des restrictions imposées par la progéniture dans la consommation.

L'âge apporte encore des nuances à ce schéma général. Pour les 23 hommes isolés du corpus, l'âge est un facteur peu discriminant. En revanche, il est une variable importante dans le volume des 27 garde-robes féminines des célibataires et des veuves. Les femmes les plus âgées (plus de 62 ans) possèdent nettement moins de vêtements que la moyenne, avec environ 26 pièces dans leur garde-robe. L'entrée dans le grand âge n'est plus un temps de renouvellement vestimentaire et l'adaptation aux modes est moins forte. On trouve par exemple, dans les armoires des femmes les plus âgées, des caracos, une veste à longues manches typique de la seconde moitié du XVIIIe siècle, alors que les catalogues de vente des magasins n'en proposent plus en 1895. La vieillesse est aussi un temps de fragilité économique pour des femmes isolées des classes populaires, et les vêtements sont les premiers objets revendus pour faire face aux nécessités. À l'inverse, les femmes les plus jeunes, âgées de 28 à 36 ans, possèdent nettement plus de vêtements que les autres, avec 74 pièces en moyenne. La jeunesse est un temps d'accumulation économique surtout pour ces femmes seules, sans enfants à charge. Elles sont manifestement entrées dans la consommation extensive de vêtements et d'accessoires, comme le prouve l'exemple d'Élise Bourgoin (tableau 2). Née dans la Sarthe, elle est couturière lors de son mariage à 25 ans avec un garçon de bains. Lorsqu'elle meurt à 33 ans à l'hôpital Lariboisière, elle avait divorcé et exerçait le métier de fille de bain. De son vivant, Élise Bourgoin vivait seule dans un appartement de deux pièces, composé d'une cuisine et d'une chambre, dans le Xe arrondissement[14].

13 John Carl Flügel, *The Psychology of Clothes*, Londres, Woolf, 1930.
14 ADP, D5U1/141, dossier Bourgoin, et V4E 5909, acte de mariage avec Émile Spiguel, 10 juillet 1886.

Tableau 2 : La garde-robe d'Élise Bourgoin, fille de bain

Hauts	Bas	Accessoires et divers
1 corsage figaro en velours	1 jupon en soie	1 peignoir rouge
1 corsage figaro en laine	10 jupons	1 manchon en pluche
8 corsages	3 jupes	3 chapeaux de femme
1 caraco	7 pantalons de femme	1 ombrelle bleue
2 camisoles	2 paires de bas	1 parapluie
1 cache-corset rouge		1 robe d'enfant
4 cache-corsets		
1 corset		
7 chemises de jour et de nuit		
2 jaquettes de drap		
3 tabliers blancs		

Source : ADP, D5U1/141, dossier Bourgoin.

Le placard de sa chambre est bien garni : pas moins de 37 pièces de haut, 21 bas et des pièces diverses dont 3 chapeaux, 1 ombrelle et 1 parapluie. Élise Bourgoin est baigneuse, c'est-à-dire qu'elle fait le service dans un établissement de bains. On peut supposer qu'une partie de sa garde-robe, notamment le peignoir, est constituée de vêtements récupérés dans l'exercice de son métier. Ce stock d'habits, très important pour une femme se situant en bas de l'échelle sociale, est particulièrement représentatif de ce désir des jeunes femmes des classes populaires de diversifier leur garde-robe.

La diffusion de la mode bourgeoise

> On se lamente que les femmes de chambre veulent être vêtues comme leurs maîtresses, les servantes de campagne comme les fermières, celles-ci comme les femmes de bons propriétaires [...]. Toutes ces nuances de luxe se répercutent en s'affaiblissant d'une couche sociale à l'autre[15].

À l'instar de Paul Leroy-Beaulieu, les observateurs sociaux de la fin du XIXe siècle constatent les processus d'imitation vestimentaire et le sociologue américain Thorstein Veblen formule sa théorie de la distinction par la consommation dès 1899[16]. Les scellés après décès permettent de dessiner un peu plus précisément la trame de la consommation vestimentaire et les voies concrètes de l'imitation.

15 Paul Leroy-Beaulieu, « Le luxe : la fonction de la richesse », *Revue des deux mondes*, 126, novembre-décembre 1894, p. 87.
16 Thorstein Veblen nomme ce phénomène la *conspicuous consumption*, c'est-à-dire la « consommation ostentatoire ». Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, *op. cit.*

La profusion des dessous

Le volume des chemises, des jupons et des pantalons, c'est-à-dire des sous-vêtements est frappant dans les descriptions vestimentaires féminines et confirme l'« ascension du linge de corps[17] ». Leur profusion s'explique par leur faible coût, dû à leur production en masse par l'industrie de la lingerie parisienne : la chemise pour femme la moins chère du catalogue d'Aux Classes laborieuses coûte 1,95 franc en 1895[18]. Les jupons sont un peu plus chers mais restent très abordables, à partir de 3,35 francs. Ces sous-vêtements sont également accumulés tout au long de la vie, car ils sont généralement dissimulés : même usés, ils gardent leur utilité, sans pour autant discréditer l'apparence générale des individus. En 1911, la chroniqueuse de la rubrique féminine de *La Bataille syndicaliste* indique à ses lectrices :

> Voici une nouveauté charmante, facile à confectionner et, en même temps, pratique. C'est la large ruche jabot [...]. Elle donne une note très jeune et très soignée et complète bien le costume tailleur. Elle permet en outre d'avoir pour travailler une chemisette extrêmement simple, même usagée. On ne la voit pas puisqu'elle se trouve complètement cachée par le jabot[19].

Le linge de corps est très abondant : on trouve dans les armoires féminines du corpus 210 chemises, 58 camisoles et 31 cache-corsets qui remplissent la même fonction. Les femmes possèdent en moyenne 7 jupons, ce qui ne diffère pas tellement de la fin du XVIIIe siècle : deux ou trois jupons pour une manouvrière, quatre ou cinq pour une servante et six ou sept pour une femme de chambre[20]. Certaines femmes dépassent tout de même largement cette moyenne : Clémentine Goubert, sous-surveillante infirmière à l'hôpital Lariboisière, âgée de 32 ans, possède 26 jupons, alors que Flore Boitel, une tapissière veuve de 58 ans, en détient 19[21]. Le pantalon, sous-vêtement féminin adopté par la grande et la petite bourgeoisie dès le Second Empire, commence à essaimer mais reste moins répandu que le jupon[22].

Ces dessous sont la plupart du temps composés de matières chaudes (pilou, flanelle, laine) ou choisis pour leur solidité (toile). De rares pièces témoignent d'un souci de séduction ou de distinction comme ces pantalons « garnis de fausse dentelle » ou deux jupons de soie. Le juge de paix du Xe arrondissement mentionne même pudiquement pour Rosa Gondoin, la concubine d'un bijoutier en faux, un mystérieux « lot de frivolités[23] ». Enfin, apparaissent 13 corsets qui

17 Alain Corbin, « Le grand siècle du linge », *Ethnologie française*, 16/3, juillet-septembre 1986, p. 299.
18 Bibliothèque Forney, CC 290, catalogue Aux Classes laborieuses, hiver 1895.
19 *La Bataille syndicaliste*, 31 mai 1911.
20 Daniel Roche, *Le peuple de Paris*, *op. cit.*, p. 228.
21 ADP, D5U1/140, dossier Goubert, et D14U1/33, dossier Boitel.
22 Alain Corbin, « Le grand siècle du linge », art. cité.
23 ADP, D5U1/142, dossier Gondoin.

se répartissent dans 10 garde-robes. Cet instrument de discipline corporelle, apparu à la fin du XVIIe siècle dans la noblesse pour valoriser les normes de maintien et de surveillance de soi, s'est diffusé jusqu'au bas de l'échelle sociale deux siècles plus tard.

L'importance des dessous masculins est plus difficile à saisir car les 101 gilets, les 127 chemises et les 67 pantalons peuvent désigner indifféremment des sous-vêtements et des tenues quotidiennes. Les 23 caleçons sont, quant à eux, avec certitude des sous-vêtements, mais cette pièce reste encore rare, présente dans seulement 8 garde-robes. Les hommes des classes populaires du corpus ne semblent donc guère plus en avance que les habitants de la montagne limousine qui commencent à adopter ce linge de corps à la même époque dans les années 1890-1900[24].

En matière de sous-vêtement, les classes populaires parisiennes en 1895 ne semblent pas vraiment plus équipées que celles décrites par Daniel Roche pour la fin du XVIIIe siècle[25]. Cette apparente stabilité des consommations vestimentaires du peuple parisien à un siècle d'écart révèle un effet de saturation pour la frange supérieure des classes populaires : une fois atteint un certain seuil, les revenus superflus sont consacrés à d'autres achats, notamment les meubles. Daniel Roche, travaillant sur des inventaires après décès, signale également qu'il ne peut pas descendre aussi bas qu'il l'aurait souhaité à l'intérieur des classes populaires. Les consommateurs les plus actifs sont chez lui les domestiques qui bénéficient de dons fréquents de leurs maîtres. L'apparente stabilité des possessions vestimentaires recouvre donc certainement davantage une diffusion au sein des classes populaires de certains comportements précocement adoptés, dès la veille de la Révolution française, par la grande domesticité.

Habits de travail ou habits de bourgeois ?

Dès le Second Empire, « l'ouvrier rêve d'échapper à la blouse et d'être mis en bourgeois [...]. La baisse des prix des produits manufacturés pendant les premières décennies de Troisième République a sans doute comblé bien des désirs[26] ». L'étude des garde-robes masculines confirme ce basculement et sa précocité pour la capitale : en 1895, il reste peu de traces de vêtements de travail dans les intérieurs populaires. Seuls trois ouvriers, âgés de plus de 64 ans, possèdent une cotte et deux d'entre eux ont une blouse, des habits qui témoignent d'un temps en passe d'être révolu, celui de l'appartenance de métier, visible aux costumes de travail. Pierre Langellier, un ancien cocher de 72 ans, à la retraite, a également

24 Alain Corbin, « Le grand siècle du linge », art. cité
25 Daniel Roche, *Le peuple de Paris*, *op. cit.*, p.233, et Id., *La culture des apparences*, *op. cit.*, p. 167.
26 Michelle Perrot, *Les ouvriers en grève*, *op. cit.*, p. 226.

conservé son carrick, une « redingote à plusieurs pèlerines superposées[27] » typique de cette profession. Parmi les plus jeunes, les seuls vêtements clairement identifiables à une profession sont les uniformes des deux fonctionnaires de police, notamment un gardien de la paix qui possède une tunique, un ceinturon et deux képis[28]. Au quotidien, les hommes des classes populaires sont désormais vêtus d'une chemise, recouverte d'un gilet, d'une veste ou d'un veston et d'un pantalon de drap, de toile ou de coutil.

La diffusion du costume masculin de la bourgeoisie est également patente : les deux tiers des armoires masculines ont au moins une pièce recherchée : on compte ainsi 12 redingotes, 14 jaquettes, 7 paletots et 15 pardessus. Ces vêtements sont le plus souvent en drap noir, à l'exception du pardessus « doublé de fourrure » d'un représentant de commerce et de la jaquette en alpaga d'un concierge, signes de luxe exceptionnels. Tous ces habits, même dans leur version la plus commune, coûtent relativement cher : les pardessus ne valent pas moins de 16 francs et un « complet » coûte au minimum 20 francs. Deux des pardessus sont d'ailleurs dits « en mauvais état », indice probable de leur passage par le circuit de l'occasion. Ces pièces sont plutôt en possession des fonctionnaires, employés et artisans. Cependant il arrive au juge de paix de les trouver chez les plus démunis. Ainsi, Jean Gravier, un ouvrier boulanger de 61 ans qui vit en garni, possède tout de même deux pardessus, un veston et un chapeau. Ce travailleur est pourtant très pauvre, comme en témoignent les dettes qu'il laisse après son décès : il doit encore 70 francs au propriétaire de l'hôtel meublé et 200 francs à un marchand de vin de la rue pour des repas pris chez lui[29].

Pour les femmes, l'habit de travail n'existe pas à l'exception peut-être de 64 tabliers qui servent à protéger les vêtements quotidiens à la fois pendant le travail rémunéré et pendant le travail domestique. Le costume quotidien est composé d'un corsage, d'un jersey ou d'un caraco en haut et d'une jupe en bas. Les sept « costumes de femme » sont des éléments de distinction : la matière et la couleur sont toujours précisées et ces vêtements tiennent une place de choix dans les catalogues des grands magasins, en raison de leur prix, compris entre 30 et 50 francs. Enfin, chaque garde-robe féminine contient au moins un vêtement d'extérieur, manteau, mantelet ou jaquette.

L'abondance des vêtements dans la plupart des garde-robes ne doit pas masquer l'indigence vestimentaire qui persiste tout de même dans les franges inférieures des classes populaires. Ainsi, six descriptions ne prennent même pas la peine de décrire en détail les pièces textiles, les caractérisant par des formules comme « vieux

27 ADP, D5U1/141, dossier Langellier; Maurice Leloir, *Dictionnaire du costume et de ses accessoires*, Paris, Gründ, 1992, p. 60.

28 Cet équipement est financé, en partie ou en totalité, par la préfecture de Police qui selon le concierge devait au défunt 125 francs pour « appointement, indemnité de loyer et décompte d'habillement ». ADP, D14U1/33, dossier Gay.

29 ADP, D14U1/33, dossier Gravier.

effets ne méritant pas description », ou « linge en mauvais état ». Les logements concernés sont ceux de cinq travailleurs manuels (un plombier, un fabricant d'article pour piano, un charretier, un graveur-doreur et un ouvrier boulanger) et d'une ménagère de 77 ans. Dans le cas du charretier, c'est pourtant dans ces hardes que sa belle-sœur vient prélever le « linge nécessaire à l'ensevelissement », une chemise et un drap qui ont peu de chance d'être dans un meilleur état que le reste de sa garde-robe[30].

Les membres des classes populaires ne sont pas tous définitivement entrés dans l'abondance vestimentaire, mais pour la majorité des Parisiens et des Parisiennes la « conquête du vêtement[31] », et surtout du sous-vêtement, est achevée. La plupart des garde-robes féminines et masculines comportent au moins une panoplie qui permet de se vêtir « en bourgeois » le dimanche et d'aller se mêler à la foule des Grands Boulevards sans avoir honte de ses habits ouvriers.

La distinction est dans les détails

L'habit ne fait pas le moine et ce n'est pas parce que les membres des classes populaires ont des costumes ou des redingotes qu'ils peuvent aisément passer pour des bourgeois. La distinction se déplace au fur et à mesure de l'imitation, et ce sont désormais les accessoires, encore rares, que désirent les classes populaires.

Les mouchoirs sont sans conteste l'accessoire le plus présent dans les garde-robes et ils sont toujours scrupuleusement comptés par les juges de paix qui en énumèrent 404 en tout. Cette diffusion massive tient avant tout à leur bas prix et au fait qu'ils sont vendus par lots : les moins chers coûtent, en 1895, 3,50 francs la douzaine. En moyenne, les femmes en possèdent dix, tandis que les hommes n'en ont que trois. Cet accessoire a beaucoup progressé depuis la fin du XVIIIe siècle, signe du progrès de la civilisation des mœurs : il devient rare, à Paris, de se moucher dans ses doigts[32].

Les chapeaux, élément essentiel du costume bourgeois, apparaissent aussi (17 en tout pour les hommes et 32 pour les femmes). Chez les hommes, le couvre-chef est rare, surtout chez les ouvriers. Les casquettes sont quasiment absentes, car cet accessoire ne devient un signe distinctif de l'identité ouvrière que dans l'entre-deux-guerres[33]. Dans les intérieurs féminins, les chapeaux, capotes, capelines et autres toques sont plus fréquents, venant quelque peu contrarier l'image de la femme « en cheveux », c'est-à-dire sans couvre-chef, stigmate de classe couramment mobilisé. Les femmes sont visiblement en mesure de sortir

30 ADP, D14U1/33, dossier Burgy.

31 Michelle Perrot, « Les classes populaires urbaines », dans Fernand Braudel, Ernest Labrousse (dir.), *Histoire économique et sociale de la France*, t. 4, vol. 1, Paris, PUF, 1979, p. 499.

32 L'indice de consommation du mouchoir est de 0,57 à la fin du XVIIIe siècle, soit moins d'un par personne. Daniel Roche, *La culture des apparences*, *op. cit.*, p. 171.

33 Gérard Noiriel, *Les ouvriers dans la société française, XIXe-XXe siècles*, Paris, Seuil, 1986.

coiffées, au moins le dimanche, car parmi les treize qui possèdent des couvre-chefs, neuf appartiennent à la frange inférieure des classes populaires. Onze fichus de laine, quelques foulards et autres châles peuvent aussi être destinés à dissimuler les cheveux lors des sorties à l'extérieur.

Deux objets courants dans la panoplie bourgeoise sont en cours de diffusion dans les classes populaires, quoique encore relativement rares : les parapluies (au nombre de 15) et les ombrelles (6). Ces dernières sont vouées à protéger la peau du soleil pour garder le teint clair, signe de distinction[34]. En 1911, la journaliste de *La Bataille syndicaliste* reconnaît que cet objet peut faire partie de la garde-robe des jeunes ouvrières parisiennes sans trahison de classe, à la condition de privilégier la solidité : « L'ombrelle est un charmant accessoire de la toilette féminine, elle a son utilité puisqu'elle nous préserve des rayons ardents du soleil ; et tout en choisissant dans les nombreux modèles à la mode, prenons un tissu solide qui nous fera beaucoup plus d'usage[35]. »

Certains objets de parure restent très exceptionnels et gardent un fort pouvoir de distinction. On trouve chemin faisant dans les armoires féminines un boa, un éventail, quatre cols, un tour de cou « imitation fourrure », trois manchons, une mantille, une voilette et pour les hommes quatre cannes, vingt-deux cravates (dont seize dans la même armoire), quelques faux-cols et six foulards. Eugène Chapus, prescripteur de mode, se lamentait en 1862 que la « pensée égalitaire » soit diffusée « même chez le gantier », en ajoutant : « La petite propriété se gante à petits prix et nous n'affirmerions pas que nos courtisans du jour ne se gantent parfois dans les bazars à deux francs cinquante centimes ou même à 29 sous[36]. » Trente ans plus tard, les gants restent en réalité un accessoire rare dans les classes populaires : seize paires seulement, chez quatre hommes et trois femmes, appartenant tous à la frange supérieure de ce groupe.

Les tissus et les matières sont une autre façon de mesurer le pouvoir distinctif d'une tenue. Les tissus les plus courants sont ceux qui coûtent le moins cher : coton, drap, toile et laine (avec sa variante, la flanelle). La couleur est rarement précisée, mais lorsque c'est le cas le blanc et le noir dominent très largement. Matières rustiques et absence de couleurs procèdent de la même volonté de faire durer les vêtements et de rendre leur entretien plus facile. En 1911, Mimi Pinson précise encore que « le blanc vaut mieux que tout le reste, puisqu'il se lave aisément avec de la lessive ou même chez soi à l'eau de javel » et que le noir est la couleur la moins salissante[37]. Quelques matières luxueuses sont notées çà et là : une jaquette

34 Catherine Lanoë, « Images, masques et visages. Production et consommation des cosmétiques à Paris sous l'Ancien Régime », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55/1, 2008, p. 10, et Pascal Ory, *L'invention du bronzage. Essai d'une histoire culturelle*, Paris, Complexe, 2008.

35 *La Bataille syndicaliste*, 31 juillet 1911.

36 Eugène Chapus, *Manuel de l'homme et de la femme comme il faut*, Paris, Michel Lévy, 1862, p. 82, cité dans Philippe Perrot, *Les dessus et les dessous de la bourgeoisie : une histoire du vêtement au XIXe siècle*, Paris, Fayard, 1981, p. 157.

37 *La Bataille syndicaliste*, 5 mai 1911 et 8 mai 1911.

en alpaga, un collet en moire, un corsage et un jupon en mousseline. La soie fait dix apparitions, toujours pour des sous-vêtements ou des accessoires, mais la robe de soie, décrite à la même époque par Georges d'Avenel comme l'exemple type de la démocratisation vestimentaire, est absente des inventaires[38]. La fourrure est encore plus rare, elle vient adoucir une toque ou garnir en trompe-l'œil un « tour de cou imitation fourrure ». Malgré l'attirance des ouvrières pour les vêtements de fourrure, Mimi Pinson déplore leur mauvaise qualité :

> Je suis désespérée, m'écrit une camarade de Bordeaux, j'ai acheté 60 francs dans un magasin de nouveautés un manteau de fourrure. Je l'ai porté un mois. Il est à présent à peine mettable [...]. 60 francs cela représente pour bien des femmes et des jeunes filles un long mois de travail. Puisse la leçon servir à mes lectrices : n'achetez jamais de fourrures à vil prix, on les maquignonne[39].

Amorcée à la fin de l'Ancien Régime, la diffusion vestimentaire continue, et à la fin du XIXe siècle, les garde-robes des classes populaires sont caractérisées par leur volume important et leur diversité. Les pièces les plus abondantes sont celles que l'on voit le moins et que l'on peut garder le plus longtemps (chemises, jupons, gilets, mouchoirs), mais tous possèdent des tenues quotidiennes correctes : jupes et corsages pour les femmes, pantalons et gilets pour les hommes, et souvent une tenue du dimanche. Les accessoires et les matières les plus luxueux restent le front pionnier sur lequel se joue l'affrontement entre imitation et distinction, et si quelques hommes peuvent sortir chapeautés, cravatés et gantés, c'est loin d'être le cas de la majorité.

Les archives ne mentionnent toutefois que rarement l'état des vêtements, ne décrivent pas les coupes et la tournure des habits, n'évoquent pas les parfums, tous ces signes qui fonctionnent ensemble pour situer l'appartenance sociale d'un individu. Malgré les discours récurrents qui dénoncent la menace de l'indifférenciation sociale, il est bien improbable qu'une femme du peuple ait pu se faire passer de près pour une bourgeoise, tant le corps recouvert par les vêtements recèle de signaux qui trahissent l'origine[40]. L'identité populaire est alors un stigmate, facile à démasquer, lorsqu'une femme tient mal son mouchoir ou est trop parfumée[41]. Si cette imitation effraie les classes supérieures, il n'est pas du tout certain que le but poursuivi par les classes populaires soit de passer inaperçues : être moins immédiatement stigmatisées mais pas forcément « se faire passer pour », éviter l'opprobre dans une foule du dimanche, mais pas faire totalement illusion. L'étude de l'arrangement des intérieurs, espace protégé des regards extérieurs, confirme cette interprétation : l'imitation y est également à l'œuvre, loin des regards.

38 Georges d'Avenel, « La soie », *Revue des deux mondes*, 138, novembre-décembre 1896, p. 790.

39 *La Bataille syndicaliste*, 26 décembre 1911.

40 Pierre Bourdieu, « Vous avez dit populaire ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 46, mars 1983, p. 99 ; Didier Eribon, *Retour à Reims*, Paris, Fayard, 2009, p. 20.

41 Eugénie Briot, « De l'Eau impériale aux Violettes du Czar », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 55/1, 2008, p. 28-49.

Les meubles, du nécessaire à l'imitation des classes supérieures

Le mobilier rassemble « tout le matériel déplaçable, mais cependant à position habituellement fixe dont le matériau constitutif est habituellement le bois[42] ». Pour les classes populaires parisiennes, la possession en propre d'un certain nombre de meubles trace une frontière au sein du groupe, qui sépare les habitants en garni des ouvriers « dans leurs meubles[43] ». Pour ces derniers, il s'agit d'un véritable patrimoine mobilier qui sert de garantie au propriétaire en cas de loyer impayé. Au-delà de leur valeur économique, ces meubles sont pris, comme les vêtements, dans les logiques d'imitation et de distinction propres à la consommation. La comparaison des intérieurs des classes populaires et des logements des classes supérieures donne à voir les lignes de fuite de ce phénomène et les éventuelles spécificités populaires.

Avant d'entrer dans le détail, une vue d'ensemble dessine deux tendances : tout d'abord, la profusion de meubles s'amenuise à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale. Les intérieurs de la grande bourgeoisie comptent 50 meubles en moyenne, ceux de la petite bourgeoisie 32, tandis que ceux des classes populaires seulement 13. Plus intéressant, la gamme de meubles possédés n'est pas très étendue : le mobilier comprend 41 types d'objet[44] dans la haute bourgeoisie, 32 pour la petite bourgeoisie et 23 pour les classes populaires, soit un rapport du simple au double. La distinction se situe dans un dégradé continu, très peu d'objets étant réservés à un groupe social : ce qui compte, c'est à la fois la fréquence de chaque meuble, possédé de manière exceptionnelle ou banale, et sa qualité, définie par la matière, le style ou la taille.

Un extrait du catalogue d'Aux Classes laborieuses de 1895 donne un résumé saisissant des meubles que les classes populaires possèdent le plus souvent (fig. 2). S'y empile sans réelle mise en pages armoires, buffets, tables, chaises, tables de nuit, commodes, ainsi que ce que les grands magasins appellent la « chambre », un ensemble composé des trois meubles clés de cette pièce : le lit, l'armoire et la table de nuit.

Pour restituer les phénomènes d'imitation et de distinction, on peut parcourir le mobilier en cercles concentriques, du plus fréquent au plus rare dans les classes populaires, tout en étant attentif aux fonctions premières des objets : dormir, manger et ranger.

42 Suzanne Tardieu, *Le mobilier rural traditionnel français*, Paris, Aubier, 1976, p. 8.

43 Les sept individus de notre corpus qui vivent en garni ou sont hébergés par un tiers dans une chambre meublée n'ont pas été ici pris en compte. L'analyse se fonde donc ici sur 99 dossiers de scellés qui décrivent 2 278 meubles.

44 Nous entendons par « type d'objet » de grandes catégories : table, chaise, commode, armoire. Si l'on prend en compte toutes les dénominations possibles pour un même type d'objet (pas seulement « chaise », mais « chaise volante », « chaise basse », « chaise longue », etc.), la proportion reste la même : 82 items en moyenne dans la haute bourgeoisie pour seulement 43 en bas de l'échelle sociale.

Fig. 2 : Les principaux meubles vendus dans les grands magasins de crédit.

Le « coucher » : un mobilier définitivement acquis

Le lit est un meuble à la forte puissance symbolique, lieu de l'intimité et de la sexualité mais aussi, dans une perspective marxiste, espace premier de la reproduction de la force de travail. La qualité du sommeil des classes populaires dans leurs meubles semble assurée, car le lit et le matelas constituent l'ensemble le plus élémentaire possédé par tous les membres du corpus : 170 lits et 184 matelas sont décrits au fil des inventaires judiciaires.

Pour les classes populaires parisiennes, le fait de dormir dans un lit est acquis depuis l'époque moderne[45]. Le lit conjugal est réservé aux parents, les enfants dormant dans un autre couchage et dans une autre pièce dès que la taille du logement le permet. En revanche, dans les cas de veuvage ou de divorce, la mère partage souvent son lit avec un de ses enfants. Le lit reste un investissement important, souvent effectué au moment du mariage et les membres des classes populaires sont attentifs aux matières qui le composent : l'acajou, bois luxueux, l'emporte dans les intérieurs populaires en 1895, suivi de près par le noyer, bois noble traditionnel. Malgré l'image d'Épinal des intérieurs en bois blanc, très peu de couches sont faites de ce bois léger et, si les ouvriers ne peuvent pas avoir accès à un lit en bois noble, ils choisissent le lit de fer, apparu vers 1850, qui a pour avantage de « ne pas donner asile aux punaises, de pouvoir être démonté et transporté facilement et de n'exiger que très peu de soin et d'entretien[46] ». Les scellés décrivent également seize lits-cages (9 dans la bourgeoisie, 7 dans les classes populaires). Ce lit pliant est constitué d'un « matelas fixé sur un châssis métallique et monté lui-même sur des pieds à roulettes. Pendant la journée, le lit-cage [est] replié et remisé quelque part – souvent dissimulé derrière un rideau ou sous un tapis et il [est] déplié le soir pour le couchage des enfants[47] ». Vanté par les catalogues pour la place qu'il permet de gagner, le lit-cage n'a pourtant que peu de succès en tant que couchage principal dans les classes populaires : seule Marie Souchon, âgée de 67 ans, sans profession, l'utilise de cette manière[48]. Dans tous les autres cas, il s'agit d'un lit d'appoint ou du couchage des enfants, ce qui montre la force symbolique attachée à un meuble comme le lit pour lequel on est prêt à consentir des sacrifices financiers. Dans la bourgeoisie, lit de fer et lit-cage sont souvent relégués dans les chambres de domestique, au sixième étage.

Dans les campagnes, jusqu'à la fin du XIXe siècle, la garniture du lit reste dominée par la traditionnelle association de la paillasse – grand sac de toile empli de paille – et du lit de plume – sac empli de plume placé sous le dormeur

45 Daniel Roche, *Le peuple de Paris*, *op. cit.*, p. 179.
46 Gustave Belèze, *Dictionnaire de la vie pratique à la ville et à la campagne*, Paris, Hachette, 1876, p. 1029.
47 Alain Faure, « Comment logeait le peuple parisien à la Belle Époque », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 64, octobre-décembre 1999, p. 49.
48 ADP, D14U1/33, dossier Souchon.

pour lui tenir chaud[49]. À Paris, les paillasses sont très rares, au nombre de quatre, et seule Françoise Rangeard, une veuve de 70 ans, née dans le Loir-et-Cher, ne complète pas ce couchage rudimentaire d'un matelas[50]. Les matelas sont présents dans la totalité des foyers populaires, ce qui va à l'encontre du cliché, hérité du premier XIXe siècle, selon lequel les pauvres gens gagent ce bien au Mont-de-piété en dernier recours. Le phénomène ne touche plus qu'une partie marginale des classes populaires. D'ailleurs, la mention régulière de matelas « à épurer » ou « mis à l'épuration » après le décès de l'occupant des lieux évoque leur revente probable sur le circuit de l'occasion, ce qui en fait un objet facile à acquérir à bon marché. Enfin, tous ces lits sont garnis de traversins et d'oreillers. Pour tenir chaud, les couvertures sont encore plus fréquentes que les édredons. Les draps sont également un bien de prestige, dont la profusion est un signe important dans les sociétés traditionnelles[51]. Au sein des classes populaires, les femmes en possèdent nettement plus que les hommes et, parmi la population féminine, les femmes seules de la frange supérieure possèdent quatre fois plus de linge que leurs homologues féminines les moins fortunées.

La table de nuit introduit une légère différentiation : seuls les deux tiers environ des logements populaires en sont pourvus. Ce meuble d'agrément de petite taille, qui peut être assez luxueux, reste accessible aux classes populaires. Chez Dufayel, en 1896, pour les mêmes bois (acajou, noyer verni ou ciré), le prix varie de 1 à 9, de la version la plus simple (table de nuit à porte et/ou dessus de marbre) à la plus sophistiquée[52]. La table de nuit chiffonnier, présente dans quatre logements populaires, fait fonction de petit meuble de rangement et traduit une véritable logique d'imitation : il s'agit d'une version plus petite et moins coûteuse du réel chiffonnier, meuble que l'on ne trouve que dans les intérieurs bourgeois.

Tables et chaises, entre nécessité et distinction

Les tables remplissent des fonctions différentes selon les classes sociales : on y mange, écrit, travaille, discute, mais on peut aussi y jouer ou y coudre. Dans les classes populaires toutefois, une seule table sert généralement à toutes ces activités, alors que dans les classes supérieures la fonctionnalisation du mobilier détermine l'apparition de tables dédiées à un usage particulier, comme le « bureau », meuble de l'écrit et de la production intellectuelle, la « table à jeu » ou encore la « table à ouvrage », dédiée à la couture.

La table ronde, apparue sous le Second Empire, est la plus fréquente. Dans le catalogue des Grands Magasins Dufayel, elle est proposée en plusieurs tailles, de

49 Arlette Schweitz, *La maison tourangelle au quotidien*, *op. cit.*
50 ADP, D14U1/33, dossier Rangeard.
51 Alain Corbin, « Le grand siècle du linge », art. cité, et Anne-Marie Sohn, *Chrysalides. Femmes dans la vie privée (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996, t. 1, p. 120-122.
52 BHVP, Documents éphémères, série 120, catalogue spécial d'ébénisterie Dufayel, 1896, p. 37.

1 à 1,20 mètre de diamètre[53]. Pour s'adapter aux contraintes spatiales, les habitants peuvent en modifier la surface : elle est souvent « à volets » que l'on peut replier ou « à rallonges » pour l'agrandir lorsque les circonstances l'exigent. S'attabler en cercle évoque la convivialité : « Le repas familial du soir et du dimanche autour de la table, ronde de préférence, est une valeur en hausse[54]. » La hiérarchie des bois est bien soulignée en 1866 dans *Le Petit Journal* où est évoquée « la table en bois blanc de l'ouvrière », comparée à la « table à ouvrage en bois de rose de la marquise du noble faubourg[55] ». Dans les intérieurs populaires, le bois blanc domine, mais la moitié des tables sont en noyer, en acajou, et même en chêne, des bois massifs bien plus nobles. Pour protéger la table de l'usure, la surface est souvent recouverte d'un « tapis » ou d'un « tapis de toile cirée » facile à nettoyer[56].

Trois catégories de table légère relèvent en revanche de stratégies de distinction : le guéridon, la table à jeu et la table à ouvrage. Le *Grand Dictionnaire* de Larousse met en avant les vertus décorative et distinctive du guéridon en précisant qu'il s'agit d'une « table de luxe à un seul pied sur laquelle on dépose ordinairement des objets d'ornement ou des petits ouvrages de dames. Exemple : un guéridon en bois de rose. Déposer un flambeau sur un guéridon[57] ». Ces petites tables d'agrément commencent à se répandre dans les classes populaires. Sur les 50 décrites par les juges de paix, 27 se trouvent chez des grands bourgeois, 11 chez des petits bourgeois et 12 seulement dans les 62 logements populaires. La table à jeu et la table à ouvrage, meubles du loisir et de l'oisiveté, disposées généralement au salon, opèrent la même coupure sociale que le guéridon[58]. Lorsqu'on les trouve dans les intérieurs populaires, elles ont souvent un autre usage : chez Clémentine Goubert, sous-surveillante infirmière de 35 ans et chez Henri Bourbon, voyageur de commerce de 61 ans, la table à jeu tient par exemple lieu de table à manger[59].

Dans quelques cas, très rares, la description ne mentionne aucune table. Plusieurs explications s'offrent alors : par deux fois, les habitants ne semblent de toute façon pas prendre leurs repas chez eux, car aucune vaisselle ni aucun ustensile de cuisine ne sont mentionnés. Chez Marie Souchon, femme sans profession, le juge de paix décrit deux planches et deux tréteaux, tandis que chez Anne Ricard et Joséphine Moriette, également sans profession, les malles et caisses recensées semblent être les seuls supports plats sur lesquels on peut prendre un repas[60]. Dans ces trois derniers cas, les logements sont équipés pour

53 *Ibid.*, p. 44.
54 Michelle Perrot, *Histoire de chambres*, Paris, Seuil, 2013 [2009], p. 290.
55 *Le Petit Journal*, 8 juin 1866.
56 La toile cirée se répand dès le début de la Troisième République, d'abord sur les tables, puis au sol pour faciliter le travail domestique des femmes. Anne-Marie Sohn, *Chrysalides, op. cit.*, t. 1, p. 118.
57 *S. v.* « Guéridon », *Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle*, Paris, Larousse, 1866-1879, p. 1588.
58 *Journal des demoiselles*, 1853, p. 265, cité dans Manuel Charpy, *Le théâtre des objets, op. cit.*, p. 397.
59 ADP, D5U1/140, dossier Goubert, et D5U1/141, dossier Bourbon.
60 ADP, D14U1/33, dossier Souchon, D5U1/141, dossier Ricard et D5U1/141, dossier Moriette.

cuisiner, même sommairement, ce qui laisse penser que certains repas sont pris sur ces surfaces alternatives à la table ronde classique.

Les chaises sont les meubles les plus fréquents du corpus : en tout, 916 sont mentionnées par les juges de paix pour les 99 logements décrits, mais leur nombre diminue à mesure que l'on descend l'échelle sociale : 20 en moyenne par logement dans la grande bourgeoisie, 14 dans la petite bourgeoisie et 4 à 5 seulement pour les foyers populaires. « À la différence de la chaise, siège utilisé quotidiennement et par tout le monde, le fauteuil est un meuble de parure », une version plus imposante et plus travaillée de la chaise, comportant des accoudoirs et une assise plus profonde[61]. On observe une nette diffusion pyramidale pour ce type de siège : 95 dans 15 intérieurs de la grande bourgeoisie, 50 chez 17 petits-bourgeois, contre 42 fauteuils seulement pour les 62 employés, ouvriers ou petits fonctionnaires. Sept chaises pour un fauteuil, la disproportion est nette dans les classes populaires et elle est plus grande qu'au début du XVIIIe siècle[62]. Les fauteuils sont présents dans un foyer populaire sur deux et ceux qui les possèdent n'en ont généralement qu'un seul (22 cas), parfois deux (8 cas) et, de manière exceptionnelle, quatre (1 cas). Ils sont toujours recouverts de tissu, majoritairement de velours, de reps et d'étoffe dans les classes populaires, alors que, dans la bourgeoisie, on voit apparaître des fauteuils en satin, en moleskine ou recouvert d'un châle de cachemire. Le rouge et sa variante le grenat sont les teintes dominantes. Enfin, la distinction se manifeste très nettement dans la possession d'un canapé ou d'un divan, apanage de la bourgeoisie (25 canapés et 6 divans sont mentionnés). Il s'agit de meubles de repos, moelleux et souples, généralement garnis de coussins, qui connotent l'oisiveté et qui supposent une *hexis* corporelle inconnue des classes populaires. Outre leur coût très important, ces meubles nécessitent des pièces spacieuses et occuperaient une trop grande place dans les logements populaires.

Le nuancier du rangement

Une partie des manières de ranger échappe aux scellés après décès : placards intégrés dans les murs, clous et patères plantés dans la cloison auxquels on accroche tout ce qu'on ne peut ranger ou encore étagères de fortune faites de mauvaises planches en bois. Les meubles à contenu (malle, armoire, commode, buffet) n'épuisent donc pas les manières de ranger, mais représentent tout de même probablement la majorité des espaces de classement dans les intérieurs.

Un trio borne l'horizon du rangement dans les classes populaires : il s'agit de la malle, de l'armoire et du buffet. La malle est finalement l'unique meuble proprement populaire du corpus, le seul qui soit davantage répandu dans les

61 Arlette Schweitz, *La maison tourangelle au quotidien, op. cit.*, p. 250.
62 « Trois chaises pour un fauteuil », Daniel Roche, *Le peuple de Paris, op. cit.*, p. 203.

classes populaires que dans la bourgeoisie. Elle est l'héritière du coffre, « vestige d'un système ancien de rangement prolongé très tardivement dans le monde paysan où il résiste jusqu'au XIXe siècle[63] ». Les malles en bois sont typiques des migrants : un tiers des individus nés à Paris en possède une, quand c'est le cas de deux tiers de ceux d'origine provinciale. Les malles servent généralement à ranger des vêtements et du linge de maison ; elles peuvent aussi abriter des livres, de la vaisselle et même un balai. Sept d'entre elles sont « vides », trace de l'arrivée dans la capitale ou dans le logement, inutilisées depuis l'installation mais prêtes à servir en cas de déménagement. Pour six ouvriers et employés dans leurs meubles, une malle est l'unique meuble de rangement.

Pour le rangement du linge, la malle est fortement concurrencée par les meubles à tiroirs et à penderie, qui permettent d'organiser verticalement les possessions et de les trier. L'armoire est le meuble roi, profondément désiré, synonyme de stabilité et de prestige. Élément imposant dans des logements populaires exigus, « l'armoire est un objet social affirmant le rang des maîtres de maison, tant par son décor que par son contenu », car « elle met en valeur de manière ostentatoire la prospérité du ménage[64] ». Elle comporte une ou deux portes, des étagères intérieures, ainsi que de petits tiroirs qui servent à cacher les biens les plus précieux : argent, pièces d'or, bijoux, papiers de famille et autres titres. Cette fonction de coffre-fort est bien connue des juges de paix qui protègent ces trésors en mettant fréquemment les armoires sous scellés. Les armoires du corpus sont de façon prédominante en acajou (47 sur 121) et en noyer (23 sur 121), mais au sein des classes populaires ces deux bois se retrouvent à égalité (16 armoires en acajou et 15 en noyer).

L'armoire se généralise, mais elle reste encore inaccessible à une part importante des classes populaires : un tiers de la frange supérieure (10 intérieurs sur 29) et environ la moitié de la frange inférieure (15 intérieurs sur 33) n'en possèdent pas. L'armoire à glace, bien de luxe et « fruit éclatant de la réussite[65] » est encore plus rare : 23 en tout dans 62 intérieurs populaires, soit environ un tiers. Cette diffusion limitée s'explique par le prix élevé des armoires : les moins chères à portes pleines coûtent au moins 80 francs, la moyenne étant plutôt autour de 130 francs[66]. Pour les armoires à glace, le coût grimpe vite, aux alentours de 200 francs pour les modèles les plus simples. Il existe néanmoins des moyens alternatifs de se procurer ce meuble à Paris, et notamment la « trôle », fabrique de meubles au rabais, vendus en plein air au faubourg Saint-Antoine :

63 *Ibid.*, p. 201.
64 Arlette Schweitz, *La maison tourangelle au quotidien*, *op. cit.*, p. 242.
65 Dans le Morvan, ce meuble est le symbole d'un parcours migratoire réussi : il est rapporté par les nourrices enrichies à Paris lors de leur retour au pays. Anne-Marie Sohn, *Chrysalides*, *op. cit.*, t. 1, p. 116.
66 Une armoire coûte 78 francs chez Dufayel et 82 francs dans le catalogue d'Aux Classes laborieuses. Bibliothèque Forney, CC 290, catalogue Aux Classes laborieuses, 1895, et BHVP, Documents éphémères, série 120, catalogue des Grands Magasins Dufayel, 1896.

> Nous avons demandé aux braves gens qui vendaient à ce marché en plein vent quels étaient les meubles les plus demandés par les acheteurs modestes qui composaient la clientèle. La réponse a été unanime : « les armoires à glaces ! » L'armoire à glace est, en effet, un meuble longuement convoité dans les petites classes parisiennes[67].

La rareté des armoires s'explique aussi par le fait qu'elle est un meuble lié à la vie conjugale. Dans le corpus, quelle que soit la catégorie sociale, les individus mariés ou ayant été mariés (séparés, divorcés et veufs ou veuves) possèdent plus souvent une armoire que les célibataires. Cet attribut fait en effet partie de l'établissement du jeune ménage, et, comme le lit, il est un des signes de l'installation dans la conjugalité. Dans le corpus, seul un célibataire sur deux dispose d'un tel meuble.

Le dernier meuble de rangement très présent dans les intérieurs populaires est le buffet. Comme l'armoire procède d'un besoin progressif de ranger les vêtements, le buffet s'impose avec la diversification et la multiplication de la vaisselle et des ustensiles de cuisine, qui sont désormais rangés dans des espaces spécifiques, comme le tiroir à couverts. Le buffet le plus classique est composé d'une partie basse fermée par deux portes en bois plein et d'une partie haute constituée sur un modèle similaire, ces deux morceaux étant séparés par un espace plat et ouvert. Ce meuble utilitaire est majoritairement en bois blanc et se retrouve dans les cuisines et les pièces de service (entrée, cabinet ou débarras) de la bourgeoisie. Une variante de plus en plus répandue est le buffet-vaisselier (le « buffet-étagère » ou « buffet vitré ») où la partie haute sert à l'exposition de la vaisselle la plus précieuse de l'habitat. Selon Arlette Schweitz, « ce meuble devient à la mode à la suite de la diffusion de la vaisselle décorée qui flattait la vue comme les belles images des colporteurs, belle vaisselle dont on se sert dans les grandes occasions, exposée au regard de tous les visiteurs dans la salle commune[68] ». Meuble de prestige, il est plus souvent réalisé dans un bois noble comme l'acajou ou le noyer. Le buffet simple est le plus présent dans notre corpus (68 sur 105), alors que le buffet vaisselier représente un tiers du total. Ces deux catégories confondues, 36 logements populaires sur 62 comportent un buffet, c'est-à-dire un peu plus de la moitié[69].

Dans ce mobilier destiné au rangement, la commode est encore un meuble de luxe, situé dans la chambre à coucher, sur laquelle on rassemble et expose les souvenirs familiaux, des photographies ou le bouquet de mariée[70] ; elle semble plus présente dans la petite bourgeoisie que dans la grande. Alors que, selon Daniel Roche, le peuple de Paris l'avait assez largement adoptée à la veille de

67 BHVP, Documents éphémères, série 116, extrait découpé du journal *Je sais tout*, 1905.
68 Arlette Schweitz, *La maison tourangelle au quotidien*, *op. cit.*, p. 241.
69 À la fin du XVIIIe siècle, Daniel Roche trouve un buffet chez 37 % des salariés et un « bas de buffet » chez 16 % d'entre eux. Daniel Roche, *Le peuple de Paris*, *op. cit.*, p. 199.
70 Manuel Charpy, *Le théâtre des objets*, *op. cit.*, p. 373-375.

la Révolution française, la commode reste assez rare dans le corpus de scellés, seul un tiers des foyers populaires en possédant une[71]. Un commissaire de police de Belleville indique bien la différence qu'il peut y avoir entre la version bourgeoise de ce meuble et sa déclinaison populaire lorsqu'il évoque à propos de l'ameublement d'un garni « un de ces meubles informes et sales qui simulent des commodes[72] ».

L'ordre bourgeois repose aussi sur l'idée que chaque chose a une place et qu'il y a une place pour chaque chose, présupposant une spontanéité du rangement et de l'ordonnancement. Les manuels de savoir-vivre bourgeois affirment d'ailleurs qu'il existe un usage prédisposé de chaque meuble :

> Il est superflu d'indiquer la place de chaque meuble. Dans quel monde trouve-t-on l'armoire à glace dans le salon, le buffet dans la chambre à coucher, le lit dans la salle à manger ? Si l'on pouvait commettre de si grossières erreurs, à défaut du tapissier, les nécessités de la vie auraient bientôt renvoyé chaque meuble à sa place[73].

Cet ordre bourgeois a profondément pénétré les classes populaires ; quelques exceptions subsistent çà et là, montrant la persistance d'usages anciens. La malle tout d'abord est, comme le coffre, issue d'un monde où « l'entassement et l'amoncellement des objets les plus variés ne sont jamais ressentis comme gênants[74] ». Jean-Baptiste Mourat, employé à la préfecture de Police, âgé de 28 ans et né dans le Puy-de-Dôme, conserve ainsi dans une malle un ensemble d'objets hétéroclites : en majorité des vêtements, mais aussi une canne, deux lampes, un réveil ou encore deux statuettes[75]. Ensuite, l'attribution à un meuble d'un usage restreint (ranger le linge ou la vaisselle) ou d'une pièce précise échoue parfois devant les impératifs propres aux classes populaires. Plusieurs armoires servent à ranger à la fois des vêtements et de la vaisselle, comme celle du couple Girard qui, placée dans leur unique pièce, contient les vêtements du ménage et le linge de maison, mais aussi 24 assiettes, 6 couteaux, un saladier et une soupière[76]. Si la majorité des descriptions sont conformes aux prescriptions normatives (linge dans les armoires et vaisselle dans les buffets), quelques intérieurs dérogent encore à ces règles en raison du manque de place ou des hasards de l'achat.

71 Selon Daniel Roche, 57 % salariés et 53 % des domestiques avaient une commode à la veille de la Révolution française, *Le peuple de Paris*, *op. cit.*, p. 199.
72 Archives de la préfecture de Police (APP), BA 400, enquête de 1872, cité dans Alain Faure, Claire Lévy-Vroelant, *Une chambre en ville. Hôtels meublés et garnis de Paris, 1860-1990*, Paris, Créaphis, 2007, p. 101.
73 Ermance Dufaux, *Le savoir-vivre dans la vie ordinaire et dans les cérémonies civiles et religieuses*, Paris, Garnier frères, 1883, cité dans Manuel Charpy, *Le théâtre des objets*, *op. cit.*, p. 986.
74 Arlette Schweitz, *La maison tourangelle au quotidien*, *op. cit.*, p. 240.
75 ADP, D14U1/33, dossier Mourat.
76 ADP, D5U1/141, dossier Girard.

Ni bureau, ni loisirs

Le chiffonnier, la console ou encore le cartonnier, meubles légers et polyvalents, servant généralement à ranger ou à poser, sont absents des logements populaires[77], malgré leur petite taille (et donc leur imitation possible pour un coût assez bas). À part quelques consoles et un ou deux modèles de chiffonnier, ces petits meubles ne sont d'ailleurs pas proposés dans les catalogues des grands magasins populaires. Ils relèvent d'une ébénisterie de luxe qui reste inaccessible.

Le bureau, le secrétaire et la bibliothèque, mobilier voué au travail intellectuel et destiné aux détenteurs d'un certain capital culturel, sont également très peu présents dans les classes populaires. Pour le bureau, la coupure est extrêmement nette : on en trouve 16 dans la grande bourgeoisie, 16 dans la petite bourgeoisie, mais aucun pour les classes populaires. Le mode de vie bourgeois a besoin de ce meuble entièrement dévolu à la fonction intellectuelle, lieu de l'écrit, privé ou professionnel, de la correspondance et de l'écriture de soi. Les 32 bureaux recensés sont presque tous en bois précieux : acajou (19), bois noir (5), chêne (2), palissandre (1) et bois de rose (1). Le secrétaire, une version réduite du bureau, davantage utilisé par les femmes, est également l'apanage de la bourgeoisie. Enfin la bibliothèque, en bois massif (acajou, bois noir, chêne) et souvent vitrée, est le meuble par excellence de l'exhibition du capital culturel. Dans le cabinet de travail de Louis Bettenant, receveur de rentes de 72 ans, quatre bibliothèques en chêne sculpté contiennent ainsi environ deux cents « volumes reliés », alors que Ferdinand Mandagot, directeur de l'école municipale Colbert, possède lui plus de cinq cents « volumes classiques » dans son salon, signe de son capital scolaire[78]. Dans les classes populaires, seules deux bibliothèques sont décrites, toutes deux « petites ». Les livres sont sinon rangés dans divers contenants : malle, caisse, buffet, placard ou armoire. Leur présence reste de toute façon rare dans ce groupe social : ils ne sont mentionnés que dans 14 dossiers sur 62. Le mieux pourvu est sans surprise un imprimeur lithographe (20 volumes), mais on trouve aussi un atlas Le Vasseur et 6 volumes reliés chez une couturière ou encore 10 livres classiques, rangés dans la malle d'une autre couturière. Enfin, pour deux femmes, une bible ou un livre de messe sont les seuls imprimés mentionnés. On ne peut cependant conclure à l'absence d'écrits dans les logements populaires, car il est très probable que les livres populaires ou les imprimés périodiques, sans valeur marchande, soient systématiquement omis par les juges de paix[79].

Le dernier ensemble inaccessible aux classes populaires est le mobilier de loisir, et particulièrement ses pièces monumentales, billard et piano. Les pianos « sont

77 Un cartonnier est un meuble de rangement pour le classement des dossiers, comportant de nombreux tiroirs faits de carton fort.
78 ADP, D5U1/141, dossier Bettenant, et D5U1/142, dossier Mandagot.
79 Anne-Marie Thiesse, *Le roman du quotidien. Lecteurs et lectures populaires à la Belle Époque*, Paris, Le Chemin Vert, 1984.

dès les années 1840 des attributs nécessaires à la vie bourgeoise[80] », placés dans le salon, où les femmes, qui composent la plupart des instrumentistes dans le for privé, peuvent s'exercer. Ces instruments sont nettement plus nombreux dans la grande bourgeoisie (11) que dans la petite (4)[81]. Cependant, le fait que les scellés de ce groupe social ne mentionnent pas de piano ne signifie pas forcément qu'on ne trouve jamais ces instruments dans les intérieurs, car la plupart des pianos sont loués et ne font donc pas partie des biens décrits dans l'acte judiciaire. Les billards sont, quant à eux, des meubles réservés aux hommes, placés dans des pièces qui leur sont dédiées, espaces de discussion, de tabagie, de concentration et de loisir sérieux. Ces meubles restent très rares dans le corpus et coûtent cher, le prix d'achat étant en outre grevé d'une taxe de 60 francs par an. Si le catalogue Dufayel propose bien des billards (à 600, 750 ou 1250 francs), on peut penser qu'ils ne sont pas destinés aux particuliers mais aux marchands de vin nombreux à s'équiper pour répondre à l'engouement de leur clientèle.

L'étude de la totalité du mobilier décrit dans les scellés du Xe et du XIVe arrondissement met en évidence les processus d'imitation et de distinction à l'œuvre dans la consommation. L'ameublement de base possédé par tous les membres des classes populaires est simple : le lit et son coucher (matelas, oreiller, couverture), une table et quelques chaises, des meubles de rangement (armoire, malle et/ou buffet). Au-delà de cet ensemble, l'imitation se déploie en cercles concentriques : posséder un plus grand nombre de chaises et un fauteuil, avoir une armoire à glace plutôt qu'une armoire à porte pleine, disposer d'un guéridon ou d'une table à jeu sont autant de signes des processus d'imitation des classes supérieures. La consommation mobilière se diffuse de proche en proche du haut de la pyramide sociale vers le bas, de manière assez continue. Les différences entre la fraction haute des classes populaires (artisans, petits fonctionnaires, employés) et la fraction basse (ouvriers, petits métiers de service et sans profession) sont très faibles, constat qui va à l'encontre des conclusions de Maurice Halbwachs sur les différences de consommation entre employés et ouvriers[82]. Les travaux de ce sociologue prenaient appui sur les budgets, c'est-à-dire sur la part des revenus attribuée à de grands besoins de l'existence (se nourrir, se loger, se divertir). Outre le fait que la catégorie « logement » comprend chez Maurice Halbwachs à la fois le loyer et les dépenses pour les meubles, l'approche par les scellés permet de percevoir cette réalité sous un autre angle : il ne s'agit pas de comprendre la part du revenu affectée au mobilier, mais bien les meubles désirés, et la patiente énumération des juges de paix montre qu'en ce domaine employés et ouvriers souhaitent acquérir globalement les mêmes catégories d'objet.

80 Manuel Charpy, *Le théâtre des objets*, *op. cit.*, p. 81.
81 Un seul piano est mentionné dans un intérieur populaire, celui de Marie-Louise Gô, une lingère devenue employée de commerce.
82 Maurice Halbwachs, *Le destin de la classe ouvrière*, *op. cit.*

La décoration, front pionnier de l'imitation

Le terme « décoration » permet de rassembler un ensemble d'objets et de pratiques qui visent à aménager le logement, à l'embellir, à le rendre confortable, bref à aller au-delà du strict nécessaire pour vivre. La vocation au superflu, l'inutilité de ces objets, le fait que leur fonction pourrait être assurée par des objets moins chers et moins recherchés (un réveil donne l'heure aussi bien qu'une pendule) en font les supports par excellence de la distinction. Vouloir les posséder, c'est croire en leur valeur esthétique, en la légitimité culturelle qu'ils véhiculent. Le soin apporté à l'intérieur est la marque d'une distinction sociale et les objets de décoration choisis expriment donc, plus encore que le mobilier, la possession – ou l'absence – d'un certain capital culturel. La décoration est un front pionnier, sur lequel se déploie le jeu de l'imitation et de la distinction. Relevons tout de même un paradoxe : cette forme particulière de distinction se joue à huis clos, dans l'intimité des logements et exprime une culture individuelle. À l'inverse des vêtements ou des pratiques sociales collectives qui permettent de se distinguer, la décoration est un message adressé aux visiteurs potentiels de l'espace privé qui relèvent d'une proximité familière. L'ostentation mise en œuvre à travers ces biens matériels a donc plutôt pour destinataires des proches et manifeste finalement surtout une distinction interne au groupe social.

Dans les logements populaires, trois espaces sont particulièrement utilisés à ces fins ostentatoires : le manteau de la cheminée, sur lequel sont régulièrement disposées les pièces maîtresses de la décoration (pendule, flambeaux ou vases), le dessus de la commode, qui sert davantage d'autel de la mémoire exhibant les souvenirs intimes (photographies ou portraits de famille, bouquet de mariée), et enfin les murs, où cohabitent glaces, miroirs, peintures, gravures et lithographies. Alors que les glaces et les miroirs se démocratisent, les images à la fois reflet du capital économique et du capital culturel restent très marquées par la distinction sociale. Une frontière sociale nette se dessine : d'un côté, les œuvres artistiques uniques ou reproduites à peu d'exemplaires (tableaux, peintures, pastels et autres aquarelles), apanage de la bourgeoisie et, de l'autre, les images produites en série, sur du mauvais papier (gravures, chromolithographies et photographies) qui décorent les intérieurs du peuple. Les tissus d'ameublement – rideaux, dessus de lit – viennent de plus en plus fréquemment égayer les intérieurs populaires, indice d'une préoccupation grandissante pour le confort du logement. Peu onéreux, ils répondent à des impératifs fonctionnels comme garder la chaleur, étouffer les sons ou cacher à la vue. Un clivage subsiste tout de même, celui des tapis qui signalent une condition sociale supérieure.

Ce sont finalement les objets de décoration proprement dits (vase, pendule, flambeau et autres bibelots), beaucoup plus coûteux et aux fonctions essentiellement ornementales, qui rejouent le plus la distinction. La France du XIXe siècle voit l'essor des « arts industriels », c'est-à-dire d'industries qui ont pour finalité de

97

produire les objets formant le décor des intérieurs[83]. Les pièces originales signées par des grands maîtres et se rapprochant d'œuvres d'art restent très coûteuses et réservées à une élite. Émerge alors le marché du demi-luxe, un vaste secteur englobant le bronze, la statuaire, l'orfèvrerie ou encore l'horlogerie, qui repose sur « des productions maintenant une image de qualité tout en étant caractérisées par l'emploi de matières premières de moindre valeur, la reproductibilité (ce ne sont plus des pièces uniques) et la fabrication sur machines, ce qui au total permet d'en abaisser le prix[84] ».

Des écrins pour la lumière

Deux types d'objet servant à éclairer les logements se rencontrent dans les scellés. Les juges de paix décrivent d'une part un ensemble de supports destinés à porter des bougies (flambeaux, chandeliers, candélabres, bougeoirs, porte-bougies) et, d'autre part, les lampes, récipients contenant un liquide (huile, pétrole) ou un gaz combustible. Dans les deux cas, la lumière vient de la combustion, dispensée par une flamme, mais là où la bougie produit une lumière tremblante et instable, la lampe est normalement dispensatrice d'un éclairage stable et régulier. À la fin du XIXe siècle, plusieurs types d'éclairage cohabitent dans les logements bourgeois. Il y a d'abord l'éclairage au gaz, introduit dès les années 1840, et l'éclairage au pétrole depuis les années 1850. Ensuite apparaît la lumière électrique, d'abord sur piles dès les années 1860-1870, puis raccordée au réseau dans les années 1890-1900. L'électricité est bien loin d'équiper les logements populaires : en 1899-1900, les écarts entre l'Ouest parisien bourgeois et l'Est populaire restent très marqués[85] et l'électricité domestique est encore « l'apanage des quartiers rupins[86] ».

28 scellés ne mentionnent aucun appareil d'éclairage, dont 23 pour les classes populaires. On peut supposer que ces intérieurs ne sont éclairés qu'à la bougie – un objet qui n'est jamais décrit par le juge de paix – ou à la lueur des cheminées. Juste au-dessus de ce seuil, se situent les ménages ou les individus qui ne possèdent qu'un appareil d'éclairage, généralement une simple lampe ou une veilleuse. Ces lampes peuvent être des objets de décoration, comme celles que l'on trouve Aux Classes laborieuses à l'hiver 1895 : la lampe « Ibis et Iris, en bronze colorié, récipient cristal assorti », équipée d'un globe, a une fonction

83 Jean-François Luneau, « Art et industrie au XIXe siècle : des arts industriels aux industries d'art », dans Pierre Lamard, Nicolas Stoskopf (dir.), *Arts et industrie (XVIIIe-XXIe siècles). Actes des quatrièmes journées d'histoire industrielle de Mulhouse et Belfort, 18-19 novembre 2010*, Paris, Picard, 2013, p. 17-24.

84 Jean-Claude Daumas, « Des arts décoratifs au design industriel, ou la revanche des "philosophes de la vapeur" », dans *ibid.*, p. 181.

85 Jean-Luc Pinol, Maurice Garden, *Atlas des Parisiens, de la Révolution à nos jours*, Paris, Parigramme, 2009. Dans l'Ouest parisien, 41,5 % des immeubles sont reliés au réseau électrique contre 1 à 6 % dans les quartiers de l'Est.

86 Albert Simonin, *Confessions d'un enfant de la Chapelle*, *op. cit.*

ornementale évidente et coûte d'ailleurs 29 francs[87]. Cependant, la majorité des lampes des ménages populaires sont plutôt fonctionnelles et remplissent leur office en toute simplicité.

Il n'en est pas de même des flambeaux, candélabres, chandeliers et autres bougeoirs, qui relèvent de la catégorie bien différente des objets en métal travaillé, pouvant se rapprocher de pièces artistiques. Sur les 171 flambeaux et objets semblables que compte le corpus, la diffusion pyramidale est évidente : 88 pour la grande bourgeoisie, 47 pour la petite bourgeoisie, 24 dans la frange haute des classes populaires et 12 dans la frange basse ; soit un rapport du simple au double entre chaque catégorie sociale. Les plus aisés peuvent être grands consommateurs de ce type d'objet, à l'exemple de Salvador Fano, professeur agrégé à la faculté de médecine, qui n'en possède pas moins de 17[88]. La matière la plus noble pour ces éléments est le bronze, caractéristique de l'industrie du luxe parisien : 30 objets d'éclairage seulement sont fabriqués dans ce métal, dont 3 à peine sont possédés par des membres des classes populaires (un bougeoir en bronze et deux candélabres en bronze doré). Les catalogues des grands magasins montrent que la diffusion de ces objets passe par l'imitation des matières : la plupart sont en cuivre, beaucoup moins coûteux, et pour le reste les mentions comme « bronze imitation » ou « composition bronzée » indiquent le recours à des substituts, majoritairement le zinc[89].

Les flambeaux, les chandeliers ou les bougeoirs sont inégalement répartis dans les classes populaires. Pour la frange haute, ces éléments vont toujours par deux, et plus rarement par quatre, alors que les plus pauvres ne possèdent souvent qu'un seul de ces candélabres pourtant généralement vendus par paire. L'achat a pu être fait sur le circuit de la revente, par le démembrement d'un ensemble, comme en témoigne la présence d'un « flambeau de jardin » dans une cuisine, cas typique de réemploi. Les femmes sont nettement plus attirées par ce type d'objet que l'on retrouve dans quatorze intérieurs féminins, pour seulement quatre intérieurs masculins. Là encore se dessine la figure de femmes davantage à la recherche de consommations nouvelles et socialement discriminantes pour ajouter une touche de raffinement à leur intérieur, par l'imitation des classes supérieures. Toutes ces pièces sont pourtant proposées à des prix très bas par les grands magasins de crédit. Le coût n'est pas un obstacle à leur achat, mais plutôt des réticences culturelles et sociales, car ces éléments ont une connotation « bourgeoise » et sont désirés par les individus attentifs aux modes.

87 Bibliothèque Forney, CC 290, catalogue Aux Classes laborieuses, hiver 1895.

88 ADP, D5U1/141, dossier Fano.

89 Élodie Voillot, « Imiter sans copier, imiter pour créer ? Les détours de la contrefaçon dans le bronze d'art au XIXe siècle », *Entreprises et histoire*, 78, 2015, p. 49-59.

L'heure et la mesure

Les pendules sont des objets coûteux, associés au mode de vie bourgeois et dont la diffusion est en cours à la fin du XIXe siècle. Sur les 130 pendules que compte le corpus, 89 sonnent dans des intérieurs aisés, 3 en moyenne par foyer dans la grande bourgeoisie et 2 dans la petite bourgeoisie. La maîtrise du temps fait en effet partie de l'ethos bourgeois et la multiplication des indicateurs d'heure (pendule, mais aussi réveil ou montre) est le signe de cette attention à la régulation du temps qui passe. Mais les pendules sont aussi des objets d'art, faites de bronze et de marbre et surmontées de statuettes, qui au-delà de leur fonction pratique affichent une ambition artistique. Les bronziers parisiens du XIXe siècle ont parfaitement réussi à demeurer un métier d'art tout en développant des techniques de production en série, comme la galvanoplastie, qui leur permettent d'abaisser les prix[90]. Dès les années 1880, les grands magasins de vente à crédit font de la pendule, accompagnée de deux flambeaux ou candélabres assortis, un de leurs produits phares : la fonction ornementale de l'ensemble est rendue évidente par la dénomination « garniture de cheminée ». Les grands magasins d'Au Tapis rouge présentent ainsi la vente d'une « garniture Louis XVI en cuivre poli » au prix de 96 francs comme une « prime exceptionnelle offerte à [leurs] clients ». La brochure prend soin de préciser que la « valeur commerciale » de l'ensemble est en réalité de 160 francs[91].

Dix ans plus tard, en 1895, la pendule reste pourtant un objet relativement rare dans les intérieurs populaires des Xe et XIVe arrondissements. Un logement sur deux seulement en est équipé, dans la grande majorité des cas en un seul exemplaire, soulignant ainsi le caractère exceptionnel de cette possession. Certains intérieurs se distinguent, comme celui de Jeanne Ponpon, une marchande de bois de 34 ans, veuve, qui ne comprend pas moins de quatre pendules, deux dans la salle à manger et une dans chaque chambre[92]. La diffusion par l'imitation est visible dans les matériaux employés : dans la grande bourgeoisie, les pendules sont majoritairement en bronze et en marbre, éventuellement en cuivre. Dans la petite bourgeoisie, on voit déjà apparaître, outre le bronze et le cuivre, cinq pendules en zinc doré ou bronzé, c'est-à-dire coloré pour imiter le cuivre ou le bronze. Dans les classes populaires, enfin, le bronze est exceptionnel et la plupart des pendules sont en zinc. Cette consommation est d'ailleurs citée en exemple de la méconnaissance par les ouvriers de la valeur des biens et de leur naïveté à l'égard des marchands. En 1891, un petit patron de la région parisienne explique ainsi qu'il a vu passer « une opposition de 460 francs faite sur le salaire d'un

90 Francis Demier, « Du luxe au demi-luxe, la réussite des bronziers parisiens au XIXe siècle », dans Jacques Marseille (dir.), *Le luxe en France du siècle des Lumières à nos jours*, Paris, Association pour le développement de l'histoire économique, 1999, p. 63-91.
91 Bibliothèque Forney, CC 1846, catalogue Au Tapis rouge, 1884.
92 ADP, D5U1/142, dossier Ponpon.

ouvrier pour l'achat d'une garniture de cheminée se composant d'une pendule en zinc et d'une paire de candélabres même métal qui ne représentait aucune valeur[93] ». La somme paraît excessive pour un tel produit – qui coûte autour de 90 francs dans les catalogues à la même époque –, mais ce propos est représentatif de la stigmatisation des classes populaires, privées de toute expertise sur les biens qu'elles achètent et perçues comme perpétuellement flouées.

Les intérieurs bourgeois sont parfois également décorés de statues de petite taille ou de bustes en terre cuite ou en bronze. Ces objets ne sont pas très fréquents dans le corpus (35 pièces), mais ils sont très majoritairement possédés par les classes supérieures. Les juges de paix mentionnent parfois l'image représentée par la sculpture, qui peut être empruntée au répertoire culturel classique (une reproduction du *Penseur* d'Auguste Rodin et une faunesse en terre cuite, venue de la mythologie) ou au registre patriotique, voire religieux, comme cette statuette en bronze de Jeanne d'Arc. Cette statuaire reste très rare dans les logements populaires où les garnitures de cheminée pallient en partie son absence : les pendules souvent surmontées de statuettes en métal s'inspirent en effet du même répertoire culturel. Les catalogues des grands magasins de crédit montrent le transfert de ces références culturelles aux classes populaires : on y trouve des dieux de la mythologie (Cérès) ou des personnages littéraires (Faust), des figures des grandes chasses aristocratiques (le fauconnier, le joyeux veneur) ou des représentations bucoliques (le berger)[94]. Les scellés en disent cependant peu sur ces personnages : si les pendules sont « avec sujets », on ne trouve que deux fois des précisions qui restent très générales (« sujet femme » et « sujet amour »).

L'importance de ces pendules et leur dimension ornementale sont en outre soulignées par le fait qu'elles sont souvent placées « sur socle et sous verre », une pratique fréquente dans la bourgeoisie depuis les années 1840 qui se diffuse vers le bas de l'échelle sociale. Dans deux logements sont même répertoriés « un socle et globe de pendule », mais point de pendule, indiquant là encore un passage par le circuit de la revente et de l'occasion. La déclinaison populaire de la pendule est bien entendu le réveil : sur les 25 réveils du corpus, 22 sont possédés par des membres des classes populaires, souvent en plusieurs exemplaires, alors que trois seulement sont mentionnés dans les logements bourgeois.

Des objets fragiles et inutiles ? Vases, vaisselle et bibelots

Pour finir ce panorama des objets de décoration, un ensemble plus hétéroclite – les vases, la vaisselle d'exposition ou les bibelots d'étagère – peut être rassemblé par les matériaux utilisés : des matières fragiles et légères qui rendent leur utilisation délicate, comme la porcelaine, le cristal, la faïence, et plus simplement le

93 Office du travail, *Saisie-arrêt sur les salaires*, Paris, Imprimerie nationale, 1899, p. 38.
94 Bibliothèque Forney, CC 290, catalogues Aux Classes laborieuses, 1888, 1900 et 1914.

verre et la céramique. Les vases sont de loin les plus nombreux et leur distribution dans l'espace social des scellés correspond à celle des pendules : 54 pour la grande bourgeoisie (dont deux vases de Chine et quatre potiches d'Extrême-Orient en porcelaine), 31 pour la petite bourgeoisie, 24 pour la frange supérieure des classes populaires et 16 pour la frange inférieure. Les vases peuvent avoir un aspect strictement décoratif, et donc être placés « sous globe et sous verre » comme les pendules. Ils servent aussi à disposer des fleurs coupées, pratique fréquente dans les classes populaires, particulièrement chez les femmes qui possèdent la majorité des vases du corpus. La chronique de Mimi Pinson dans *La Bataille syndicaliste* décrit les négociations autour de cette consommation, en raison de son coût :

> C'en est fini du muguet qui embaume, c'est vrai, mais dont les bourgeoises ont fait une sorte d'accaparement. Pour exploiter la vogue, les intermédiaires le vendent à des prix excessifs. Même sur les petites voitures des quatre saisons vous ne vous en procurerez qu'à des conditions onéreuses. Celles de mes petites amies qui ne peuvent se dispenser de fleurs dans leur modeste logement – et je ne suis pas éloignée de leur goût – auront intérêt à faire provision de grosses marguerites, très plaisantes à l'œil et presque pour rien en ce moment[95].

Les fleurs séchées viennent rappeler que certains bouquets sont conservés pieusement, en mémoire du jour où ils ont été offerts ou achetés. L'archétype en est bien sûr le bouquet de mariée, comme celui que Pierre Hordé, employé aux Archives de la Seine, conserve « sur socle et sous cylindre[96] ».

Autres objets d'usage courant érigés au rang d'ornement, les « assiettes accrochées » ornent les murs de onze appartements[97]. Elles sont la plupart du temps fixées dans la salle à manger des logements bourgeois et cette mode est encore peu diffusée dans les classes populaires, où seuls trois logements ont recours à ce type de décoration. L'exposition d'objets de porcelaine, de faïence ou de simple céramique sur des étagères ou derrière la vitrine des buffets est un peu plus répandue, touchant onze intérieurs populaires, mais reste tout de même marginale (moins d'un cinquième du groupe). La collection d'objets est encore une pratique sociale légitime, une manière bourgeoise et masculine de consommer les objets[98]. Quelques intérieurs bourgeois sont bien touchés par cette passion : Émile Dietenbeck, rentier de 46 ans, ne possède pas moins de soixante-quatre « chinoiseries » dont le juge donne le détail – « armes, masques éventails, squelette » ainsi que deux « écrans japonais ». Louis Bettenant, receveur de rentes de 72 ans, a, quant à lui, acquis une « collection d'oiseaux » empaillés,

95 *La Bataille syndicaliste*, 6 mai 1911.
96 ADP, D14U1/33, dossier Hordé.
97 Maïté Bouyssy, Jean-Pierre Chaline (dir.), *Un média de faïence : l'assiette historiée imprimée*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012.
98 John Potvin, Alla Myzelev (dir.), *Material Cultures, 1740-1920: The Meanings and Pleasures of Collecting*, Farnham, Ashgate, 2009, et Manuel Charpy, *Le théâtre des objets*, *op. cit.*

qui est soigneusement mise en scène, dans une des bibliothèques vitrées de son cabinet de travail[99].

La décoration que l'on discerne à travers les scellés du Xe et du XIVe arrondissements est une préoccupation systématique dans la bourgeoisie, qui orne son intérieur de pièces de bronze, de porcelaine ou de cristal, artistiquement disposées dans des vitrines ou sur les cheminées. Dans les classes populaires, si certains objets – les flambeaux, les pendules et les vases – commencent à se diffuser, leur degré de pénétration est encore faible et la plupart des logements ne peuvent s'enorgueillir que d'une seule de ces pièces, et encore souvent dans une matière moins noble comme le zinc doré ou la verrerie. Il semble également exister une fracture interne aux classes populaires à propos de ces objets décoratifs. Finalement ce groupe de biens n'est pas marqué par un dégradé à l'intérieur des classes populaires, mais il se partage entre des intérieurs fortement investis, décorés, confortables, aménagés, souvent occupés par des femmes jeunes et célibataires, et des intérieurs dont les habitants semblent se préoccuper assez peu, au-delà de leur fonctionnalité.

Précieuses mécaniques : la machine à coudre et la bicyclette

L'ouvrière qui use sa santé derrière une machine à coudre et, plus tard, l'ouvrier à bicyclette sont des clichés pérennes de la consommation populaire à la Belle Époque. La machine à coudre, inventée dans les années 1840, et la bicyclette, fabriquée à partir des années 1880, sont devenues des symboles de la mécanisation du quotidien, incarnant les vertus du progrès et de la modernité[100]. La fabrication en masse fait progressivement baisser leur prix : dans les années 1860 une bonne machine avec une table coûte environ 400 francs, alors qu'en 1891 Aux Classes laborieuses propose une « machine famille établie d'après les derniers perfectionnements pour tous les travaux de couture et lingerie, table en ébène soigné », à 95 francs seulement[101]. Les ventes augmentent en conséquence : 54 000 machines sont vendues dans la capitale entre 1860 et 1872, pour 150 000 dans la seule année 1896[102]. Les bicyclettes connaissent une évolution similaire

99 ADP, D5U1/141, dossiers Dietenbeck et Bettenant.
100 Monique Peyrière, « L'industrie de la machine à coudre en France, 1830-1914 », dans Louis Bergeron, (dir.), *La révolution des aiguilles. Habiller les Français et les Américains, XIXe-XXe siècles*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1996, p. 95-114 ; Seyed-Hashem Mosaddad, *Le produit bicyclette en France (1883-1995). Engouement, conception, concrétisation*, thèse dirigée par Dominique Barjot, université Paris-Sorbonne, 2001, et Ingrid Babilotte, *Le marché de la bicyclette en France de la fin du XIXe siècle à nos jours. L'histoire cyclique d'une mobilité décriée, acceptée, enviée et renouvelée*, thèse dirigée par Michel Margairaz et Jacques Marseille, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2012.
101 Bibliothèque Forney, CC 290, catalogue Aux Classes laborieuses, 1891.
102 Chambre de commerce et d'industrie, *Enquête sur les conditions du travail en France pendant l'année 1872, département de la Seine*, Paris, s. n., 1875, p. 42-43 ; Michelle Perrot, « Femmes et machines au XIXe siècle », *Romantisme*, 41, 1983, p. 13.

deux décennies plus tard. Leur prix baisse, passant de 300 francs en 1889 à 130 francs pour un engin neuf, et 50 francs pour un vélo d'occasion à la veille de la guerre[103]. La diffusion est rapide dans le pays (de 137 276 vélos en 1893 à 3 477 973 en 1913)[104]. Le département de la Seine est l'un des mieux équipés : en 1903, on y compte 65 bicyclettes pour 1 000 habitants contre 25 pour 1 000 en moyenne dans le reste du pays[105].

Lutte des classes et lutte des sexes

Ces objets mécanisés et coûteux suscitent de nombreux discours (technique, médical et hygiéniste, commercial et médiatique) et de vifs débats émergent sur les usages sociaux et de sexe de ces machines d'un nouveau genre[106]. Dans une perspective moraliste, l'investissement productif des classes populaires et particulièrement des ouvriers doit être encouragé, car il permet de les stabiliser et de les sortir de la misère. Les consommations de loisir sont en revanche décriées et perçues comme un luxe inutile et une dépense superfétatoire qui laissent planer la menace de la dette et du déclassement social. L'utilisation de ces objets, professionnelle ou distractive, est donc cruciale. La machine à coudre est adoubée en tant qu'outil de travail à domicile des ouvrières ; les femmes de la bourgeoisie se l'approprient peu à peu également, comme outil du travail domestique sous la forme du « modèle familial[107] ». La bicyclette connaît une trajectoire sociale inverse, de l'instrument du loisir bourgeois à une utilisation populaire, à la fois professionnelle et distractive, mais au prix d'un véritable conflit normatif[108].

Peut-être plus encore que des représentations de classe, la machine à coudre et la bicyclette sont un observatoire de la manière dont « le genre participe à sexualiser les objets, de même que [...] de la façon dont l'objet genré (c'est-à-dire considéré comme un objet du féminin ou du masculin) participe à la construction des identités sexuées[109] ». Alors qu'au XIXe siècle de nombreux hommes cousent

103 Ingrid Babilotte, *Le marché de la bicyclette en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, *op. cit.* ; Christopher Thompson, « Bicycling, Class and the Politics of Leisure in Belle Époque France », dans Rudy Koshar, *Histories of Leisure*, Oxford, Berg, 2002, p. 131-146.

104 *Bulletins de statistique et de législation comparée du ministère des Finances*, données citées dans Ingrid Babilotte, *Le marché de la bicyclette en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, *op. cit.*, p. 103.

105 V. Turquan, « Les progrès de la bicyclette, cyclisme et richesse », *La Nature. Revue des sciences et de leurs applications aux arts et à l'industrie*, 1566, mai 1903, p. 411.

106 Judith Coffin, « Credit Consumption and Images of Women's Desires: Selling the Sewing Machine in Nineteenth Century France », *French Historical Studies*, 18/3, 1994, p. 749-783 ; Id., *The Politics of Women's Work: The Paris Garment Trades, 1750-1915*, Princeton, Princeton University Press, 1996 ; Christopher Thompson, « Un troisième sexe? Les bourgeoises et la bicyclette dans la France fin de siècle », *Le Mouvement social*, 192, 2000, p. 9-39 ; Id., « Bicycling, Class and the Politics of Leisure in Belle Époque France », art. cité.

107 Nancy Green, *Du Sentier à la 7e avenue*, *op. cit.*

108 Christopher Thompson, « Bicycling, Class and the Politics of Leisure in Belle Époque France », art. cité.

109 Elisabeth Anstett, Marie-Luce Gélard (dir.), *Les objets ont-ils un genre? Culture matérielle et production sociale des identités sexuées*, Paris, Armand Colin, 2012, p. 10-11.

dans les ateliers, la machine à coudre est construite par la publicité à partir des années 1860 comme exclusivement féminine en vertu de la naturalisation des compétences – un cas original puisque la présence de machines sert au contraire souvent d'argument pour exclure les femmes de certaines activités dans les usines[110]. La bicyclette est à l'inverse construite comme un artefact masculin, qui suppose l'utilisation de la force physique et permet de ressentir l'ivresse de la vitesse, sensation forte déconseillée aux femmes trop émotives. Lorsque ces dernières, à la fin du XIXe siècle, décident de l'enfourcher, elles déclenchent un débat virulent, car cet acte apparaît comme le « symbole d'une attaque féministe plus large contre le système de représentation des sexes traditionnel bourgeois[111] ».

La sexuation est enfin productrice d'anxiété, car la machine est perçue en cette fin du XIXe siècle comme un objet puissant, énigmatique, au potentiel inexploré. En découle un discours médical sur les effets érotiques possibles de la machine à coudre et de la bicyclette, qui incriminent le mouvement des jambes, lié aux pédales, qui provoquerait une masturbation involontaire des utilisatrices[112]. Le monde ouvrier est perméable à ce discours médical, comme le prouve cette réponse sous la plume de Mimi Pinson :

> Une « jeune fille de Belleville » me demande, pour vaincre les résistances de sa famille, de déclarer ici que la bicyclette est un sport « convenable et hygiénique ». Convenable, je veux bien. Mais, pour la jeune fille, je ne crois pas que la bicyclette soit un sport hygiénique. Usez-en, n'en abusez pas – comme de la machine à coudre[113].

La journaliste conseille ainsi la prudence dans l'utilisation de la bicyclette par les jeunes ouvrières et manie l'euphémique « hygiénique » pour faire une référence vague mais compréhensible à ces débats médicaux. Ce courrier envoyé au quotidien syndical laisse également entrevoir un réel désir de consommer ces objets et invite à s'interroger sur leur diffusion.

La machine à coudre, entre usage et possession

L'analyse du corpus de scellés révèle un premier paradoxe : malgré la littérature abondante qui entoure cet objet et le développement du travail en chambre dans l'industrie de la couture parisienne, les machines à coudre restent très rares dans les intérieurs populaires, même chez les ouvrières de l'aiguille. Dix machines seulement sont mentionnées, cinq dans des intérieurs bourgeois et cinq autres

110 François Jarrige, « Le mauvais genre de la machine », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 54/1, 2007, p. 193-221.

111 Christopher Thompson, « Un troisième sexe? », art. cité, p. 10.

112 Judith Coffin, « Credit Consumption, and Images of Women's Desires », art. cité ; Christopher Thompson, « Un troisième sexe? », art. cité ; Michelle Perrot, « Femmes et machines au XIXe siècle », art. cité ; Ingrid Babilotte, *Le marché de la bicyclette en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, *op. cit.*

113 *La Bataille syndicaliste*, 22 mai 1911.

dans des logements populaires. Dans la bourgeoisie, ces machines à coudre appartiennent à des couples mariés et sont placées dans la chambre ou dans le petit salon, et non dans les pièces réservées à la domesticité. Elles sont donc utilisées par les femmes de la famille, dans la tradition des travaux d'aiguille, pour ajuster la garde-robe et décorer le logement[114]. Les cinq machines des intérieurs populaires sont toutes possédées par des femmes seules (célibataires, veuves ou séparées) aux professions variées, qui sont peut-être couturières à leurs heures perdues pour compléter leurs revenus : la fille mineure d'un marchand de vin, une marchande de bois, une couturière et deux femmes sans profession. Si deux d'entre elles (la couturière et l'une des femmes sans profession) vivent dans des logements très modestes d'une seule pièce au dernier étage de leur immeuble, les trois autres appartiennent plutôt à la frange haute des classes populaires. Le corpus comprend également huit ouvrières du textile : trois sont désignées par leur spécialité, une brodeuse, une giletière et une tapissière. Les cinq autres sont simplement nommées « couturière », pour certaines en alternance avec des désignations comme « sans profession » ou « journalière », qui disent bien le travail d'appoint et la fluctuation de cette occupation sur le temps long d'une vie professionnelle. Or, parmi ces huit femmes, une seule, Marie Desprès, une jeune veuve de 28 ans, vivant dans le XIVe arrondissement, est pourvue d'une machine à coudre[115]. Chez les sept autres ouvrières du textile, point de machine, alors même que certains objets peuvent évoquer leur métier (deux mannequins, un canevas de tapissier, une table de machine à coudre ou encore un « dessus de machine à coudre » c'est-à-dire une housse protectrice). Plusieurs raisons peuvent expliquer cette absence. Tout d'abord, ces couturières peuvent travailler sur machine mais dans un atelier, ou travailler à domicile mais à l'aiguille. Bien que de plus en plus rare, la couture manuelle, très mal payée, persiste à la fin du XIXe siècle[116]. Ensuite, on constate dans les scellés une sous-représentation des femmes mariées pour les milieux populaires, alors que c'est dans cette catégorie que les machines à coudre sont les plus répandues[117]. Enfin, et c'est probablement la raison principale, il est très difficile de posséder en propre une machine à coudre, particulièrement à cause du système de vente à crédit mis en place, la location-vente.

Pour utiliser une machine à coudre, les femmes des classes populaires peuvent tout simplement les louer, un contrat pratiqué, avec beaucoup de garanties, par l'entreprise Singer. La location permet aux couturières de disposer d'une machine et d'augmenter leurs gains, mais elle coûte 3 francs par semaine. Pour le même

114 Manuel Charpy, *Le théâtre des objets, op. cit.*, p. 180.
115 ADP, D14U1/33, dossier Desprès.
116 Office du Travail, *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, Paris, Imprimerie nationale, t. 1, 1907.
117 Michelle Perrot, « Femmes et machines au XIXe siècle », art. cité, p. 14.

prix, Singer et les Grands Magasins Dufayel proposent de devenir propriétaire de l'objet loué, grâce à un contrat particulier, celui de la location-vente :

> C'est avant tout un système de défiance. Le vendeur peu sûr d'être payé, se réserve la propriété des objets vendus jusqu'à complet paiement [...]. Le vendeur demeurant propriétaire jusqu'au paiement complet du prix, se contente d'exiger un versement de trois francs par semaine, dont le total représentera, après le complet paiement, le prix de location et le prix de vente ou plus exactement la vente majorée des intérêts[118].

Les Grands Magasins Dufayel présentent ce crédit à leurs clients de manière extrêmement flatteuse : « Conditions de paiement pour les machines à coudre : il n'est demandé, comme premier versement, que la somme de trois francs, quelle que soit la marque ; le reste est payable à raison de trois francs par semaine. Les leçons sont données gratuitement[119]. » Pour les clientes, il en résulte un avantage évident : la machine à coudre est disponible d'emblée, sans épargne préalable et, au bout du compte, elles peuvent en devenir propriétaire. Cette facilité se paye néanmoins très cher, puisque en contrepartie de ce risque le vendeur conserve la possibilité de reprendre la machine à coudre au premier manquement, sans aucune démarche juridique :

> Si le client ne va pas jusqu'au bout du contrat, c'est-à-dire jusqu'à l'achat par totalisation des paiements, le vendeur reprend la machine, mais il a alors trop perçu puisqu'une partie des termes de loyer correspondait à la valeur de la machine en propriété. Il n'aura cependant rien à rendre car il a été convenu avec le vendeur que ce trop-perçu servirait d'indemnité pour la résiliation du contrat. On voit combien cette clause peut être onéreuse[120].

Ce que le langage juridique utilisé par Charles Couture euphémise, le mouvement ouvrier le dénonce avec vigueur comme un profit intolérable prélevé sur la misère des couturières. Les frères Bonneff parlent d'« odieux contrat[121] », tandis que *La Bataille syndicaliste* attaque violemment Georges Dufayel en exposant « les conséquences monstrueuses de cette admirable combinaison » qui amène à la ruine de l'ouvrière :

> Voici une jeune fille qui a signé ce contrat. Pendant quatre mois, régulièrement, elle a payé au receveur ses trois francs par semaine : elle a versé 51 francs à Dufayel. Mais le malheur fond sur elle : épuisée par le travail, elle tombe malade, ou bien l'entrepreneur lui retient pour malfaçon une amende, ou bien un chômage se produit au changement de saison. Trois francs c'est une somme pour une ouvrière qui gagne 25 sous par jour. Lors de la visite du receveur, elle ne peut faire son

118 Charles Couture, *Des différentes combinaisons de ventes à crédit, dans leur rapport avec la petite épargne*, thèse pour le doctorat de droit, Paris, Larose, 1904, p. 87-88.
119 ADP, 12AZ/190, carnet de crédit d'Angèle Kohler.
120 Charles Couture, *Des différentes combinaisons de ventes à crédit, dans leur rapport avec la petite épargne, op. cit.*, p. 89.
121 Léon Bonneff, Maurice Bonneff, *La classe ouvrière*, Paris, Éditions de la Guerre sociale, s. d., p. 55.

versement hebdomadaire... Alors son affaire est claire, Dufayel reprend sa machine à coudre et garde les 51 francs pour prix de la location [...]. Les employés de la maison nous affirment que la même machine à coudre est quelque fois vendue et revendue 6 ou 8 fois[122].

Malgré le risque, cette pratique est largement répandue parmi la clientèle populaire. Le 13 juillet 1893, l'entreprise Singer porte plainte contre Constant Doré, domicilié dans le XVe arrondissement. Le débiteur est sommé de rendre des comptes pour la « location d'une machine à coudre selon convention verbale au prix de trois francs par semaine ». Il est condamné à « payer 85 francs de loyer échus ou restituer la machine ou payer le prix de la machine, à savoir 87 francs[123] ». L'inflexibilité dénoncée par *La Bataille syndicaliste* n'est pas ici au rendez-vous : le débiteur a le choix entre la restitution de l'objet et son paiement.

L'importance des contrats de location et de location-vente interrompus avant leur terme est une explication supplémentaire à l'absence des machines à coudre dans les scellés. En effet, les deux types de contrat prennent la peine de mentionner que le propriétaire du logement ne peut en aucun cas faire main basse sur l'objet, par exemple pour se rembourser de dettes de loyer. L'article 5 de l'acte de location passé entre Dufayel et son client précise : « Le preneur devra en outre faire signer cette feuille par le propriétaire qui reconnaît par la présente que l'objet dont il s'agit ne fait pas partie du mobilier de M./Mlle... qu'il est la propriété de M. Dufayel et que celui-ci faute de paiement, aura le droit d'enlever le tout à la première réquisition et sans être obligé de payer quoi que ce soit au propriétaire[124]. » Cette clause dévoile le nombre de propriétaires potentiels d'un objet, par le jeu de dettes emboîtées et des compensations. Le client populaire ne peut finalement rentrer en possession de son bien qu'au terme de nombreux obstacles et seulement à la condition de n'être pas endetté par ailleurs.

La bicyclette : un objet à la portée des classes populaires parisiennes

La démocratisation relative de la bicyclette dès les années 1900 résulte d'abord de la baisse de son prix. Certains modèles sont explicitement destinés aux classes populaires, comme le modèle « démocratique » de la Manufacture française d'armes et cycles de Saint-Étienne (future Manufrance) destiné aux artisans, aux ouvriers et aux employés, au prix de 185 francs, ou « la populaire » chez Dufayel, coûtant 160 francs[125]. Le salaire moyen des classes populaires parisiennes augmente tout

122 *La Bataille syndicaliste*, 11 décembre 1911.
123 ADP, D15U1/16, conciliations pour dettes.
124 *La Bataille syndicaliste*, 11 décembre 1911.
125 Bibliothèque Forney, CC 1564, catalogue Dufayel, 1905, et BNF, 4 WZ/803, catalogue de la Manufacture française d'armes et cycles de Saint-Étienne, 1893.

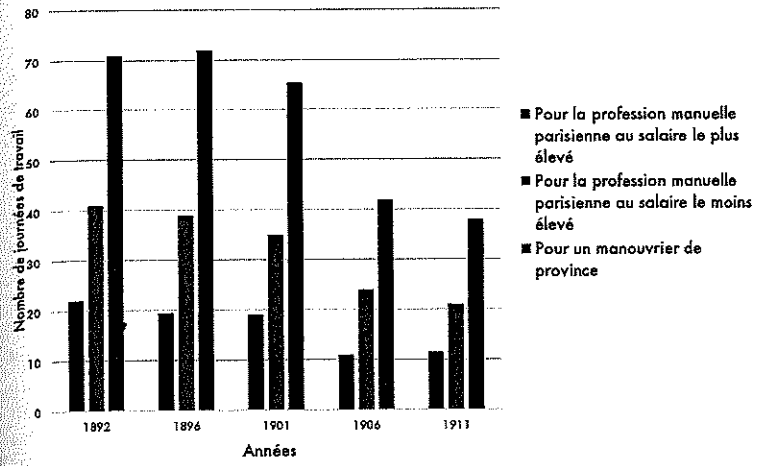

Fig. 3 : Temps de travail nécessaire pour l'achat de la bicyclette la moins chère.

au long de la Belle Époque. La conjonction de ces deux phénomènes rend les bicyclettes beaucoup plus accessibles pour les moins fortunés (fig. 3)[126].

En 1892, un teinturier parisien, profession la moins bien rémunérée de la capitale, doit consacrer le revenu de 41 jours de travail à l'achat d'un vélo, tandis qu'un tailleur de pierre ou un charpentier, les ouvriers les mieux payés, ne déboursent que 22 jours de salaire. Vingt ans plus tard, en 1911, la bicyclette la moins chère ne représente plus que 21 jours de travail pour la profession la moins bien rémunérée (relieur) et 11 jours et demi pour les ouvriers les mieux payés (sculpteurs et forgerons). Les conditions économiques de la démocratisation de la bicyclette sont en place à Paris à la Belle Époque.

Aucune bicyclette n'est mentionnée par les scellés en 1895. Ces objets, habituellement garés en extérieur, ne pouvaient être protégés immédiatement par les scellés et étaient probablement dérobés, revendus ou saisis de manière autoritaire par certains créditeurs. Une autre source beaucoup plus systématique, les rôles fiscaux, donne la mesure de la diffusion sociale des bicyclettes au début du siècle dans la capitale. Depuis 1893, les possesseurs de bicyclette sont en effet assujettis au paiement d'une taxe annuelle, dont le montant est de 6 francs par bicyclette à partir de 1898. La perception de cet impôt est consignée dans des registres sur lesquels sont notés le nom et l'adresse du propriétaire, ainsi que les biens imposés,

126 Les données sur les salaires parisiens sont tirées de l'article de Jacques Rougerie, et celles sur le salaire d'un manouvrier de province de la thèse d'Ingrid Babilotte : Jacques Rougerie, « Remarques sur l'histoire des salaires à Paris au XIXe siècle », *Le Mouvement social*, 63, avril-juin 1968, p. 71-108, et Ingrid Babilotte, *Le marché de la bicyclette en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*, *op. cit.*

le montant de la taxe et la manière dont celle-ci a été payée[127]. Une étude de cas, centrée sur le XXe arrondissement, montre qu'en 1900 cet arrondissement totalise 3 482 vélos pour 166 155 habitants, soit un taux d'équipement en bicyclette de 2,1 %. Ce ratio est très au-dessous de celui de la population parisienne dans son ensemble, qui est de 6,5 % en 1903[128]. La bicyclette reste donc un objet rare dans ce quartier populaire de l'Est parisien.

Le dépouillement exhaustif des rôles fiscaux de quatre rues du quartier populaire de Charonne (la rue d'Avron, la rue des Maraîchers, la rue des Vignolles et la rue Vitruve) donne des précisions sur l'identité des propriétaires de bicyclette[129]. Dans ces rues, les rôles fiscaux enregistrent l'imposition de 209 possesseurs de bicyclettes en 1900 (tableau 3).

Tableau 3 : Profession des propriétaires de bicyclettes dans quatre rues du quartier de Charonne[130]

Catégorie	Effectif	Pourcentage
Petite bourgeoisie	7	3, 5 %
Artisans et petits patrons	3	1,5 %
Petits commerçants	17	8 %
Petits fonctionnaires	2	1 %
Employés	13	6 %
Ouvriers	49	23,5 %
Inconnu	118	56,5 %
Total	209	100 %

Parmi les possesseurs de vélos dont la profession est connue, les travailleurs manuels dominent nettement : 49 ouvriers dont 13 sont des ouvriers du bois (ébénistes, menuisier, tourneur sur bois) et 18 des métallurgistes (ferblantier, couvreur ou chaudronnier). La profession des employés n'est pas souvent précisée, à l'exception de cinq employés de commerce. Les petits commerçants sont avant tout des marchands de vin (8), mais on trouve également trois bouchers, un quincaillier et un boulanger. Enfin, la petite bourgeoisie regroupe un pharmacien, un médecin, un professeur et quatre ingénieurs.

127 À Paris, les rôles fiscaux sont conservés pour les années 1900, 1910 et 1920 et classés par arrondissement, puis par rue. Ils recensent également l'imposition des voitures, à moteur ou à traction animale, ainsi que la possession de billards. Pour le XXe arrondissement en 1900, voir ADP, D11P2/185. Sur ce quartier, voir Gérard Jacquemet, *Belleville au xixe siècle, du faubourg à la ville*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1984.

128 V. Turquan, « Les progrès de la bicyclette, cyclisme et richesse », art. cité.

129 Sur le quartier de Charonne, voir Bernard Marchand, *Paris, histoire d'une ville*, Paris, Seuil, 1993, p. 127 et 198.

130 Les rôles fiscaux ne donnent la profession que de 44 contribuables. Cette source a été croisée avec les listes électorales du quartier établies pour l'année 1903 pour retrouver la profession de 91 des 209 propriétaires de vélo. ADP, D11P2/185 et 2MI19/64.

Alors que la fraude a été dénoncée comme très importante après la loi de 1893, seuls dix individus ont été verbalisés pour « non-déclaration ». La très grande majorité des redevances sont payées dès le premier passage du receveur, mais environ un quart nécessite plusieurs visites. Dans ce cas, le percepteur passe généralement deux fois, se faisant payer 3 francs à chaque fois, mais certains vélocipédistes ne peuvent régler qu'en trois ou quatre fois, pour des montants minimes qui se chiffrent à 1 ou 2 francs. Cette pratique se rapproche de l'habitude du crédit et du paiement par toutes petites sommes, très ancré dans les classes populaires. Pour une partie minoritaire des cyclistes, cette taxe, dénoncée lors de son vote comme exorbitante, reste en effet élevée et difficile à payer. Le receveur doit parfois lourdement insister pour encaisser la redevance : chez Léon Langlois, caoutchoutier de 25 ans, il passe neuf fois, et dix fois chez Auguste Drouin, un tailleur de pierre de 54 ans, sans succès.

Pour les 88 hommes retrouvés grâce aux listes électorales, on dispose également de leur âge et de leur lieu de naissance. La jeunesse de ces vélocipédistes est frappante : la moitié a moins de 32 ans et un quart a moins de 24 ans. Les statistiques de la préfecture de Police concernant les accidents de la circulation mentionnent également que 65 % des accidentés en vélocipède ont moins de 35 ans[131]. Cette nouvelle consommation s'implante *via* la jeunesse, par un classique effet de génération, d'autant que l'usage de la bicyclette nécessite l'apprentissage d'une technique corporelle, plus facile pour les jeunes.

La source utilisée ici donne peu de renseignements sur le sexe des propriétaires de vélocipède. La très grande majorité sont des hommes et seules sept femmes sont mentionnées. Deux sont désignées comme « demoiselles » et les cinq autres sont les épouses d'un autre vélocipédiste, parmi lesquelles une couturière mariée à un potier en terre, et trois femmes mariées à un ébéniste, un tourneur sur bois et un bijoutier. Même si ces notations sont très rares, elles permettent de conclure à l'existence d'une pratique populaire et féminine du cyclisme. On peut également supposer que, en dehors de ces femmes explicitement désignées comme possédant des vélos et donc assujetties à l'impôt, certaines machines peuvent être enfourchées par les épouses, les sœurs ou les filles de celui qui est redevable de la taxe. L'utilisation de la bicyclette par de jeunes ouvrières, en l'occurrence les travailleuses de la haute couture parisienne, est déjà ancrée depuis un certain temps selon Arsène Alexandre, un journaliste :

> Parfois, dans cette saison-là [l'été], et surtout le samedi soir, lorsque ateliers et magasins s'éteignent, on peut se trouver surpris par le brusque et sifflant frôlement d'une bicyclette sortant d'une grande maison et montée par une intrépide qui s'en va, ignorant les terreurs nocturnes, vers des banlieues. La bicyclette depuis

131 *Annuaire statistique de la ville de Paris*, Paris, Masson, 1905, p. 419.

une quinzaine d'années, a changé profondément la vie et les divertissements des femmes de la couture et de la mode[132].

Les rôles fiscaux du XXe arrondissement montrent une diffusion timide de la bicyclette dans les classes populaires parisiennes qui reste *in fine* un bien rare. À peine plus de 2 % de la population y a accès, ce qui laisse encore la très grande majorité des classes populaires à l'écart en 1900.

*

L'analyse des possessions des classes populaires confirme le schéma pyramidal établi par la sociologie de la consommation, de Thorstein Veblen à Pierre Bourdieu. Les modes et les goûts sont définis par les classes supérieures qui déclenchent ainsi un processus d'imitation et une descente de proche en proche de leurs pratiques vers les classes populaires. Les scellés après décès donnent d'innombrables exemples de ce processus, avec la diffusion des ombrelles, des mouchoirs, des fauteuils, des guéridons ou encore des garnitures de cheminée. Pierre Bourdieu s'est attaché à décrire ce phénomène dans la sphère des consommations culturelles, et l'étude des objets confirme la validité de ses hypothèses : ce n'est pas seulement le modèle culturel qui circule (les modes et les goûts), mais les choses mêmes. Dans le Paris du XIXe siècle, le commerce de l'occasion organise la descente des objets, du haut vers le bas de la société, au fur et à mesure de leur usage et de leur déclassement. Il n'existe finalement pas d'objets proprement populaires, à part la malle, et même les habits de travail qui ont longtemps été la marque extérieure de la classe sociale disparaissent peu à peu de l'espace public.

L'étude des scellés après décès permet également de mettre en lumière des processus de distinctions internes aux classes populaires que Pierre Bourdieu, centrant sa démonstration sur le comportement des classes supérieures, passe finalement sous silence, en unifiant l'habitus populaire, simplement défini par « la privation inéluctable des biens nécessaires[133] ». Certains individus de notre corpus correspondent en tout point à cette définition, mais des comportements plus diversifiés se manifestent également à l'intérieur des classes populaires et des lignes de démarcation se dessinent dans la possession d'accessoires vestimentaires, de petits meubles recherchés et surtout dans les efforts de décoration des intérieurs, véritable front pionnier de l'imitation des classes supérieures. Les coûteux objets techniques que sont la machine à coudre et la bicyclette viennent encore renforcer ces différences.

On ne peut cependant pas simplifier ce processus de distinction interne en le présentant uniquement comme une opposition entre ouvriers et employés, selon la proposition de Maurice Halbwachs dans *La classe ouvrière et les niveaux*

132 Arsène Alexandre, *Les reines de l'aiguille. Modistes et couturières*, Paris, Théophile Belin, 1902, p. 31.
133 Pierre Bourdieu, *La distinction*, *op. cit.*, p. 433.

de vie. La prise en compte d'autres variables comme le genre, la génération ou encore le statut matrimonial trace un portrait plus complexe de cette distinction à usage interne. Il semble alors que « ces différences s'organisent selon un certain nombre de traits, que l'on peut tenter d'ordonner en "modèle", entendu comme l'articulation dans un ensemble cohérent et intelligible de traits abstraits issus d'observations individuelles[134] ». Le premier idéal-type du consommateur populaire est caractérisé par la frugalité ou le dénuement, et rassemble plutôt des hommes, travailleurs manuels, qui accordent peu d'importance au mobilier et à leur garde-robe, dans un espace qui est aussi souvent leur lieu de travail. À l'autre extrémité du spectre, se distinguent des femmes, plutôt jeunes et toutes célibataires, entrées de plain-pied dans la consommation, qui vivent dans un intérieur décoré avec soin et dont les garde-robes sont fournies, l'imitation de la bourgeoisie étant au cœur de leurs pratiques. Ce sont elles qui se mobilisent pendant la Première Guerre mondiale, quand leur niveau de vie antérieur est trop dégradé. Enfin, on trouve dans une position intermédiaire des couples ou des individus isolés qui investissent seulement certains domaines au gré de leurs goûts ou de leurs moyens : une garde-robe très développée mais un intérieur peu soigné, ou bien une collection de bibelots et de vaisselle, voisinant avec un mobilier vétuste.

À la lumière de ces résultats, il est possible de pondérer les biais de l'échantillon. En effet, le corpus de scellés présente des intérieurs populaires du Xe arrondissement de Paris, quartier mixte socialement, et du XIVe arrondissement, qui, pour être plus populaire, ne fait pourtant pas partie des quartiers les plus déshérités de la capitale[135]. Ces choix sont dus à des contraintes de disponibilité et de qualité des sources. Mais ces biais ne remettent pas en question les résultats exposés ci-dessus : le dépouillement de scellés du XVe, du XIXe ou du XXe arrondissement, aurait probablement changé les proportions entre les idéaux-types construits en présentant plus d'intérieurs dépouillés et moins de logements soignés, mais sans remettre fondamentalement en question l'existence d'une fraction d'individus entrés dans la consommation.

Pourtant, malgré ces différenciations, ceux-ci continuent d'appartenir au même groupe : ils habitent dans des logements coûtant moins de 600 francs par an, ont des revenus modestes et occupent une position subalterne dans la division du travail. Les membres des classes populaires sont finalement réunis par leur commune fragilité économique et sociale, ce qui apparaît fortement lors de la déstabilisation que provoque la Première Guerre mondiale.

134 Anne Lhuissier, « Réforme sociale et alimentation populaire (1850-1914). Pour une sociologie des pratiques alimentaires », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 24, 2002, p. 247.
135 Préfecture de la Seine, Direction des affaires municipales, Service de la statistique municipale, *Résultats statistiques du dénombrement de 1891 pour la ville de Paris et le département de la Seine et renseignements relatifs aux dénombrements antérieurs*, Paris, Masson, 1893, p. CI-CIII.

34

résistance, ce qui montre à quel point la question de la valeur ne peut être posée que dans un contexte précis, c'est-à-dire saisie avec les rapports sociaux qui la déterminent Parmi les acquisitions alternatives possibles, le vol montre l'attrait de la gratuité, tandis que le marché de l'occasion permet de saisir la lente perte de valeur d'échange des biens au fur et à mesure de leur circulation.

Les différentes configurations de la perte des biens – la saisie, l'usure, le recyclage – font apparaître leur valeur comme le résultat d'un rapport de force, rarement favorable aux membres des classes populaires. La vente aux enchères en est la manifestation la plus éclatante, puisque les saisis y sont privés de toute marge de manœuvre et assistent impuissants à la dévaluation de leur patrimoine. La valeur est également le fruit de diverses interventions sur les biens, que les plus démunis peuvent librement exercer : l'entretien, la réparation, le raccommodage sont des pratiques populaires destinées à prolonger la valeur d'usage.

Les pratiques de résistance ou de contournement sont bien présentes dans les classes populaires. Dans leur présentation et leur analyse est posée de manière aiguë la question des sources. Sans être tout à fait une aporie, ce travail confronte le chercheur à des informations extrêmement fragmentaires et issues d'un regard surplombant. Plus encore que les individus, les objets des classes populaires sont regardés avec distance et souvent avec mépris par les auteurs de ces observations. Cette situation invite à la modestie des conclusions, mais il est tout de même essentiel d'exhumer ces formes dégradées ou marginales de consommation. Elles font partie du kaléidoscope des consommations populaires parisiennes, depuis celles attirées vers le haut de la société bourgeoise jusqu'à celles reléguées dans le lumpenprolétariat, tirant malgré tout parti de l'immense réservoir de transformations possibles proposées par l'espace parisien pour en récupérer des reliefs. Cela marque aussi la multiplicité des césures internes aux classes populaires et des menaces, permanentes, de glissement vers le haut ou le bas de l'échelle des consommations.

Conclusion

Le 11 septembre 1895, le juge de paix du XIVe arrondissement est appelé pour poser les scellés dans une chambre, située au cinquième étage d'un immeuble, rue de l'Ouest[1]. La locataire, Marie Desprès, une couturière, est décédée à l'âge de 28 ans et laisse derrière elle un logement meublé d'un lit, de deux tables – l'une en noyer, l'autre en bois blanc – de quatre chaises et d'un buffet-étagère. La pièce est peu décorée, mis à part un tapis, deux rideaux et un miroir. En revanche, une malle contient une garde-robe abondante, pas moins de dix-sept jupons et treize corsages, ainsi que des vêtements et des accessoires recherchés : deux jaquettes, un mantelet, un chapeau ou encore un parapluie. L'occupante appartenait, en effet, à la fraction supérieure des classes populaires : elle est née dans le Nord, puis, à l'âge de 18 ans, s'est mariée à Paris en 1885 avec Victor Douay, un employé de douze ans son aîné, originaire du même département. Au moment du mariage, son père est gardien de la paix à Paris, un statut envié de petit fonctionnaire municipal qui est un gage d'honorabilité populaire. Sa garde-robe, tout comme la possession d'une machine à coudre, atteste une aisance passée. Un livret de Caisse d'épargne sur lequel ne subsiste qu'1,45 franc indique même une ancienne volonté d'économiser, et le juge signale dix ouvrages classiques, témoins d'un petit bagage culturel. Mais la locataire en voie d'ascension sociale, ou du moins de stabilisation, a été fragilisée par la mort de son mari, le 8 février : elle a confié sa fille de 7 ans à son propre père et a tenté de gagner sa vie comme couturière. Les difficultés financières s'accumulant, elle a dû gager tous ses bijoux en or au Mont-de-piété du quartier au mois d'avril[2], probablement pour payer le terme du loyer. Lorsqu'elle meurt, le 5 septembre, aucun membre de sa famille n'est présent : la concierge avance les frais de l'enterrement et le juge de paix, n'arrivant pas à retrouver le père de la défunte, confie la succession à un administrateur judiciaire qui vend toutes les possessions aux enchères.

Cet exemple est particulièrement représentatif du développement d'une consommation de masse, retraduite par le prisme d'une culture de classe. Les classes populaires accèdent à de nouveaux biens et la base sociale de la

1 ADP, D14U1/33, dossier Desprès ; V4E 7173, acte de mariage avec Victor Douay, 26 juin 1884 ; V4E 9665, acte de décès, 5 septembre 1895.

2 Elle gage « une chaîne, un bout de chaîne, un médaillon en or trente et un grammes et deux bracelets » contre 60 francs le 2 avril 1895, « une chaîne de gilet en or et un médaillon or » contre 55 francs le 19 avril et « une montre en or » contre 20 francs, le 30 avril.

consommation s'élargit, comme le prouve l'inventaire après décès de Marie Desprès, dont on peut raisonnablement supposer qu'elle a acheté une bonne partie de ses objets à crédit, chez Dufayel ou l'un de ses concurrents. Cette nouveauté s'intègre pourtant à une culture matérielle de classe qui encadre les usages et la représentation des objets : lorsque la couturière est en difficulté, elle se tourne naturellement vers le Mont-de-piété, l'institution traditionnelle de crédit, en place depuis l'Ancien Régime. Elle y gage ses bijoux, qui sont une forme d'épargne solidifiée. La dette contractée envers la concierge montre le maintien des solidarités de voisinage, que l'on pourrait appeler « traditionnelles ». Cet exemple montre finalement bien la tension entre l'élargissement de l'accès aux biens – la consommation de masse – et le maintien de savoirs pratiques issus de la nécessité, caractéristiques d'une consommation de classe. Ces deux modèles coexistent dans la capitale, non seulement spatialement, mais aussi au sein des classes populaires, et même au cours d'une seule trajectoire biographique. Ce groupe social est d'abord défini par sa fragilité intrinsèque et par le fait que la stabilisation économique ou sociale reste toujours précaire en fonction des aléas de la vie (mort, chômage, maladie). La consommation peut donc être alternativement, et pour le même individu ou le même ménage, une jouissance hédoniste, un instrument d'ascension sociale et une solidification de l'épargne.

Des années 1880 aux années 1920, une fraction importante des classes populaires parisiennes accède à des biens nouveaux, grâce à l'augmentation générale des salaires des travailleurs. Le dépouillement des scellés après décès établit empiriquement cet élargissement. Outre le nécessaire – se loger et se nourrir –, les ouvriers, les employés et les petits fonctionnaires achètent en priorité des vêtements et du mobilier, les plus fortunés se procurant même une machine à coudre ou une bicyclette. L'augmentation de cette demande populaire est accompagnée et soutenue par l'industrialisation : la confection met à leur disposition des habits bon marché et l'industrie du meuble du faubourg Saint-Antoine, organisée de façon pré-tayloriste, diminue le coût du mobilier. Des domaines entiers qui relevaient encore largement des solidarités traditionnelles au premier XIXe siècle basculent également dans la marchandisation, comme l'attestent la consommation de produits pharmaceutiques et de cosmétiques, les assurances ou encore l'essor du marché funéraire. L'inventaire des garde-robes et des intérieurs prouve, par ailleurs, que cette consommation correspond au modèle pyramidal, établi par la sociologie, de descente des modes et des goûts depuis les classes supérieures jusqu'aux classes populaires, dans une éternelle course-poursuite entre imitation et distinction. Des distinctions internes aux classes populaires apparaissent, en fonction non seulement de la profession, mais aussi du sexe, de l'âge et du statut matrimonial des acheteurs. Ces disparités dessinent trois idéaux-types, des hommes travailleurs manuels et plutôt âgés, qui vivent dans des intérieurs dépouillés, jusqu'aux jeunes femmes célibataires et salariées, qui entrent de plain-pied dans la consommation en imitant de leur mieux la bourgeoisie.

La Première Guerre mondiale déstabilise profondément ce nouveau modèle de consommation dans la capitale, car la pénurie et l'inflation ramènent les classes populaires parisiennes à des préoccupations de ravitaillement quotidien qui avaient globalement disparu. Les mobilisations et les grèves qui agitent la ville pendant le conflit, notamment celle des midinettes, peuvent être interprétées comme la réaction de ces nouvelles consommatrices à une situation de privation qu'elles n'entendent pas accepter. La hausse des prix a pourtant des effets invisibles mais positifs : elle efface les dettes et permet le démarrage d'un nouveau cycle d'accès à la consommation, auquel la crise économique des années 1930 met brutalement fin.

L'accès des classes populaires parisiennes à des biens nouveaux, alors que ce groupe social est caractérisé par l'étroitesse des ressources économiques et de l'épargne, est dû aux médiations tant financières – la vente à l'abonnement – que culturelles – la réclame – qui se développent dans la capitale à partir des années 1880. Ces nouveaux dispositifs œuvrent de concert pour susciter et rendre solvable la consommation populaire. Le crédit à la consommation est un secteur commercial en expansion, organisé de manière pyramidale et dominé par les Grands Magasins Dufayel. La vente à l'abonnement tire son efficacité de l'imitation des pratiques du petit commerce, pratiques qu'elle réorganise cependant pour créer une distance entre créditeur et débiteur, et rompre ainsi le lien de dépendance réciproque qu'instaure normalement la dette. Cette reconfiguration de l'ordre social de la dette dans la capitale permet un changement d'échelle dans le spectre du crédit. L'État tente d'intervenir pour limiter l'expansion de l'endettement perçu comme néfaste pour les classes populaires, mais la loi sur la saisie-arrêt des salaires ne réussit qu'à garantir davantage le crédit, tout en confiant sa gestion à la justice de paix, qui devient dès lors un acteur central de l'endettement populaire. Les maisons de vente à l'abonnement sont également pionnières dans la mise en place de dispositifs d'incitation à l'achat adaptés aux classes populaires : les bâtiments somptueux, imitant les cathédrales de la consommation, que sont les magasins bourgeois du centre-ville, des horaires adaptés aux emplois du temps de leur clientèle ou encore le développement de l'affichage sur les murs des quartiers populaires pour vanter leurs produits et leurs opérations promotionnelles.

À côté de ce nouveau modèle commercial mêlant crédit moderne et réclame, le Mont-de-piété de Paris apparaît comme une institution traditionnelle en déclin, héritière d'une époque qui nouait différemment le rapport entre crédit et question sociale. Cette institution de bienfaisance connaît une baisse continue de son activité à partir des années 1880, faute de prise en compte des transformations de la consommation populaire : elle persiste, en effet, à voir dans ses clients des nécessiteux dont elle doit soulager la misère, ce qui l'empêche de s'adapter aux nouveaux besoins de ses usagers. Pourtant, malgré la diminution globale du nombre d'engagements, le Mont-de-piété de Paris est fréquenté par plus de

4 000 personnes par jour à la veille de la Première Guerre mondiale. Ce constat révèle l'existence de procédés alternatifs d'échange, d'acquisition et d'évaluation des objets qui dévoilent leur rôle de réserve et de solidification de l'épargne pour les ménages modestes. Hors du système de l'achat de marchandises neuves à prix fixe, subsiste dans la capitale, pendant toute la période étudiée, une autre culture matérielle. Comme l'écrit Richard Hoggart, « il ne faut jamais oublier que ces influences [de la modernité] n'ont qu'une action fort lente sur la transformation des attitudes et qu'elles sont souvent neutralisées par des formes plus anciennes[3] ». Persistent ainsi des formes d'acquisition alternatives des objets, comme le vol ou le marché de l'occasion. Les brocanteurs et leurs clients ne s'inscrivent pas dans le cadre classique de l'échange tel que le définit Adam Smith : les chineurs pratiquent la « revision », un système d'achat collectif, tandis que le marchandage – et non le prix fixe – est la règle de l'achat dans leur boutique. Enfin, le rapport aux objets dans les classes populaires est caractérisé par la volonté de « faire de l'usage », qui se traduit par la réparation, l'entretien et l'utilisation intensive des choses. Cette conception est fortement liée à la conscience persistante de la fragilité économique et sociale du groupe. Ces savoirs pratiques issus de la pauvreté sont, par exemple, réactivés pendant la Première Guerre mondiale.

Lorsqu'on élargit la focale de l'étude et que l'on dépasse l'analyse de l'acte d'achat, on voit que le monde « moderne », dans lequel la diffusion de nouveaux biens *via* le crédit est acquise, coexiste avec des pratiques qu'on retrouve sous l'Ancien Régime[4] et avec des modes alternatifs d'acquisition des biens. Si ces questions viennent de l'anthropologie, il ne s'agit pourtant pas de pratiques a-historiques : elles sont au contraire profondément articulées aux transformations de l'économie commerciale parisienne. C'est bien parce que l'élargissement de la consommation a fait naître de nouveaux désirs dans l'ensemble des classes populaires que celles-ci ont recours au marché dégradé de l'occasion ou à la pratique illégale du vol. La Belle Époque est le moment où s'affirme la disjonction entre le vieux et l'ancien, c'est-à-dire entre les objets datant d'avant la révolution industrielle, que le temps ennoblit, et ceux, produits en série, que l'usage dégrade. Les deux marchés qui prennent forme, l'antiquité et l'occasion, sont destinés à des clientèles socialement différenciées : la bourgeoisie se distingue des classes populaires en abandonnant ce marché déclassé de la seconde main auquel elle avait largement recours pendant tout le premier XIXe siècle[5]. Ce nouveau rapport à la culture matérielle provoque un changement d'attitude par rapport aux débris et aux ordures. Jusque dans les années 1880, les villes vivent en symbiose avec

3 Richard Hoggart, *La culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970 [1957], p. 379.

4 Daniel Roche, *Le peuple de Paris, essai sur la culture populaire au XVIIIe siècle*, Paris, Fayard, 1998 [1981].

5 Manuel Charpy, « Formes et échelles du commerce d'occasion à Paris. L'exemple du vêtement à Paris », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 24, 2002, p. 125-150.

la campagne et l'industrie, débouchés commerciaux qui absorbent les *excreta* urbains. Des années 1880 aux années 1920 s'ouvre une période de transition, celle de l'émergence des « déchets » urbains, des matières inutiles désormais sans valeur d'échange. Cette mutation entraîne la disparition progressive des chiffonniers, profession dont la spécialité était justement de trier les ordures pour les revendre. Plus largement, c'est le mode de rapport aux objets des classes populaires, qu'incarnent les biffins par leur récupération, qui devient intolérable dans une société marquée par les théories pastoriennes qui font de l'ordure un facteur de contagion.

À la Belle Époque et dans les années 1920, une partie des ressorts de la consommation de masse est en place, mais les nouveaux biens achetés grâce à la publicité et au crédit se retrouvent intégrés dans une culture de l'usage et de l'usure propre aux classes populaires. Celle-ci repose sur des savoirs pratiques liés à la pauvreté, sur la mémoire de la nécessité économique et sur la conscience de la fragilité sociale. Paris est encore un lieu de production massif et, dans les quartiers populaires, une majorité de la population est occupée quotidiennement à produire ces biens : les savoir-faire qu'exige la réparation sont donc collectivement disponibles. Dans la ville, comme dans les classes populaires, coexistent deux modes de rapport aux objets qui sont profondément articulés, comme le prouve un ensemble d'attitudes traditionnelles réappropriées très rapidement pendant la Première Guerre Mondiale. Pourtant, la marginalisation de ces pratiques est en marche, ce que reflète leur relégation dans des espaces de plus en plus périphériques de la capitale : les brocanteurs et les chiffonniers sont exilés en proche banlieue ou dans des espaces interstitiels. Le départ de l'industrie en banlieue provoque en outre une perte du lien avec le monde de la fabrication. Les objets sont de plus en plus désincarnés et les savoir-faire qui permettent de les réparer sont moins disponibles collectivement. Les classes populaires parisiennes sont prêtes à basculer dans un autre rapport aux biens, fondé sur la culture du renouvellement et l'habitude de jeter les biens, plutôt que de les user, sur le modèle des classes supérieures.

Ce parcours dans la consommation des classes populaires parisiennes a fait naître trois nouvelles pistes d'interprétation. La première porte sur la ligne de partage entre luxe et nécessité, dichotomie morale omniprésente dans le discours des observateurs sociaux de l'époque et qui continue d'imprégner les conceptions actuelles de la consommation populaire. Les achats des classes populaires sont tolérés tant qu'ils correspondent à la conception que les élites se font de la « nécessité », à savoir la satisfaction des besoins vitaux : se nourrir, se loger et se vêtir. Toute consommation sortant de ce schéma est immédiatement fustigée comme un « goût du luxe » néfaste et, à terme, destructeur, car il amène dans son sillage la litanie des maux populaires, prostitution et alcoolisme en tête. Ce partage semble avant tout reposer sur des préjugés de classe et il résiste difficilement à l'épreuve du réel. Lorsque les employés du Mont-de-piété doivent remettre gratuitement

les objets « nécessaires » à leurs propriétaires, ils se retrouvent confrontés à l'argumentaire des engagistes leur expliquant, par exemple, à quel point la possession d'un costume du dimanche est essentielle pour participer à la vie sociale des classes populaires. Lorsque, dans la capitale en guerre, le pouvoir politique cherche à assurer la nécessité et à taxer le luxe, il est mis face à la même difficulté de classer les objets dans l'une ou l'autre de ces catégories, car il n'est pas facile de fixer juridiquement ce qui n'était jusque-là qu'une distinction morale arbitraire. On peut, pour mieux comprendre ce débat, le relier aux théories de Karl Marx : la « nécessité » est finalement ce qui assure aux employeurs la « reproduction de la force travail » et la dénonciation répétée du goût du luxe des ouvriers peut aussi se lire comme une résistance des patrons face à l'augmentation des salaires. Abandonner le partage entre luxe et nécessité revient à légitimer la demande des travailleurs de gagner davantage pour disposer d'un plus fort pouvoir d'achat. Après la Première Guerre mondiale, des voix isolées commencent à développer ces arguments. C'est le cas de Hyacinthe Dubreuil, ouvrier mécanicien et militant à la CGT, qui écrit en 1924 dans *L'Information ouvrière et sociale* :

> On a tort à mon sens de rabaisser la discussion en cours [sur la vie chère] à la démonstration d'une misère à laquelle on donne des couleurs un peu tendancieuses, au lieu de soutenir hardiment le droit pour tous ceux qui collaborent à la production de parvenir à une vie plus large et plus aisée. Pourquoi mettre tant d'orientation à exagérer la gêne du foyer ouvrier, au lieu de reprendre simplement la voie des revendications idéalistes qui ont toujours assuré le succès des efforts du passé[6].

L'analyse a également fait apparaître l'inadéquation d'un certain nombre de dichotomies, dès lors qu'on s'intéresse aux modes de vie populaires. La ligne de partage entre épargne et crédit, par exemple, qui paraît claire et fixe *a priori*, se brouille à l'analyse de la vente à tempérament. Le passage de l'abonneur constitue finalement une épargne forcée, beaucoup plus adaptée au quotidien des classes populaires que le dépôt d'espèces sur un livret de Caisse d'épargne. La frontière entre les pratiques légales et celles hors la loi est parfois très floue, que l'on songe à la vente à réméré des marchands de reconnaissance ou à la circulation d'objets parfois tardivement qualifiée de vol par les protagonistes. La notion de propriété est également remise en cause par des procédés comme la vente à tempérament et le prêt sur gage qui distinguent clairement la nue-propriété et l'usufruit. Dans la vente à tempérament, les acheteurs ont la jouissance immédiate de l'objet, mais ne le possèdent pleinement que lorsque le crédit est entièrement remboursé. En outre, les meubles du logement constituent la garantie du propriétaire et ils sont donc eux aussi gagés par principe. Le prêt sur gage pratiqué par le Mont-de-piété présente le double inversé de cette situation : les engagistes restent légalement

6 Hyacinthe Dubreuil, « De la soupière à la cuisine », *L'Information ouvrière et sociale*, 3 janvier 1924, p. 5.

propriétaire de l'objet après l'avoir gagé, mais ils n'en ont plus l'usage, c'est-à-dire la jouissance. Tous ces biens ont donc des statuts intermédiaires et on pourrait parler à leur propos d'appropriation incomplète ou de consommation transitoire : ce qui importe, c'est de jouir de l'objet, sa possession est secondaire. Enfin, les pratiques d'entretien et de réparation des objets montrent que la frontière est ténue entre la production et la consommation, particulièrement pour des travailleurs manuels qui peuvent utiliser, dans la sphère privée, les savoir-faire de leur métier.

La dernière problématique apparue chemin faisant est celle, centrale, de la valeur des biens des classes populaires. Loin d'être transparente et prévisible, celle-ci est le résultat d'un rapport de force, dont les membres de ce groupe social, démunis en termes de capital social et de capital symbolique, sortent rarement vainqueurs. L'estimation des gages par les commissaires-priseurs du Mont-de-piété est la manifestation la plus nette de cette domination : ces officiers assermentés dévaluent systématiquement les objets qui leur sont présentés, laissant comme seul recours aux usagers populaires de faire appel aux services, très chèrement payés, d'un marchand de reconnaissances. La vente à l'encan après une saisie judiciaire est un autre exemple de la violence de la domination sociale et économique : les biens des locataires sont vendus à un prix dérisoire et le fruit de la vente est généralement trop bas pour rembourser le propriétaire, absorbé qu'il est par les frais judiciaires. Enfin, les archives donnent ponctuellement accès à une tout autre valeur, qui n'est pas quantifiable : la valeur affective des objets pour leurs propriétaires. Les listes des gages anciens du Mont-de-piété témoignent furtivement du rôle de relique que jouent certains objets, venant incarner le lien aux morts ou à un passé heureux dont on ne veut pas se dessaisir.

Tentons pour finir de répondre de manière synthétique à la question liminaire, à savoir : qu'est-ce que la consommation fait à la classe ? Malgré la diffusion massive de biens nouveaux, la consommation reste un marqueur de l'identité sociale des classes populaires, pour ses membres comme pour les observateurs extérieurs. Cette appartenance sociale se manifeste à la fois dans les objets achetés (leur qualité, leur mode de fabrication, leur état d'usure), dans les lieux fréquentés (les grands magasins populaires, les bureaux auxiliaires du Mont-de-piété, les boutiques des marchands de reconnaissances, le marché aux puces de Saint-Ouen) et dans les types de transaction économique engagés (la vente à tempérament, la saisie, le marchandage). La loi sur la saisie-arrêt du 12 janvier 1895, sur le crédit à la consommation, en s'appliquant aux ouvriers sans limitation de salaire et aux employés ainsi qu'aux fonctionnaires percevant un traitement annuel inférieur à 2 000 francs, montre bien comment une pratique économique vient définir le groupe social aux yeux des députés qui votent ce texte. Le montant du loyer est également apparu comme un élément essentiel du classement social : être locataire et payer un loyer annuel de moins de 600 francs, exonéré d'impôts, marque l'appartenance aux classes populaires. L'adresse du domicile enfin est un

signe, car « le quartier d'habitation est, dans le Paris de cette époque, un cadre de classement social relativement rigoureux des classes et des fractions de classes[7] ».

La consommation est également, en sens inverse, une force centripète qui tend à diviser la classe sociale : les différentes fractions des classes populaires empruntent des chemins divergents, et la distinction interne est très forte entre ceux qui tentent d'accéder, *via* le crédit et en suivant les exemples donnés par la publicité, à des modes de vie bourgeois et ceux qui s'en retrouvent durablement exclus, faute de moyens économiques. Les indices sont minces pour essayer de peser le poids relatif de chacun des groupes. On peut néanmoins relever, en premier lieu, qu'en 1911 les classes populaires de la capitale sont composées aux trois quarts d'ouvriers et pour un quart d'employés[8]. La répartition par montant du loyer des logements loués moins de 600 francs dans la capitale en 1909 montre une ventilation progressive : 57 % des locataires paient entre 1 et 299 francs pour leur logement et 43 % paient entre 300 et 599 francs[9]. Difficile de conclure à partir d'indications aussi ténues, mais on n'observe pas de disproportion flagrante entre les deux fractions des classes populaires. Dans une pesée très globale, on peut considérer que la fraction supérieure des classes populaires représente à peu près 40 % des effectifs. Elle comprend ceux qui peuvent payer un loyer élevé pour un appartement probablement soigné et englobe la majorité des 26 % d'employés. Les 60 % restant rassemblent ceux qui ne peuvent dépasser les 300 francs de loyer annuel et notamment les 200 000 locataires en garnis de la capitale. Le déséquilibre ne serait donc pas majeur entre les deux groupes, ce qui explique la persistance des deux modèles de rapport aux objets et à leurs usages dans la capitale, des années 1880 aux années 1920. L'exil des plus fragiles économiquement hors des limites des vingt arrondissements a toutefois commencé et ce mouvement accélère avec les expulsions dues à la fin du moratoire sur les loyers en 1920 et 1921. La division interne à la classe sociale se reflète alors dans l'espace : ceux qui ont les moyens de rester dans la capitale intra-muros bénéficient de la circulation des modes et des goûts. Les départs en banlieue recréent, au contraire, des quartiers fortement populaires, sous-équipés en commerces modernes et coupés de la consommation interclassiste de la capitale[10] par le

7 Christophe Charle, « Situation spatiale et position sociale. Essai de géographie sociale du champ littéraire à la fin du XIXe siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 13, 1977, p. 48.

8 Lenard R. Berlanstein, *The Working People of Paris (1871-1914)*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1984, p. 7-8.

9 Calcul effectué sur la base des 770 383 logements dont le loyer est inférieur à 600 francs, seuil qui marque la location populaire. En 1909 à Paris : 17 314 locataires (2,24 %) paient moins de 99 francs par an, 188 170 (24,42 %) paient entre 100 et 199 francs, 231 078 (29,99 %) paient entre 200 et 299 francs, 161 954 (21,02 %) entre 300 et 399 francs, 137 050 (17,78 %) entre 400 et 499 francs et 34 817 (4,5 %) paient entre 500 et 599 francs. Chiffres tirés de l'*Annuaire statistique de la ville de Paris*, Paris, Masson, 1909, p. 221.

10 Catherine Omnès, *Ouvrières parisiennes. Marché du travail et trajectoires professionnelles*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1997.

manque de transports commodes, le métro s'arrêtant aux portes de la ville et les lignes de train étant peu développées[11].

Néanmoins, cet exil est également le signe, à partir des années 1920, de l'attirance pour une nouvelle forme de consommation, qui devient dominante dans les années 1950 : l'accession à la propriété immobilière. L'achat d'un logement déplace les questions, en recomposant la notion de besoin et en changeant les dépenses prioritaires pour une partie des classes populaires[12]. L'inflation qui existe en France du milieu des années 1950 aux années 1970 soutient le crédit consenti aux fractions supérieures des classes populaires. Là encore, à l'échelle nationale, cohabitent plusieurs modèles, et la disparité territoriale est grande dès lors que l'on sort des grands centres urbains. Le pays minier du nord de la France dans les années 1960 démontre la persistance de conceptions et d'institutions héritées du XIXe siècle plutôt que participant pleinement des Trente Glorieuses[13].

La deuxième évolution de taille pour les travailleurs modestes du second XXe siècle est le développement de l'État-providence qui a fortement amélioré leur niveau de vie, car « les pauvres de la fin du XXe siècle ont la particularité de recevoir des aides financières régulières, qui les mettent à l'abri de la pauvreté absolue[14] ». Pourtant, les questions posées par l'usage de ces ressources restent étonnamment pérennes, depuis les interrogations de la bienfaisance jusqu'à celle des services sociaux contemporains : « Comment cependant conjuguer l'assistance avec la consommation ? L'assistance implique un usage parcimonieux du don social et des devoirs de modestie de la part du récipiendaire, tandis que la consommation incite à satisfaire des désirs qui ne se justifient pas toujours en termes de nécessité absolue[15]. » La consommation populaire est encore et toujours scrutée et mise sous tutelle au nom de l'intérêt supposé des plus fragiles[16]. D'autre part, elle est absolument nécessaire dans un modèle économique fondé sur la croissance qui a besoin d'un élargissement perpétuel de la base sociale de la consommation. Dans ce modèle paradoxal, les classes populaires ont toujours tort, car telles le tonneau des Danaïdes, elles épuisent l'État social, sans consommer assez pour relancer l'économie. Hyacinthe Dubreuil pointe en

11 Dominique Larroque, Michel Margairaz, Pierre Zembri (dir.), *Paris et ses transports, XIXe-XXe siècles. Deux siècles de décisions pour la ville et sa région*, Paris, Éditions Recherches/Association pour l'histoire des chemins de fer en France, 2002.

12 Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990 ; Anne Lambert, *« Tous propriétaires ! ». L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil, 2015.

13 Marion Fontaine, « Le paternalisme est-il soluble dans la consommation ? L'encadrement des mineurs consommateurs en question », *Histoire, économie & société*, 32/3, 2013, p. 75-86.

14 Jeanne Lazarus, « Les pauvres et la consommation », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 91, juillet-septembre 2006, p. 146.

15 *Ibid.*

16 Ana Perrin-Heredia, *Logiques économiques et comptes domestiques en milieux populaires. Ethnographie économique d'une « zone urbaine sensible »*, thèse dirigée par Gilles Rasselet et Florence Weber, université de Reims Champagne-Ardennes, 2010.

1924 le paradoxe de prôner l'ascétisme des plus pauvres dans une société qui encourage de toute part la dépense et la jouissance :

> Plus que jamais en effet [l'ouvrier] se refuse à contempler sans y prendre part les jouissances de la civilisation. Plus que jamais il comprend qu'il n'y a point de raison pour que ces jouissances soient réservées à telle catégorie de citoyens plutôt qu'à telle autre... il veut conquérir sa part coûte que coûte [...]. Je sais bien qu'on nous répondra, comme il est de tradition, que les travailleurs ont tort d'avoir des prétentions semblables, qu'une existence modeste procure plus de bonheur, etc., etc. Que nos élégants contradicteurs quittent d'abord leurs bottines vernies et leur pardessus cossu pour venir s'asseoir au foyer ouvrier. Nous en discuterons ensuite; et ils comprendront peut-être alors pourquoi le travailleur assisterait plutôt à l'écroulement d'une fausse civilisation qui exige son humiliation constante, qu'à se rendre à leurs fallacieuses observations[17].

Cet appel à comprendre les motifs de la consommation populaire, plutôt qu'à la juger à partir de conceptions qui lui sont étrangères, résume le parti pris de ce livre, qui a cherché à restituer le sens que les membres des classes populaires donnent à leurs actes, et les marges de manœuvre que ces hommes et ces femmes continuent opiniâtrement à se ménager à l'intérieur d'un système de contraintes, pour échapper à la domination.

17 Hyacinthe Dubreuil, « De la soupière à la cuisine », art. cité, p. 5.

Sources

Archives manuscrites

Archives départementales de Paris (ADP)

Archives de la justice de paix

L'activité du juge de paix se divise en deux branches : les actes de juridictions gracieuses qui n'ont pas pour origine un contentieux (scellés, conseils de famille, actes de notoriété) et la conciliation pour des contentieux légers (dettes de montant modeste, bris de vitres, insultes). Cette justice de proximité a comme circonscription l'arrondissement ; l'état de conservation et le classement des documents sont très disparates d'un quartier à l'autre. Les archives sont ici présentées par type d'acte, sachant que toute recherche dans les inventaires part de l'arrondissement.

Procès-verbaux de scellés (après décès, après divorce)

Les scellés sont tantôt triés à part, tantôt mélangés au reste des actes de juridiction gracieuse. Nous avons consulté 132 dossiers de scellés dans les cartons D5U1/140-142 (X^e^ arrondissement en 1895-1896), D14U1/33 (XIVe arrondissement en 1895).

Jugements en conciliation

Le juge de paix tient plusieurs fois par semaine une audience en conciliation qui peut uniquement condamner à des amendes. Les archives conservent les « plumitifs d'audience » aussi appelés « minutes des jugements », c'est-à-dire les notes prises pendant l'audience par le greffier qui donnent un résumé de l'affaire, des protagonistes et de la décision du juge. Pour certaines années ont été conservées les « citations à comparaître », c'est-à-dire les sommations apportées par l'huissier au domicile des défendeurs pour les prévenir de l'affaire et de l'audience à venir. Enfin, dans certains arrondissements ont également été conservées les « dossiers d'audiences » (ou « pièces de procédure ») qui contiennent des documents très variés sur les affaires jugées : notes de plaidoiries, certificats médicaux, factures, bons de crédit, lettres de défendeurs ou de témoins absents, demande d'assistance judiciaire, etc. Ces sources nous ont permis de reconstituer environ 200 affaires de dettes dans le XVe arrondissement :

- citations à comparaître : D15U1/179 (1893) et 196 (1903)
- minutes des jugements : D15U1/16 et 17 (1893) et D15U1/33 (1913)
- dossiers d'audience : D15U1/207 (1908) et 215 (1913-1914)

Texte du compte rendu publié par Pierre Karila-Cohen dans *Le Monde* le 30 septembre 2201.

Au cœur du XIXe siècle, et pendant des décennies, Frédéric Le Play (1806-1882) et ses élèves se sont invités dans les foyers de dizaines de familles ouvrières afin d'y observer la manière dont celles-ci vivaient, travaillaient, mangeaient, se distrayaient, mais aussi pour établir l'inventaire de ce qu'elles possédaient. Ce fondateur d'une forme de sociologie empirique ouvrait littéralement armoires et buffets pour compter les chemises, les assiettes et les petites cuillères du foyer observé. Les informations qu'en a tiré l'histoire sociale à partir des années 1960 sont d'une richesse incomparable. Les enquêtes leplaysiennes étaient toutefois teintées du moralisme de ce catholique conservateur et de ses disciples de la Belle Époque. Les modes de consommation populaire étaient ainsi régulièrement évalués selon un paradigme opposant le nécessaire et le superflu. Se débarrasser de ces présupposés moraux n'est sans doute pas le plus difficile pour une historienne écrivant en 2021, mais atteindre à distance une finesse d'observation comparable, en pénétrant dans les foyers populaires de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle par le biais indirect des archives, l'est assurément. C'est là le pari gagné d'Anaïs Albert dans une thèse devenue livre, *La Vie à crédit. La consommation des classes populaires à Paris (années 1880-1920)*.

La parution de cet ouvrage important se situe à la croisée de plusieurs mouvements historiographiques dont il faut dire un mot pour éclairer les enjeux et le contenu du livre. Le plus significatif est le retour en grâce depuis une bonne dizaine d'années d'une histoire sociale des mondes ouvriers, étendue ici aux réalités plus larges des classes populaires. À son apogée dans les années 1960 et 1970, l'histoire ouvrière avait quitté le devant de la scène à partir des années 1980, quand s'affirma l'histoire culturelle. Depuis les années 2000 et 2010, toutefois, une nouvelle génération d'historiens et d'historiennes – François Jarrige, Marion Fontaine, Xavier Vigna, pour ne citer qu'eux – ont de nouveau emprunté ces terrains historiographiques, aujourd'hui au programme des concours d'enseignement et des Rendez-Vous d'Histoire de Blois. En même temps qu'elle s'inscrit dans ce renouveau, la parution du livre d'Anaïs Albert signale aussi la consolidation en France d'un champ de recherche plus récent de ce côté-ci tant de l'Atlantique que de la Manche, l'histoire de la consommation, voire celle des objets, qui constituent justement l'une et l'autre des modalités de renouvellement de l'histoire sociale. Partie à la quête de la « vie sociale des objets » (Arjun Appadurai), l'auteure dessine celle des

travailleurs, employés, petits fonctionnaires – hommes et femmes – de la capitale au tournant des XIXe et XXe siècles.

Le propos général du livre consiste à établir l'entrée des classes populaires parisiennes dans une société de consommation en cours d'émergence. Grâce à une augmentation globale de leurs revenus, celles-ci achètent davantage de biens de toutes sortes, vantés par la publicité et rendus plus accessibles par le crédit. Ces objets circulent aussi d'autres manières, lorsqu'ils servent de gages au Mont-de-Piété ou font l'objet de vols. Pour suivre ces circulations – achats, possessions, prêts, gages, vols, reventes – Anaïs Albert fait preuve d'une inventivité documentaire remarquable qui constituent l'une des qualités majeures de son livre. Elle n'hésite pas à dépouiller en série des sources *a priori* austères, rôles fiscaux, archives des commissaires-priseurs ou encore scellés après décès. L'échantillon de l'auteure – 106 dossiers qui concernent les Xe et XIVe arrondissements de Paris – regroupe ainsi au moins 16 000 objets. Dès lors, la poussière des archives se mue en tabliers, jupes, corsages, ombrelles et peignoirs. Les logements aussi ressortent de l'ombre grâce aux descriptions précises des juges et au travail minutieux de l'historienne. On entre dans les meublés, les chambres de domestiques et les loges des concierges – des figures très présentes dans le livre – et on touche du doigt les réalités les plus concrètes de la vie dans ces appartements la plupart du temps exigus : meubles, moyens de chauffage mais aussi rapports tendus avec les propriétaires, poids des dettes accumulées, visites des médecins, dont les soins sont restés impayés. Des typologies sont possibles au sein de ces classes populaires dans le rapport au logement et aux objets, et des parcours de vie peuvent se lire au travers d'austères inventaires. Ainsi en est-il de la couturière Marie Desprès, décédée en 1895 dans le XIVe arrondissement de Paris à l'âge de 28 ans, qui a connu pendant quelques années une relative aisance dont témoignent son abondante garde-robe et sa machine à coudre, une aisance bientôt brisée par la mort de son mari : lors, d'autres traces témoignent de sa chute, notamment la mise en gage de tous ses bijoux.

Certains chapitres de ce riche ouvrage, parfois ardu, sont particulièrement intéressants, par exemple celui qui concerne les établissements fondés par Georges Dufayel, « l'empereur du crédit ». À la fois grand magasin et organisme de vente à crédit, le « Palais de la Nouveauté » occupait une portion importante du boulevard Barbès et employait plus de 3 000 personnes. En 1911, il attira six cents mille habitants de Paris et de sa proche banlieue. À la pointe de mécanismes de prêts à la consommation qu'ils diffusèrent très largement, les établissements Dufayel ont inventé une véritable bureaucratie du crédit. Les acheteurs-emprunteurs recevaient un carnet de crédit sur lequel figuraient leurs dettes et leurs remboursements. Des employés en uniforme de Dufayel – receveurs ou « abonneurs » – accomplissaient des tournées auprès des

débiteurs pour obtenir le paiement des arriérés. Leur silhouette devint si familière dans les rues parisiennes de l'entre-deux-siècles qu'elle donna lieu à des usurpations d'identité.

Anaïs Albert ne répond pas à toutes les questions que suscite son beau livre. La généralisation de l'enquête au-delà de Paris constitue un horizon évident. Surtout, dans le silence des sources, l'historienne ne parvient pas vraiment, malgré la virtuosité dont elle fait preuve, à restituer le sens que les contemporains accordaient à ces achats. Une exploration plus approfondie du rapport de ces consommateurs aux objets– autrement dit une hybridation plus forte de cette magnifique entreprise d'histoire sociale avec les apports d'une histoire des représentations et des sensibilités – reste sans nul doute possible. On ne boudera toutefois pas notre plaisir devant cet excellent livre, à la fois acquis historiographique solide et promesse d'avenir.